

RÉVOLUTION

POUR L'ABOLITION DU VIEUX MONDE DU TRAVAIL ET DE LA MARCHANDISE

Prolétaires internationalistes – Mars / Juin 2025

3

Précisions sur le défaitisme révolutionnaire

Moyen-Orient. La logique des États et le prolétariat

Palestine. Une histoire de misère, de massacres et de soulèvements

Le colonialisme et sa critique



SOMMAIRE

Présentation	1
Précisions sur le défaitisme révolutionnaire	3
Moyen-Orient.	
La logique des États et le prolétariat	13
Deux tracts de la communauté de lutte	25
Palestine.	
Une histoire de misère, de massacres et de soulèvements	30
Texte de la communauté de lutte	
Le colonialisme et sa critique	42

Annexes :

- À propos des Prolétaires Internationalistes
- La revue *Révolution*

Prolétaires Internationalistes

Les Prolétaires Internationalistes sont une petite expression internationale qui tente de centraliser l'activité de militants et de groupes de différentes parties du monde. Si quelque chose caractérise et délimite notre processus d'organisation, c'est d'une part notre opposition radicale à la démocratie, au parlementarisme, au syndicalisme, au nationalisme, à l'opportunisme et à toutes sortes de forces qui neutralisent et liquident le pouvoir subversif du prolétariat ; d'autre part, notre tentative d'assumer toutes les tâches que nous considérons comme essentielles dans la lutte pour la destruction du capitalisme, des classes sociales et de l'État.

Cette revue est un produit de la lutte et pour la lutte. C'est pourquoi nous encourageons la reproduction, la diffusion, l'impression, la copie, la discussion, la traduction, etc. de son contenu. Son renforcement en tant qu'outil de la lutte prolétarienne est lié aux contributions critiques, aux apports, à l'envoi de matériel et d'informations que les différents lecteurs et camarades de lutte nous font parvenir.

La mise en place de la guerre impérialiste continue de se développer et de se généraliser, avec de nouvelles escalades à l'échelle mondiale. À la persistance de dizaines de guerres, avec l'Ukraine au centre de l'attention internationale, s'est ajouté l'année dernière un nouveau massacre en Palestine, le plus brutal depuis que l'État d'Israël assume le rôle de gendarme dans cette partie du monde. En même temps, les discours ronflants des dirigeants bourgeois et les tensions diplomatiques qui s'accumulent entre les gouvernements ne sont pas de simples surenchères pour alimenter le spectacle de la sphère politique, mais manifestent un climat de belligérance réelle, déterminé par les besoins actuels de l'accumulation capitaliste qui exigent de plus en plus la destruction massive des forces productives afin de continuer à reproduire les rapports sociaux existants.

Les causes des guerres se trouvent dans le capital même, dans sa propre composition organique contradictoire, faite d'atomes de valeur qui survivent en se concurrençant et en se valorisant constamment dans un cycle infini, qui incorpore une limitation de sa propre capacité de valorisation comme conséquence du développement des forces productives. L'appropriation de la richesse sociale au travers de la guerre, la destruction violente des forces productives de ses concurrents, etc. se présentent à la bourgeoisie comme des moyens incontournables de s'attaquer aux limites de valorisation du capital qu'il incarne. C'est sous cette forme phénoménale que se matérialise le besoin du capital mondial de reproduire de nouveaux cycles de valorisation.

Qui dit destruction des forces productives ne dit pas seulement destruction des choses, mais aussi des êtres humains, en particulier des prolétaires. La prolétarisation du monde va de pair avec une plus grande composition organique du capital, ce qui crée de graves perturbations, car non seulement des masses toujours plus importantes d'êtres humains sont entassées, qui ne sont plus utiles à l'accumulation capitaliste en raison du développement technologique, mais elles sont aussi une source de dévalorisation et une menace de subversion. Les niveaux actuels d'extermination d'êtres humains par d'innombrables guerres localisées rêvent ce besoin destructeur du capital.

Qui plus est, cette réalité catastrophique ne suffit pas pour rassasier la voracité du taux de profit car elle n'apporte que de petites relances économiques à l'intérieur d'un cycle de valorisation qui s'est épuisé. La dictature du taux de profit exige plus, elle exige un saut qualitatif dans cette direction pour relancer un nouveau cycle d'accumulation « assaini ». Si la situation est catastrophique à tous les niveaux, la perspective l'est encore plus. L'antagonisme entre les besoins de l'économie et les besoins humains prend chaque jour une nouvelle dimension. L'effort de guerre se poursuit partout, ce qui nécessite l'enrôlement des prolétaires sur les différents fronts de la guerre impérialiste. L'escalade de la guerre occupe directement le niveau de la vie quotidienne.

Cependant, il y a une autre facette à cette sombre réalité. L'escalade et l'intensification de la guerre et de l'exploitation du prolétariat ne vont pas sans convulsions. L'enrôlement massif de prolétaires comme chair à canon, le sacrifice pour l'économie nationale, tout en reflétant la soumission du prolétariat aux besoins de reproduction du capital, exacerbe en même temps les contradictions sociales. Le massacre impérialiste, les efforts de guerre avec les plans anti-crise et les paquets d'austérité rendent l'existence du prolétariat de plus en plus intenable et l'incitent à lutter pour défendre ses besoins matériels vitaux. Le carnage impérialiste génère différents moments et matérialisations de rejet engendrant une pratique sociale que nous, communistes, appelons le défaitisme révolutionnaire. Cette pratique, cette réponse élémentaire et primaire de ceux qui sont condamnés à crever comme chair à canon pour les intérêts de leurs maîtres, contient en elle la seule perspective pour l'espèce humaine. Dans son déroulement, elle s'oppose non seulement à la guerre, mais aussi à la paix des cimetières de cette société, ce qui implique la négation du capital. La perspective ultime a toujours été la guerre ou la révolution. La transformation sociale n'est pas un rêve utopique, c'est une réalité sociale soutenue par la lutte du prolétariat contre son statut de paria.

Face à ce danger pour l'ordre dominant, confirmé historiquement par d'innombrables insurrections et soulèvements, dont certains ont ébranlé le rapport social capitaliste, la bourgeoisie se divise en deux. Les mêmes qui nous

font la guerre nous parlent de paix, les mêmes qui nous exploitent nous demandent d'améliorer nos conditions de vie, les mêmes qui appliquent des mesures d'austérité exigent leur retrait. Ils se présentent sous un autre visage et sous un discours d'opposition qui cache le fait que leur pratique sociale est basée sur les besoins de la reproduction du capital, qu'ils sont des alternatives au sein de la gestion de l'exploitation.

Le maintien de l'ordre social et l'organisation même de la classe bourgeoise sont déterminés par la capacité à diviser et à dominer le prolétariat pour l'exploiter et le conduire, si nécessaire, à l'abattoir, ce qui implique cette division de la bourgeoisie. Gauche et droite, protectionnistes et libéraux, fascistes et antifascistes, impérialistes et « anti-impérialistes », etc. Si nécessaire, la bourgeoisie camoufle sa politique criminelle sous la bannière de la révolution. Mais aucune fraction bourgeoise, aucune politique économique ne peut éviter le développement de l'exploitation, l'antagonisme entre les classes et, inévitablement, leur affrontement.

Guerre ou révolution, telle est la perspective que chaque classe sociale contient en conséquence de ses propres conditions de reproduction dans cette société. Il ne s'agit pas de perspectives séparées dans le temps ou dans l'espace mais de pôles antagoniques d'une même réalité. Ces perspectives existent, se développent et s'affrontent. Les révolutionnaires ont intérêt à mettre en évidence cet antagonisme. Il s'agit d'organiser, de structurer et de promouvoir l'opposition radicale à l'ordre social existant pour en tirer les conséquences ultimes, c'est-à-dire la résolution des antagonismes par le communisme, par la révolution sociale.

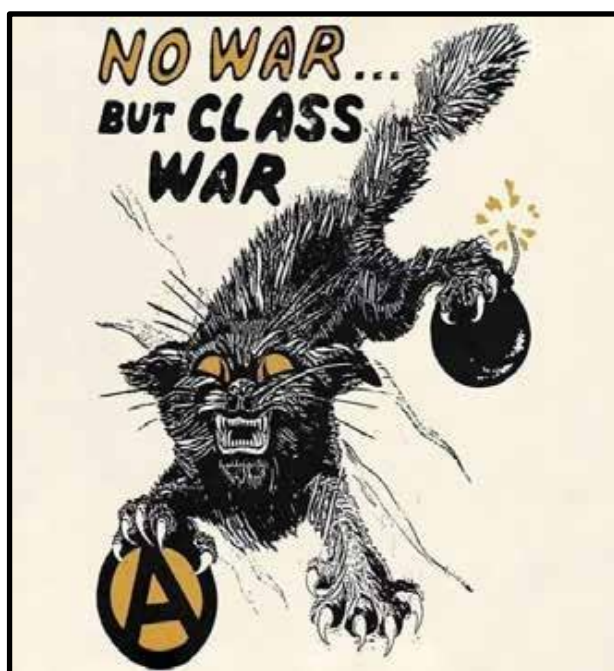
Ce n'est pas un hasard si la question du défaitisme révolutionnaire refait surface aujourd'hui parmi les minorités militantes du prolétariat. Rien de plus naturel que des groupes et des militants révolutionnaires, sous diverses latitudes, ressentent à nouveau le besoin d'organiser, de structurer et de centraliser la pratique du défaitisme. Des groupes qui, à contre-courant, reprennent la diffusion de l'information sur les luttes et les résistances à la guerre, mettent à l'ordre du jour l'organisation de désertions et d'autres actions contre la machine de guerre, créent des réseaux de soutien aux déserteurs et aux réfugiés, discutent des différents aspects programmatiques inhérents à cette pratique sociale, ainsi que des tactiques à mettre en œuvre. Ils font tous partie de la même communauté de lutte internationale et internationaliste qui surgit du cœur du

prolétariat, de sa lutte, qui cherche à briser la dispersion localiste qui nous affaiblit.

C'est à eux et, en général, à tous les prolétaires qui résistent du mieux qu'ils peuvent à l'avancée du hachoir à viande capitaliste, que nous adressons le présent numéro de la revue *Révolution* et le suivant. Ce numéro, en plus d'aborder le contenu matériel et programmatique du défaitisme révolutionnaire, se concentre sur ce qui se passe au Moyen-Orient, non seulement ces dernières années, mais depuis la création de l'État israélien. À cet égard, loin de se proclamer victimes impuissantes face au massacre brutal que nous subissons, et face à la logique des États qui se reproduit partout, nous nous plaçons sur le terrain de la lutte des classes, dans la lutte du prolétariat au Moyen-Orient, en particulier en Palestine, véritable vecteur de ce qui se passe dans la région.

Le prochain numéro de la revue sera entièrement consacré à la guerre en Ukraine. Nous aurions aimé réunir tous ces documents dans une seule publication, mais la densité des documents, ainsi que le retard accumulé sur l'Ukraine pour diverses raisons, nous ont convaincus qu'il s'agissait de la meilleure option.

Notre objectif avec ce matériel est de contribuer aux tâches défaitistes. Approfondir, renforcer et structurer cette pratique, cette perspective que notre classe tente d'imposer contre toutes les fractions bourgeoises, en luttant là où elle se trouve contre « sa propre » bourgeoisie, en transformant la guerre impérialiste en une guerre révolutionnaire du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale. ★



PRÉCISIONS SUR LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

Il ne faut pas s'étonner que le défaitisme révolutionnaire soit à nouveau à l'ordre du jour dans notre communauté de lutte. Il suffit de voir comment vit aujourd'hui une bonne partie du prolétariat : sous les bombes. Et les « privilégiés », qui ne vivent pas au rythme des avions de chasse ou du bruit des bottes des militaires, subissent dans leur chair la douleur de leurs frères de classe ainsi que l'*effort de guerre* que tous les États développent.

Il est normal que, devant le bain de sang qui inonde le vieux monde, notre classe non seulement refuse d'être de la chair à canon, mais encore exprime son refus en braquant ses fusils sur les agents directs du carnage. Face aux drapeaux fétides de la patrie, sous les plis desquels des milliers de prolétaires sont massacrés, la menace du défaitisme révolutionnaire hante les armées de la bourgeoisie.

Précisons tout d'abord, contre les conceptions caricaturales émanant du milieu gauchiste ou ultragauchiste putride, que le défaitisme révolutionnaire n'est pas un idéal à atteindre, un joli slogan lancé par les révolutionnaires pour que les prolétaires cessent de s'entretuer et retournent leurs fusils contre « leurs » propres officiers, ni une conception importée de l'extérieur de la classe prolétarienne par certains « révolutionnaires », qui devraient apporter la conscience. Le défaitisme révolutionnaire est une pratique sociale, ou mieux dit, **une détermination première émanant des contradictions sociales que la guerre impérialiste génère** dans notre classe. S'il revient au centre des préoccupations de la communauté de lutte contre le capital, supplantant une série d'autres questions, ce n'est pas parce qu'il figure à l'« agenda » de quelques militants révolutionnaires, mais parce que la généralisation de la guerre incite notre classe à s'y opposer.

Il y a, bien sûr, de nombreux obstacles matériels à l'organisation et au développement de la pratique défaitiste, comme le montre le développement impressionnant de la guerre impérialiste. Il s'agit d'un ensemble de limites qui empêchent le déchaînement de cette force imposante et qui façonnent l'état actuel dans lequel se trouve le prolétariat en tant que classe. En général, ce sont les mêmes limites et faiblesses qui affectent tous les domaines de la lutte prolétarienne, depuis la défense matérielle la plus élémentaire de nos conditions de vie jusqu'aux

soulèvements de notre époque. La principale limite est le rapport de force international, produit de la défaite historique de notre classe, dont elle n'a pas encore réussi à s'extirper. Cette défaite contient une série d'implications (mise en pièces et donc négation de nos expériences de lutte, affaiblissement de notre associationnisme, décomposition de notre force unitaire, idéologisation de notre programme révolutionnaire...) qui ne peuvent être affrontées que dans le développement même de la lutte contre le capital, en poussant les exploités à reconnaître leur propre défaite afin de vaincre l'ennemi. La révolution sociale est un processus historique dans lequel la défaite fait partie de son processus contradictoire d'affirmation.

La structuration en direction révolutionnaire de sa propre expérience de lutte, catalysée par ses minorités d'avant-garde, a toujours marqué l'évolution de la guerre contre la bourgeoisie dans les moments de crise généralisée. Croire qu'une perspective révolutionnaire peut émerger en dehors de la lutte prolétarienne immédiate contre l'exploitation et de sa dimension historique inhérente, ou pire, considérer qu'elle est confinée à l'intérieur de la reproduction capitaliste, et ne peut donc aspirer à aucune rupture avec le rapport social existant, c'est ramer en faveur du développement de la guerre impérialiste et du maintien de l'esclavage salarié.

Par conséquent, le défaitisme révolutionnaire, en tant qu'opposition prolétarienne à la guerre, ne peut séparer son action actuelle de sa pratique historique. Il ébranle tous ceux qui se placent dans sa perspective afin qu'ils approfondissent la connaissance de leur propre praxis et de ses limites, dans la complexité des labyrinthes proposés par l'ennemi, précisant toujours plus clairement le chemin ardu qui démantèle les armées de la bourgeoisie, ce qui place l'ordre social existant entre le marteau et l'enclume et le met le dos au mur. C'est au cœur de cette pratique défaitiste, des discussions développées au sein de notre communauté de lutte, en dehors et contre le spectacle scolastique et doctrinaire, que nous inscrivons cette petite contribution.

En partant de l'ABC du défaitisme de notre classe, nous voulons préciser quelques questions qui s'opposent aux caricatures et aux analyses réductrices qui sont soulevées sous sa bannière. Le but du texte est clair, contribuer à

délimiter le terrain défaitiste révolutionnaire des divers simulacres et événements théologiques, **en particulier de ce que nous appelons le « défaitisme simpliste »**, et, en même temps, pousser tous les militants révolutionnaires à centraliser ensemble les tâches que le moment présent exige de nous.

1

Le défaitisme révolutionnaire ne part pas d'un ensemble d'idées ou de consignes, mais résulte des conditions matérielles d'existence du prolétariat sous le régime de la guerre impérialiste. Il s'agit d'une pratique immédiate, primaire, découlant des besoins et des intérêts matériels des prolétaires, qui comprend différents niveaux de matérialisation et de développement, et dont la base est, comme toujours, la lutte contre l'exploitation, et donc la lutte contre « sa propre » bourgeoisie¹. La défaite de « sa propre » bourgeoisie équivaut à la défaite de « son » armée, de « son » État.

Cette pratique ne dépend pas de ce que pense tel ou tel prolétaire, car c'est l'ensemble de ses intérêts matériels qui le pousse à s'opposer à la guerre impérialiste et aux différentes armées de la bourgeoisie. Le défaitisme est déterminé par les coups que notre classe reçoit dans la guerre, par les morts, les blessés, les viols, la répression, la faim, la démoralisation, l'épuisement, les sacrifices, les humiliations, l'effort de guerre..., c'est-à-dire par l'exacerbation des contradictions sociales. Ce n'est qu'à partir de là, en tant que produit matériel inhérent au prolétariat, que la nécessité et la possibilité du défaitisme révolutionnaire apparaissent clairement.

Il ne s'agit donc pas du « débarquement », depuis le monde des cieux, d'un prolétariat « pur » qui, apparaissant comme une classe internationaliste autonome et révolutionnaire face aux guerres, ne laisserait aucune place à la religion, au nationalisme ou aux autres idéologies de la bourgeoisie. Cette position caricaturale voit la lutte des classes comme un moment concret, celui du développement volontaire et organisé de l'activité subversive du prolétariat, et non comme une réalité permanente du mode de production capitaliste, des antagonismes générés par cette société. On fait surgir de rien le défaitisme révolutionnaire, sans voir que c'est du développement de la guerre impérialiste qu'il

surgit et non du ciel ou d'un congrès ! Contrairement à la vision théologique, **le défaitisme révolutionnaire est le produit du développement des contradictions de la guerre**, qui pousse le prolétariat à défendre ses besoins matériels, et, comme tous les aspects du programme révolutionnaire, il part de ses déterminations en tant que classe, du déterminisme historique et non d'éléments qui seraient introduits de l'extérieur.

2

Les consignes et directives exprimant le défaitisme révolutionnaire sont la formulation nécessaire et matérielle des intérêts objectifs du prolétariat que ses minorités les plus déterminées synthétisent dans de telles formules. La lutte contre « leur propre » bourgeoisie, buter « leurs » officiers, refuser tout effort de guerre, saboter la production, etc., **ne sont pas des directives basées sur ce que les prolétaires devraient faire**, émanant du monde du devoir être, mais des matérialisations de l'opposition pratique du prolétariat. L'articulation du mouvement prolétarien autour de ces consignes et directives manifeste la tendance à la centralisation de son activité et de sa force sociale.

3

La consigne de **la lutte contre « sa propre » bourgeoisie** résume **la pratique centrale et la ligne directrice** sur laquelle s'articule le défaitisme révolutionnaire. Loin d'être exceptionnelle, elle est la pratique quotidienne des exploités. La lutte contre le capitalisme se déploie dans la lutte immédiate contre l'exploitation, et celle-ci suppose nécessairement une lutte contre « sa propre » bourgeoisie, contre « son propre » exploiteur, contre les répresses qu'on a en face de nous, contre « son » propre État. Bien entendu, cela n'a rien à voir avec la nationalité de la bourgeoisie ou du gouvernement qui assume cette fonction. A aucun moment le défaitisme révolutionnaire ne se réduit à la lutte contre la bourgeoisie nationale. Il s'agit d'insister sur la lutte contre **la bourgeoisie immédiate et les forces de répression immédiates**, mais dans le cadre de la lutte mondiale du prolétariat contre la bourgeoisie mondiale.

¹ Notre conception de l'exploitation n'a rien à voir avec la conception ouvriériste de l'exploitation qui consiste à la réduire à un niveau d'abstraction très concret, le processus immédiat de production dans l'industrie, à en faire le lieu de l'exploitation, en occultant le fait qu'il s'agit d'un moment au sein d'un processus global. En réalité, l'exploitation capitaliste se présente comme l'appropriation du travail social du prolétariat par le capital et détermine chaque moment vécu par notre classe (y compris le chômage, bien sûr). La lutte contre l'exploitation comprend donc la lutte directe à partir de chacun de ces moments.

Lutter contre « sa propre » bourgeoisie est le seul moyen de lutter contre la bourgeoisie mondiale. Il est essentiel d'insister sur le fait que c'est le seul terrain de la lutte internationaliste. **La lutte du prolétariat ne peut s'appuyer sur aucun intermédiaire**, sur aucune médiation autre que lui-même, et c'est précisément ce pourquoi la lutte contre le capital est toujours une lutte immédiate **contre l'exploitation directe** et la répression étatique qui la défend. Elle s'attaque aux fondements de l'accumulation globale du capital et de l'État mondial. En d'autres termes, la caractéristique centrale de la lutte du prolétariat est **la centralité organique** de son action directe contre le capital, de sorte que, même si cette lutte se déroule dans un seul quartier, dans un seul district, dans une seule ville, elle contient la totalité et représente, indépendamment de la conscience de ses protagonistes, les intérêts organiques du prolétariat mondial.

Les consignes de « lutte révolutionnaire contre la guerre bourgeoise » ou d'autres comme « contre la guerre, la guerre de classe » sont **totalelement insuffisantes et centristes** si elles ne s'accompagnent pas de leur concrétisation, c'est-à-dire de la revendication d'une lutte ouverte contre « sa propre » bourgeoisie, pour la défaite de « son propre » État. Dire que l'on lutte contre toute bourgeoisie, quelle qu'elle soit, ou appeler à la lutte révolutionnaire contre la guerre sans prendre de mesures concrètes pour la défaite de « sa » bourgeoisie, c'est tomber dans la propagande et décerner une médaille en or au chauvinisme. Nous sommes pleinement conscients que certains camarades et expressions de notre communauté de lutte tentent d'exprimer dans ces consignes la nécessité pour notre classe de se démarquer des encadrements qui se développent sur le terrain, mais sans une défense claire de la lutte prolétarienne immédiate, ils collaborent au désarmement du prolétariat.

4

La pratique du défaitisme connaît différents moments de développement, ainsi que différentes formes de matérialisation, en fonction du développement de la guerre impérialiste elle-même. Mais à tout moment, le défaitisme révolutionnaire assume le même contenu, la même direction, synthétisés dans cette consigne centrale de lutte contre « sa propre » bourgeoisie,

même si d'autres consignes particulières, contenues en elles, sont évidemment mises en œuvre en tant que résultat de cette pratique concrète. Cependant, **la considération simpliste que le défaitisme révolutionnaire** ne survient que comme une pratique du prolétariat en uniforme contre « sa » propre armée, contre « ses » propres officiers, dans le contexte d'une guerre de fronts inter-bourgeoise, cache une distinction fondamentale induite par les moments de développement de la guerre impérialiste, et est présentée comme une arme contre les formes que la lutte contre « sa propre » bourgeoisie prend dans ces autres moments.

En effet, la guerre impérialiste s'exprime comme une guerre inter-bourgeoise avec deux camps bien définis, avec leurs fronts et leurs arrière-fronts [plus communément appelé « l'arrière »], **guerre de fronts** typique, guerre de tranchées, de positions², mais aussi comme une **guerre d'occupation**, caractérisée par l'occupation militaire d'une région par une armée venant d'un autre pays. Mais ce n'est pas tout. La guerre impérialiste s'exprime aussi comme une **guerre de gendarmerie** ou de police, c'est-à-dire comme l'opération d'un gendarme du capital d'un pays pour réprimer la révolte du prolétariat dans un autre pays. A l'évidence, ce dernier moment recèle un contenu et des déterminations très proches de la guerre d'occupation.

Cela étant dit, et avant de traiter de ces différents moments, nous voudrions souligner qu'ils sont loin d'être des situations pures et qui s'excluraient mutuellement, des éléments qui apparaîtraient isolément, mais qu'il s'agit bien de **moments sur lesquels s'articule la guerre impérialiste**. Ils n'apparaissent pas comme une situation nouvelle, qui devrait être traitée séparément, mais comme le développement même de la guerre impérialiste qui fait de l'un ou l'autre de ces moments l'élément déterminant et qui évolue dynamiquement entre eux. C'est la lutte des classes elle-même et les nécessités de l'affirmation impérialiste qui provoquent le passage de l'un à l'autre.

Par conséquent, la guerre de fronts se transforme en guerre d'occupation et de gendarmerie ; la guerre d'occupation prend la forme de la guerre de fronts et/ou de gendarmerie ; la forme de la guerre de gendarmerie entraîne la guerre d'occupation et/ou de la guerre de fronts, et ainsi de suite. La réalité matérielle est si dynamique qu'il est parfois extrêmement difficile d'exprimer comment s'articulent l'ensemble (la

² Il est vrai que, depuis la généralisation de l'aviation militaire, cette guerre de fronts s'est dotée d'une nouvelle logistique militaire, ce qui relativise la guerre de fronts classique, mais par souci de simplicité, nous utiliserons ici cette caractérisation.

guerre impérialiste) et ses moments particuliers. Par conséquent, le défaitisme révolutionnaire peut être considéré différemment selon le niveau d'abstraction où l'on place la question de la guerre. En effet, ces moments particuliers sont parfois imbriqués de telle sorte que, selon l'endroit où l'on place la loupe sur les événements, on peut les caractériser différemment. Mais il est nécessaire de comprendre ces niveaux d'abstraction pour ne pas les mélanger et finir par déterminer la totalité concrète – et les tâches à assumer – sur la base d'un seul de ces moments³.

Contrairement au « défaitisme simpliste », le mot d'ordre central du défaitisme révolutionnaire de lutter contre « sa propre » bourgeoisie s'exprime et s'affirme dans les différents types de situations dans lesquelles le prolétariat se trouve directement confronté à l'armée bourgeoise. Évidemment, des consignes et des directives particulières sont également générées, mais comme nous l'avons dit, elles partent du même contenu, de la même direction, et sont donc subsumées à cette consigne centrale.

5

Le « défaitisme simpliste » n'est même pas capable d'exprimer les besoins matériels du prolétariat en pleine guerre de fronts, réduisant tout à une « fraternisation » qui est une véritable caricature. La fraternisation est revendiquée en dehors de la dynamique d'ensemble de la pratique défaitiste, comme une prémisse, au lieu d'en être une conséquence. Ce serait un idéal qu'un soldat, « prolétaire avant tout », devrait assumer, et une fois qu'il le fait, il retourne son fusil contre ses propres officiers quand on le lui demande (gentiment ?) depuis l'autre camp.

Dans la réalité matérielle, les choses se passent de manière très différente. **Le défaitisme révolutionnaire n'a jamais la fraternisation comme véritable point de départ**, comme le pacifisme voudrait nous le faire croire. Dans son acception révolutionnaire, et donc anti-pacifiste, la consigne de fraternisation est déterminée par la dynamique du moment lui-même, par l'attitude (la position pratique) prise

par les soldats, quel que soit le camp bourgeois dans lequel ils se trouvent. La défaite ne s'affirme pas en agitant des drapeaux blancs. Au contraire, les prolétaires sur lesquels le défaitisme se construit au front – à l'arrière il s'affirme comme une remise en cause de l'effort de guerre –, et qui commencent leur activité en désobéissant à la chaîne de commandement, loin d'offrir leur poitrine nue aux balles de leurs « frères en uniforme » du « camp d'en face », leur tirent dessus et les abattent (et la mort des « frères » n'est certainement pas le moyen le plus agréable). Cette action donne plus de détermination à ceux qui commencent à se débarrasser de leur uniforme, non seulement par rejet de leur rôle, mais angoissés par le sort que leur réserve le défaitisme révolutionnaire. Les prolétaires conséquents tirent sur les forces répressives directes de la bourgeoisie qu'ils ont en face d'eux, qui veulent les détruire, quel que soit leur camp, quelle que soit leur nationalité, car elles assument la fonction de les soumettre.

Ce qui est décisif dans ce moment d'affirmation du défaitisme révolutionnaire contre les fronts, c'est l'intransigeance des prolétaires en lutte (et donc en armes) contre « leur propre » bourgeoisie, c'est-à-dire l'intransigeance dans leur opposition aux officiers qu'ils ont dans le dos, ainsi qu'à tous les soldats qui font obstacle à la lutte, quel que soit leur camp. Cette intransigeance, qui est déterminée par une série de facteurs (rapport de force, réappropriation programmatique...), est ce qui marque le développement du mouvement et les degrés d'autonomie que le prolétariat parvient à atteindre. En se renforçant, en s'exprimant sur tous les terrains sociaux, en se démarquant de plus en plus clairement des différentes fractions de la bourgeoisie, le prolétariat avance dans son processus de constitution en classe, assumant des niveaux de défaitisme révolutionnaire de plus en plus élevés, assumant ouvertement la guerre révolutionnaire. C'est le processus matériel du défaitisme révolutionnaire appliqué dans la guerre de fronts inter-bourgeoise, la transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe. **La destruction révolutionnaire de l'armée est**

³ Nous exprimons cela avec toutes les difficultés et les rigidités du langage. Prenons l'exemple actuel de la Palestine pour nous faire comprendre, sachant que la réalité est toujours plus complexe. La guerre contre « sa propre » bourgeoisie suppose un affrontement contre l'armée israélienne dans la mesure où le prolétariat doit faire face à une « armée d'occupation », qui assume la fonction de « sa propre » bourgeoisie, de « sa » répression directe, de « son » État. Mais, en même temps, dans d'autres lieux ou moments, cette lutte contre « sa propre » bourgeoisie s'articule contre le Hamas ou l'« Autorité palestinienne » quand ces forces veulent l'utiliser comme chair à canon dans la guerre inter-bourgeoise contre l'État d'Israël, ou simplement quand elles en assument les fonctions pour la gestion de son exploitation. Nier la première pratique défaitiste sur la base de l'existence du second cas, ou inversement, en affirmant dans chaque cas que cela favoriserait une fraction bourgeoise, c'est précisément abandonner le défaitisme révolutionnaire et soutenir, même implicitement, l'un des camps de l'ennemi [de classe].

l'œuvre du prolétariat armé, sa réponse violente.

Cette destruction de l'armée bourgeoise, en prenant comme référence la rébellion des soldats au front, que nous avons synthétisée ici, ne peut se faire du jour au lendemain sans que les minorités les plus déterminées de notre classe n'organisent la centralisation dans le temps et dans l'espace de centaines de petites actions de terreur révolutionnaire, de désertion, de cavale, d'insubordination, de rébellion, de prise d'otages, de liquidation physique d'officiers, de consignes et de directives concrètes sur lesquels s'articule le mouvement, etc., préparation de longue haleine au cours de laquelle le prolétariat forge l'organisation du défaitisme révolutionnaire.

Évidemment, ce processus est clairement marqué par le rapport de force international entre les classes. Dans un rapport de force clairement favorable à la bourgeoisie, le défaitisme révolutionnaire tend à succomber à l'isolement, soit par phagocytage par une fraction bourgeoise, soit par liquidation physique par l'État mondial, soit, en général, par les deux facteurs.

6

La guerre d'occupation, comme la guerre de gendarmerie, implique le déplacement de l'armée d'un pays pour s'installer et se déployer dans un autre. En fait, la guerre de gendarmerie pourrait être considérée comme une situation particulière de la guerre d'occupation. Disons que le critère qui les différencie, avec toutes les précautions qu'il faut prendre dans ce type d'affirmation, est que dans la guerre de gendarmerie la raison de l'intervention, au-delà des contradictions et des luttes que peut avoir la bourgeoisie d'un endroit ou d'un autre, c'est directement le contrôle du prolétariat et/ou l'écrasement de la lutte préexistante à l'intervention, alors que dans la guerre d'occupation la question initiale est un affrontement inter-bourgeois.

Cela dit, que ce soit à un moment ou un autre de la guerre impérialiste, ce qui est décisif, ce n'est pas l'affrontement entre deux armées sur une ligne de front ou pour la défense d'une

frontière, mais le développement d'une opération militaire qui a pour objectif direct les prolétaires qui y vivent. Cet aspect n'est pas anecdotique, car il constitue un changement qualitatif dans les conditions des opérations militaires, de la guerre, brouillant ainsi toute distinction entre « le front » et « l'arrière », prenant pour cible permanente l'ensemble du territoire occupé, **attaquant les prolétaires directement dans leur vie quotidienne et dans leurs foyers**, ce qui les détermine à réagir.

Dans ce scénario, où l'armée d'occupation s'affirme comme l'ennemi direct que notre classe a en face d'elle, celui qui est chargé d'imposer sa soumission à l'exploitation capitaliste, de contrôler ses mouvements, d'exercer la répression, de détruire ses habitations, de systématiser les viols, de la torturer, de la massacrer, etc., **le défaitisme révolutionnaire part, en premier lieu, de la lutte contre cette armée**, en se plaçant incontestablement dans la lutte contre « sa propre » bourgeoisie.

Il existe une vaste et riche expérience historique de notre classe dans ce sens, qui a été systématiquement dénigrée, déformée et cachée sous la couverture de la guerre inter-bourgeoise, dénonçant toute forme de pratique de confrontation du prolétariat à l'armée d'occupation sous le fallacieux prétexte de lutte de libération nationale. Nous nous référons, par exemple, à la lutte prolétarienne dans toute l'Amérique contre les armées coloniales espagnoles, anglaises, portugaises... ; en Orient et au Moyen-Orient contre les armées anglaises et ottomanes ; en Chine au 19^e siècle contre la présence des armées anglaises, françaises et allemandes – les révoltes des Taiping et des Boxers ; aux Philippines (de 1898 à 1913) contre la présence des troupes américaines, au Brésil (révolte de Canudo, pour ne citer qu'un seul exemple), en Inde, en Afrique (révolte des Hereros, par exemple), et surtout, aux luttes qui ont embrassé le monde après 1945 (Amérique latine, Asie, Afrique noire et Maghreb). Rangés dans la petite case des « luttes de libération nationale », ces affrontements ont été méprisés comme étant des conflits inter-bourgeois⁴.

⁴ On peut appliquer ce constat à la « résistance » (sans majuscule) prolétarienne durant la période 1939-45, par exemple, contre l'armée d'occupation allemande (ou italienne comme en Grèce, en Albanie), que ce soit en France, en Serbie, en Grèce, en Russie. Une question qui se règle en deux coups de cuillère à pot : ce ne serait qu'un affrontement entre deux camps bourgeois, ce qui est surtout une insulte à tous les prolétaires qui ont refusé d'être contrôlés, exploités et massacrés par ces armées d'occupation et par la bourgeoisie locale, très zélée dans sa solidarité avec cette armée de répression. Là encore, les sectes gauchistes de tout poil sont incapables de voir le prolétariat réel et sa lutte, dans ces conditions terribles, après le gigantesque massacre et la répression des années 1917-23, car elle ne s'est pas développée selon le schéma classique de la « lutte prolétarienne » et du « défaitisme révolutionnaire » qui domine leurs cerveaux ; et c'est ce qu'ils ont imposé comme un dogme inamovible aux générations futures. Une fois de plus, ils construisent la réalité sur la base de l'encadrement final que la bourgeoisie a réussi à imposer, réduisant les événements à une seule bouillie : en France, par exemple, la Résistance avec un grand R, contrôlée et

La vision communément admise est que ces luttes répondaient exclusivement à des luttes internes au sein de la classe dominante pour le contrôle de ces territoires, vision qui a été avant tout diffusée par la bourgeoisie mondiale et ses principaux agents d'endoctrinement : les médias, les historiens, les universitaires, les intellectuels... Bien entendu, tout le large éventail de la gauche et de l'ultra-gauche **s'est emparé de cette vision du monde pour enfermer notre classe dans le piège de la lutte de libération nationale**. Dans cette optique, les perspectives pour ou contre la libération nationale se sont opposées, mais les deux visions ont fait le jeu de l'encadrement bourgeois, qui tentait de piéger les luttes dans ce faux dilemme. En fin de compte, toutes deux ont couvert la guerre impérialiste contre notre classe et, au grand soulagement de leurs positions contre-révolutionnaires, celle-ci finira tôt ou tard (après avoir été terriblement réprimée) par être intégrée par une fraction de la bourgeoisie locale, qui les a confortés dans leurs pitoyables points de vue.

En plus d'autres conceptions sociales-démocrates reproduites par un large éventail de groupuscules gauchistes, un aspect décisif qui empêche de percevoir le caractère prolétarien de ces luttes est la séparation idéologique entre « pays développés » et « pays sous-développés », ou plus subtilement, « pays centraux » et « pays périphériques ». Si certains ne sont pas allés jusqu'à affirmer que le prolétariat était une force insignifiante dans ces régions, en raison du prétendu sous-développement du capital, ceux qui affirmaient que les luttes décisives devaient partir des pays centraux ne manquaient pas d'entériner cette conception. Tout ce qui se passait en Amérique latine, en Asie, en Afrique, etc. ne pouvait avoir d'autre horizon que celui d'une lutte nationaliste dans laquelle le prolétariat servait de chair à canon. Leur point de référence était l'Europe et une image mythifiée de l'ouvrier industriel, prisonnier du progrès, du développement et de l'ouvriérisme⁵.

Notre position à ce sujet est claire : dans la plupart des luttes qualifiées de « libération nationale », on peut trouver un prolétariat qui tente de défendre ses conditions matérielles de vie, de lutter contre l'exploitation et les besoins de valorisation, qui sont gérés par l'armée d'occupation qui assume la fonction de « sa propre » bourgeoisie. C'est la seule voie possible de la lutte prolétarienne dans ces conditions et, par conséquent, du développement du défaitisme révolutionnaire : la lutte contre « sa propre » bourgeoisie, en portant des coups de contre-terreur, en organisant et en structurant des unités de combat qui s'organisent en guérillas et en groupes armés, en attaquant chez eux les chefs de la répression et leurs collaborateurs, en sabotant le ravitaillement de l'ennemi, etc.

La décomposition de l'armée d'occupation et la fraternisation viennent précisément de la détermination des attaques du prolétariat contre cette armée, **attaquant sans pitié les prolétaires en uniforme qui acceptent de continuer à tuer**, torturer, violer et réprimer. C'est dans ce scénario et dans les tâches organisationnelles qu'il exige, que les contradictions au sein de l'armée d'occupation s'aiguisent permettant de la détruire, en créant des complicités et des fraternisations avec les soldats ennemis qui rompent avec « leur propre » camp.

Faire l'amalgame entre la lutte du prolétariat contre l'armée d'occupation et la libération nationale, comme le fait le « défaitisme simpliste », contribue objectivement à l'isolement, au désarmement et à la canalisation de sa lutte⁶. Les appels de ce « défaitisme » s'opposent à cette lutte élémentaire du prolétariat contre « sa propre » bourgeoisie et aux tâches qui lui correspondent, appelant sans rougir à « fraterniser » avec ses « frères en uniforme » qui le torturent, l'humilient, le violentent et le massacrent. L'action résolue du prolétariat contre les forces qui le répriment est placée dans le jeu impérialiste alors qu'elle est précisément la seule pratique réelle du défaitisme. Comme dans la guerre de fronts, ce qui est décisif dans cette

institutionnalisée par l'État français à travers le PCF et les FFL, comme s'il n'y avait pas eu de résistance prolétarienne !

⁵ Même des militants comme Ngo Van, qui nous ont laissé des matériaux inestimables sur l'activité de notre classe dans cette « périphérie » – il suffit de citer « *Viêt Nam 1920-1945. Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* », ou « *Au pays de la cloche fêlée* » – reproduisent aussi la vision sociale-démocrate qui cherche le prolétariat dans les concentrations industrielles. Ceci explique que, dans la revue « *Informations et Correspondances Ouvrières* » (ICO), à laquelle il participe activement dès sa fondation, les articles qu'il écrit portent sur les grèves ouvrières dans les villes, notamment à Saigon, en 1964 et 1970, et se limitent à des événements « ouvriers ».

⁶ Certains tentent de combiner un niveau d'abstraction, où seuls des concepts autonomes et détachés de la réalité entrent en jeu, avec une analyse plus fine des conflits en cours, où le prolétariat est évacué (puisque « tout est inter-bourgeois ») et doit être « réinjecté » sous une forme pure, comme ils voudraient le voir, ce qui est plus facile et ne nécessite pas d'aller le chercher là où il est, c'est-à-dire en combattant et en affrontant « sa propre » bourgeoisie. Ils évitent ainsi d'avoir à confronter leur idéologie confortable à la réalité dynamique et contradictoire.

pratique défaitiste, c'est l'intransigeance des prolétaires en lutte, c'est-à-dire l'intransigeance dans leur opposition avec l'armée d'occupation, mais aussi face à la fraction de la bourgeoisie locale qui cherche à absorber leur énergie dans un front de libération nationale. Ainsi, la diffusion de consignes et de propagande écrite dénonçant le rôle de l'armée d'occupation, ainsi que les tentatives de la bourgeoisie locale de canaliser la réponse prolétarienne, en encourageant la désobéissance, la désertion et la fraternisation entre les réfractaires, constituent une partie décisive du développement de la lutte de classe.

7

Le terrain de l'opposition armée n'est jamais basé sur la supériorité technique et strictement militaire, pour pouvoir engager une confrontation « appareil contre appareil », « armée contre armée ». Le contenu réel de la lutte n'est jamais garanti par le seul armement (certes indispensable) du prolétariat, ni par la forme particulière qu'adopte le prolétariat armé. Si l'affrontement armé contre les soldats qui remplissent leur fonction de troupes de choc de la bourgeoisie est inévitable, cette réalité échappe aux fronts. Le prolétariat s'organise en détachements armés, en guérillas, dont la caractéristique principale, par opposition à la *guérilla appareilliste*, est leur mobilité, la centralisation de leur direction (plutôt que l'autonomie fédérative et la dispersion de chaque détachement), ainsi que leur unité avec « l'arrière ». Il cherche à diriger ses attaques là où l'ennemi ne s'y attend pas, il cherche à éviter le combat direct quand l'ennemi est supérieur ; il évite la résistance aux points permanents, il utilise la dispersion face à l'avance de l'ennemi et la concentration seulement pour frapper quand personne ne s'y attend ; il mène des opérations sélectives pour liquider les chefs de la répression. Sa propre façon de procéder contre l'ennemi, en liquidant impitoyablement les officiers et les soldats connus pour leur cruauté, et en développant une propagande défaitiste parmi le reste des soldats capturés, contribue à briser la cohérence de ce corps répressif et favorise sa décomposition. L'action des prolétaires qui refusent d'exécuter les ordres, qui désertent, qui retournent leurs armes contre leurs propres officiers, refusant de servir de chair à canon ou de bourreaux de leurs propres frères de classe dans la lutte, faisant

ainsi avancer le processus révolutionnaire dans tous les camps bourgeois, est ainsi encouragée.

8

Pour la bourgeoisie, il s'agit toujours de transformer la guerre sociale en guerre inter-bourgeoise, soit par l'écrasement et l'élimination physique du prolétariat en lutte, et/ou par sa canalisation, c'est-à-dire par l'encadrement du prolétariat par **un processus qui liquide les différents degrés d'autonomie atteints par le prolétariat et le conduit dans un front interclassiste**. Le prolétariat est entraîné dans une guerre entre fractions de la classe dominante, sous la qualification de guerre défensive contre l'envahisseur, de nation attaquée contre l'agresseur, de nation opprimée contre l'impérialisme, ainsi qu'une longue série d'autres justifications. Dans les situations historiques où le prolétariat résiste aux chants des sirènes de la bourgeoisie, et où le rapport de force international menace l'ordre existant, la paix sociale apparaît comme un horizon sur lequel diviser et cimenter la défaite du prolétariat. La paix de Brest-Litovsk en est l'un des exemples les plus illustratifs⁷.

Mais c'est la bannière de la libération nationale qui est devenue un grand rempart contre le défaitisme révolutionnaire, surtout lorsqu'il s'agit d'une confrontation avec une armée d'occupation. La bourgeoisie l'utilise pour détourner la lutte de notre classe vers ses intérêts fractionnels sur le marché mondial, c'est-à-dire comme un moyen de s'approprier la gestion locale de l'exploitation capitaliste.

Ce processus d'encadrement est soutenu par les différentes limites contenues dans l'autonomie de notre classe, lieu où prolifèrent les concessions néfastes à la bourgeoisie locale, ouvrant la voie à la formation d'un **front national dans lequel notre classe se perd**. Cette réalité devient évidente lorsque l'antagonisme entre les classes, qui tend à délimiter les frontières de la lutte, s'estompe sous la pression de l'idéologie que la bourgeoisie locale défend pour entraîner les prolétaires à s'entretuer pour des intérêts étrangers aux leurs.

Cependant, face au défaitisme en pleine guerre de fronts, cette pratique de canalisation de notre mouvement s'exprime par un renouveau de la bourgeoisie locale, qui se présente comme faisant partie du mouvement défaitiste du prolétariat, dans la guerre d'occupation, elle se manifeste toujours par la construction d'un

⁷ La paix et la guerre capitaliste ne sont que deux moments de la guerre permanente que la bourgeoisie mène contre le prolétariat.

front interclassiste qui consolide la figure d'une armée nationale contre l'armée d'occupation, quel que soit l'argument sur lequel se construit la cohésion (défense nationale, religion, culture,...). Sa matérialisation passe par la consolidation d'une communauté d'intérêts fictive de la bourgeoisie locale avec « ses » prolétaires, construite sur une identification autour d'une nation, d'un peuple, d'un territoire, d'une culture, d'une religion, d'une ethnie, d'une langue, ou de tout autre aspect particulier sur lequel cette fiction peut être idéologiquement soutenue. L'antagonisme des classes souffre d'une abstraction idyllique qui, dans sa matérialisation réelle, signifie l'intégration du prolétariat dans la guerre impérialiste.

Comme on voudrait nous le faire croire, **il n'y a pas de polarisation entre l'impérialisme et la libération nationale**, car la libération nationale fait partie intégrante de l'impérialisme. La logique impérialiste du capital (inhérente à chaque particule de valeur qu'il contient) est ce qui donne une cohérence aux différentes fractions bourgeoises dans la lutte internationale pour la répartition des forces productives de la planète. La libération nationale, concrétisée sous diverses identités fictives, n'est rien d'autre que le mécanisme utilisé par certaines bourgeoisies locales pour mobiliser le prolétariat dans la défense de ses intérêts de fraction.

Le processus par lequel les exploités renoncent progressivement à la défense de leurs intérêts matériels, et se laissent prendre dans les réseaux inter-impérialistes, les transforme en chair à canon, et dans tous les cas la situation revient à une guerre de fronts inter-bourgeoise, même si elle se combine avec le déploiement de l'armée d'occupation. L'affirmation de la guerre impérialiste est confirmée par l'écrasement et la liquidation du prolétariat, qui ne peut inverser cette réalité que par la rupture de cette unité interclassiste à travers la réémergence du défaitisme révolutionnaire, en réponse aux conditions brutales d'exploitation directe qui sont gérées par les différentes bourgeoisies (armée d'occupation, armée ou milice de la bourgeoisie locale...). Ce n'est qu'en renouant avec cette perspective que le prolétariat s'oppose à nouveau aux sacrifices de l'unité nationale, en s'attaquant aux prolétaires en uniforme qui continuent à les tuer de part et d'autre, en répondant et en s'attaquant aux fractions bourgeoises qui organisent directement leur exploitation, en particulier les divers chefs politico-militaires. Hors de cette perspective, il creuse sa propre tombe pour la reproduction élargie du capital.

Les minorités révolutionnaires, en tant que partie active et dynamique de la perspective défaitiste, non seulement encouragent, mais aussi organisent les différentes tâches qu'elle requiert. Parmi ces tâches, il est également essentiel d'enquêter historiquement sur les expériences d'affirmation du défaitisme, sur la façon dont les différents degrés d'autonomie de classe ont été dissous en faveur d'une fraction du capital, de mettre en évidence le processus qui va de l'un à l'autre et, dans ce processus, de mettre en évidence les moments où les niveaux les plus élevés d'autonomie de classe sont atteints, ainsi que les moments où le prolétariat cède à son ennemi et permet à la contre-révolution de le reprendre sous son contrôle. Cette tâche de réappropriation de sa propre action historique fournit des lignes directrices précises pour l'action internationale du prolétariat sur la base de sa propre expérience, délimitant plus clairement les frontières de classe.

9

Le grand souci de la bourgeoisie, suite aux expériences historiques successives, est de blinder son armée contre le défaitisme révolutionnaire qui décompose son organisation armée. Dès lors, le type de recrutement par lequel se constitue une armée (conscription, volontariat, mercenariat... et leurs combinaisons mixtes) n'est pas anodin, car cet aspect conditionne de manière décisive les formes que prend le défaitisme révolutionnaire.

Si nous devons différencier les différents types de recrutement militaire, nous devons souligner que la bourgeoisie mondiale tire depuis longtemps les leçons de l'histoire, corrigeant les aspects constitutifs de ses armées pour combattre les facteurs qui favorisent l'indiscipline et la remise en question de l'ordre militaire dans un contexte où les contradictions tendent à apparaître. L'exemple du Vietnam dans les années 1960, où l'armée la plus puissante de la planète a subi un terrible processus de décomposition avec des dizaines de milliers de soldats qui ont déserté et se sont organisés contre leurs propres officiers, ramenant la guerre chez soi, sur le front intérieur, avec des révoltes aux États-Unis (Watts, etc.), a été pris très au sérieux. L'« erreur » commise par les États-Unis en envoyant à la guerre des centaines de milliers de soldats enrôlés dans le cadre de la conscription est devenue cruciale lorsqu'un pourcentage élevé de Noirs en uniforme dans leur armée, une armée qui reproduit le racisme de la société, s'est identifié aux prolétaires qui,

au Viêt Nam, ont été traités de façon abjecte comme des *gooks* [des « niaks »]⁸. C'est pourquoi la classe dirigeante s'efforce depuis longtemps de recruter et de sélectionner les troupes envoyées au front selon des critères qui rendent difficiles l'identification et la fraternisation avec l'« ennemi », depuis la langue et la culture jusqu'aux antécédents personnels de chaque recrue. Dans le même temps, principalement à travers les États-Unis, et dans une moindre mesure la France (Maghreb, Afrique), l'Angleterre (Inde, Birmanie, Malaisie), le capitalisme mondial a développé et perfectionné le principe de la guerre menée d'abord par des troupes spéciales (au Vietnam, apparition des Bérets verts, Rangers, Lurps, Sayeret, SRR...), entraînées à mener des opérations rapides, à prendre les troupes ennemies à revers et à encadrer les soldats enrôlés dans le cadre du recrutement pour les transformer en machines à tuer. Bien entendu, l'application de ces mesures comporte des limites infranchissables, déterminées par les nécessités de la conduite de la guerre, qui obligent la bourgeoisie à engager des conscrits « dangereux », par exemple lorsqu'elle est contrainte de recourir à la conscription obligatoire et massive.

Par conséquent, le type de recrutement indique une certaine tactique bourgeoise, sa marge de manœuvre et la position matérielle du prolétaire sous l'uniforme. Il influe sur la cohésion des troupes, la capacité à assumer l'intervention, à tuer et à mourir, la résistance éventuelle aux risques de démoralisation, de démobilisation, voire de décomposition. Il n'est donc pas difficile de comprendre que la pratique défaitiste revêt des matérialisations différentes en fonction du type de recrutement que l'on ne peut ignorer.

10

La percée et le développement du défaitisme révolutionnaire sont toujours fortement marqués par le rapport de force international. Ceci est notoirement évident dans le contexte d'une guerre impérialiste localisée, où un rapport défavorable à notre classe permet l'isolement des prolétaires en lutte. Il ne fait aucun doute que les différentes luttes et les moments défaitistes, aussi imposants soient-ils, se détachent de la perspective révolutionnaire s'il n'y a pas de rupture de l'isolement. Pris dans les cordons sanitaires mis en place par la bourgeoisie, le résultat

est toujours le même : la défaite. Cela se traduit généralement par un massacre perpétré par l'État mondial sur le terrain, ou par la neutralisation et la canalisation du mouvement. Le défaitisme révolutionnaire ne se réalise donc que comme mouvement expansif, comme **guerre révolutionnaire du prolétariat mondial**, c'est-à-dire comme articulation internationale de la lutte contre la « propre » bourgeoisie du prolétariat des différents pays.

Bien que le changement dans le rapport de force et la rupture de l'isolement puissent se produire en raison de l'élan et de la détermination du défaitisme dans les pays où se concentre la guerre localisée, apportant la contradiction à toutes les armées en opération, le poids de la lutte des classes développée dans les pays qui envoient leurs armées, acquiert néanmoins une importance de premier ordre. La cohésion et la paix sociale à « l'arrière » permet à ces armées de ne pas s'inquiéter de l'ordre social dans leurs territoires et de déployer leurs forces dans d'autres régions. Au contraire, la remise en cause et la rupture de la paix sociale dans leurs dos tendent non seulement à contraindre ces armées d'occupation à rentrer « chez elles », pour ne pas être emportées par les tumultes qui se propagent à « l'arrière », mais aussi à affaiblir leur propre cohésion. C'est pourquoi le défaitisme révolutionnaire, une fois de plus, s'exprime dans cette situation et dans ces pays, dans la lutte contre « sa propre » bourgeoisie, contre « son propre » État, contre l'effort de guerre, favorisant la défaite de « sa propre » armée. Les appels au défaitisme qui ne partent pas de cette question essentielle restent une recette d'impuissance, de contemplation et d'idéalisme.

Il n'y a pas de perspective de transformation sociale sans généralisation de la lutte prolétarienne. L'expérience historique vérifie cette détermination invariable dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie : tout processus insurrectionnel cantonné à une ville, un pays ou une région tend inévitablement à succomber. Le capital ne peut être détruit dans tel ou tel endroit, mais sur l'ensemble de la planète d'où émane la reproduction sociale de cette société, et pour cela il faut détruire le pouvoir bourgeois partout. L'internationalisme n'est donc pas un « principe » auquel souscrivent des minorités révolutionnaires, mais le contenu même de la lutte prolétarienne.

⁸ Il faut noter que, bien évidemment, ce défaitisme a été déterminé par la vague de luttes internationales des années 60 et 70, et que ce type de recrutement n'a fait qu'encourager l'explosion de ces luttes au sein de l'armée.

Ainsi, si la lutte du prolétariat se synthétise dans la lutte contre la bourgeoisie qui se tient en face de lui, en combattant les différents agents qu'elle déploie pour reproduire la société capitaliste, c'est dans **l'organisation internationale et la centralisation de cette communauté de lutte contre « sa propre » bourgeoisie que se joue la question décisive** qui peut ouvrir la voie à la révolution mondiale. Les minorités révolutionnaires inscrivent leur action dans cette perspective, non seulement en termes d'action défaitiste, mais dans toute lutte quotidienne du prolétariat. C'est le processus même de la constitution du prolétariat en tant que classe, en tant que parti mondial pour la destruction de l'ordre social existant.

Ainsi, les minorités révolutionnaires ne sont pas des interprètes ou des chroniqueurs de la réalité. Elles ne recherchent pas non plus des « accords théoriques » pour agir ensemble. Ce qui caractérise les minorités communistes, c'est – quelle que soit leur appellation – d'assumer les différentes expressions de la lutte comme une

seule et même communauté de lutte internationale contre le capital et l'État, en mettant tous leurs efforts et leur passion à **structurer, organiser et centraliser les tâches** que cela exige. C'est dans cette démarche, qui implique une critique implacable du réformisme, de l'activisme, du théoricisme, du centrisme..., c'est-à-dire des différentes forces sociales-démocrates qui minent notre communauté de lutte, que la discussion et l'approfondissement programmatique, ainsi que la délimitation entre révolution et contre-révolution, s'affirment comme une véritable praxis révolutionnaire. Sur ce terrain de la lutte, de la confrontation, mais aussi de la camaraderie et de la vie, nous exhortons les militants et groupes révolutionnaires à centraliser leurs efforts avec les nôtres dans l'organisation du défaitisme révolutionnaire, et en général, dans l'organisation de toutes les tâches exigées par la communauté de lutte contre le capital, en tenant compte, bien sûr, des capacités et des possibilités que la conjoncture nous permet. ★



**En temps de paix capitaliste,
NOUS LUTTONS**

**contre l'exploitation,
contre l'aliénation,
contre la misère,
contre la marchandisation
de nos vies,
contre la guerre,
contre la paix sociale !**



***Si nous ne soutenons aucun État
en temps de paix capitaliste,
alors pourquoi devrions-nous le soutenir
EN CAS DE GUERRE ?***

**Ni moindre mal
Ni compromis
Ni soumission
Défaitisme révolutionnaire
GUERRE de CLASSE**

« *Il y a un an, j'ai dit quelque chose de simple : nous allons changer la face du Moyen-Orient, et c'est ce que nous faisons. La Syrie n'est plus la même Syrie. Le Liban n'est plus le même Liban. Gaza n'est plus la même Gaza. Et la tête de l'axe, l'Iran, n'est plus le même Iran ; il a lui aussi ressenti la puissance de notre bras.* »¹

C'est ainsi que s'exprimait le Premier ministre israélien fin 2024 pour expliquer l'opération militaire la plus virulente et la plus dévastatrice déployée par l'État d'Israël au Moyen-Orient depuis sa création. Qu'entendait Netanyahu par ce *changement de face* ? Les chiffres officiels de janvier 2025 sont révélateurs : plus de 50.000 morts, dont plus de 15.000 enfants, 100.000 blessés divers, des milliers d'arrestations, des camps de réfugiés et des villes rasés². Bien que la tragédie se soit étendue à la Cisjordanie et au Liban, où les troupes israéliennes ont également passé la population au fil de l'épée, la plupart de ces chiffres proviennent de la bande de Gaza, où plus de la moitié des bâtiments résidentiels ont été détruits, les écoles, les universités et les hôpitaux ont été démolis. Là, le *changement de face* s'accompagne d'une restriction absolue de l'approvisionnement en nourriture, en eau et en médicaments, dans le cadre d'une politique d'extermination ouvertement avouée : « *Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant. Tout sera fermé* », a déclaré le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant. Alors que les camps de réfugiés situés dans des zones précédemment déclarées *sûres* par l'armée israélienne elle-même sont systématiquement bombardés et attaqués, la propagande de guerre sioniste insiste sur le fait qu'il s'agit d'une croisade contre le terrorisme et l'axe du mal (l'Iran), justifiée après l'attaque du Hamas du 7 octobre.

Il est vrai qu'au milieu de ce massacre, il y a eu quelques actions sélectives contre certains dirigeants du Hamas ou du Hezbollah, contre des structures militaires de fractions pro-iraniennes, ainsi que quelques échanges de missiles avec l'Iran. Mais dans l'ensemble des événements, il s'agit d'anecdotes, de dommages

collatéraux dans une guerre qui s'est révélée une fois de plus être **une guerre du capital contre le prolétariat**.

En effet, si nous dépouillons la propagande sioniste de son emballage idéologique et que nous la comparons à ce qui se passe dans la réalité, il ne fait aucun doute que changer *la face du Moyen-Orient* consiste à **écraser le prolétariat sous le feu mortel de la machine de guerre capitaliste**. Alors que l'on insiste partout sur le fait que les contradictions entre les États, entre les nations, entre les peuples, entre les intérêts et les projets de la classe dirigeante ont été les facteurs déclencheurs, le rôle des contradictions de classe est caché, ignoré ou sous-estimé.

Pour comprendre cette question, il faut garder à l'esprit que la production et la reproduction des prolétaires dans la région dépassent les besoins de la valorisation capitaliste au point de générer de **gigantesques concentrations de misère**. Un dangereux potentiel de lutte pour lequel les différents États se sont mutuellement renvoyés la balle. Gaza et la Cisjordanie sont deux prisons à ciel ouvert où sont enfermés quelque cinq millions d'habitants, dont la plupart vivent dans des conditions épouvantables, surtout à Gaza ; le Liban accumule un demi-million d'exilés de Palestine dans des camps de réfugiés, un autre million et demi d'exilés de Syrie s'entassent dans des logements dont ils peuvent à peine payer le loyer ; l'Iran compte quelque 3 millions de réfugiés d'Afghanistan, dont la plupart ne sont pas officiellement reconnus comme résidents ; les camps de réfugiés de Jordanie abritent plus de 3 millions de prolétaires de Palestine et de Syrie, etc. En réalité, la région est parsemée d'une marée humaine de population excédentaire – pour le capital – qui a historiquement formé un pôle de misère et de révoltes permanentes dont la gestion a nécessité un état de siège fréquent et une succession ininterrompue de répressions et de massacres.

Si l'on ajoute à cela que ce pôle de misère a généré ces dernières années une recrudescence des luttes sociales qui ont secoué l'ensemble de la région, ravivant ce que l'on a

¹ Netanyahu dans un message enregistré.

² D'autres données provenant du terrain montrent que ces chiffres, déjà choquants en eux-mêmes, ont été largement sous-estimés.

appelé le « second printemps arabe », on comprend encore mieux **la nécessité pour les gardiens de l'ordre de changer la face du Moyen-Orient.**

En effet, on ne peut ignorer que la Cisjordanie et Gaza ont connu une montée des luttes à différents niveaux d'autonomie avec les agents d'encadrement locaux, mettant en cause l'ANP et le Hamas. Ni que le gouvernement libanais – soutenu, ne l'oublions pas, par les forces du Hezbollah – n'a pas été en mesure d'éradiquer les protestations qui ont éclaté après le puissant bouleversement de 2020, les mesures d'austérité constantes qu'il a dû imposer ayant poussé les prolétaires à descendre dans la rue de manière interrompue. Un phénomène qui s'est également produit, probablement dans une moindre mesure, en Jordanie et en Syrie, secouées par des manifestations et des protes-

l'attaque du Hamas du 7 octobre pour *changer la face du Moyen-Orient*, en déclenchant **une guerre de gendarmerie qui a fait des camps de réfugiés surpeuplés sa première cible**, à commencer par Gaza, véritable camp de réfugiés – ou camp de concentration, si vous préférez – qui regroupe plus de deux millions d'habitants.

Dire cela ne signifie pas ignorer la pertinence des contradictions inter-bourgeoises. En réalité, opposer guerre inter-bourgeoise et guerre contre le prolétariat est une fausse opposition, car il s'agit de deux aspects d'une même réalité. La guerre impérialiste est toujours contre le prolétariat, que le facteur déclenchant des hostilités soit la concurrence sur le marché mondial ou une opération de gendarmerie pour écraser une révolte. Dans le cas de l'État d'Israël, il est plus qu'évident que sa fonction de gendarme

régional est liée à la défense des intérêts particuliers qu'il regroupe, c'est-à-dire la défense de la fraction hégémonique de la bourgeoisie, dirigée par les États-Unis, contre celle des autres fractions avec lesquelles elle est en concurrence sur le marché mondial. En d'autres termes, cet État n'assume pas seulement une fonction de police contre les exploités qui menacent l'équilibre régional, mais agit en même temps contre des secteurs bourgeois pour le contrôle des ressources – y compris le prolétariat –, pour les routes

et les traités commerciaux, pour les positions géostratégiques, etc.

Le réductionnisme analytique imposé par les filtres médiateurs de la bourgeoisie fait de ce dernier élément le seul à prendre en compte, ignorant qu'il est déterminé par le développement de la lutte des classes et le contrôle du prolétariat. De ce point de vue réducteur, on ne peut comprendre ni l'attaque du Hamas du 7 octobre, ni le rôle des différents acteurs du drame, ni bien sûr le développement ultérieur des événements. Ni, d'ailleurs, du point de vue de l'idéologie de la « libération nationale », qui se place sur le même terrain de l'affrontement entre puissances impérialistes. Bien entendu, il ne s'agit pas de simples points de vue, d'interprétations passives, mais cela fait partie des tentatives bourgeoises de canaliser les antagonismes sociaux profonds et explosifs qui se



tations violentes. Sans oublier le *soulèvement des assoiffés* en juillet 2021, puis la révolte de 2022 après l'assassinat par la police de Masha Amini, qui a plongé l'Iran dans un climat de mécontentement qu'il n'avait pas connu depuis 1979.

Comment cette situation sociale ne jouerait-elle pas un rôle déterminant dans l'actualité et dans la mobilisation du gardien de l'ordre régional ? Il nous semble évident que l'État israélien assume ce rôle de gendarme depuis sa constitution, intervenant dans les différents territoires lorsque cela s'avère nécessaire. Ce rôle a été flagrant en Palestine, dont l'instabilité particulière a nécessité le déploiement permanent de ses troupes en tant qu'armée d'occupation, mais lorsque la situation l'a exigé, sa botte militaire a foulé d'autres territoires. Fidèle à cette mission, l'État israélien a profité de

développent dans ces endroits, en faisant des exploités des pions dans les querelles de leurs exploiters sur le partage du monde.

Sur la base de tous ces « points de vue », beaucoup a été dit et écrit sur l'attaque du Hamas du 7 octobre que l'État israélien a utilisé pour justifier son escalade de la terreur militaire, sur les motivations particulières du Hamas, les implications, la réponse d'Israël, le jeu impérialiste dans la région, la lutte « anticoloniale », etc. Ces « interprétations » ne peuvent que négliger **le lien intime qui relie l'attaque du Hamas et l'opération d'anéantissement de l'armée de l'État israélien qui a suivi : la gestion et le contrôle du prolétariat**. Pour saisir le contenu social de ce lien, il faut se situer dans les contradictions de classe en Palestine, à travers la logique des États.

LA LUTTE PROLETARIENNE EN PALESTINE ET L'ATTAQUE DU HAMAS LE 7 OCTOBRE

En Palestine, l'État israélien a été un gardien implacable de l'ordre contre les prolétaires qui ont fait preuve d'un militantisme exemplaire tout au long de l'histoire³. Cependant, l'État israélien n'a pas été le seul à remplir cette fonction policière de maintien de l'ordre, il a été complété par d'autres appareils d'État. **L'Autorité nationale palestinienne (ANP) et, au cours des 20 dernières années, le Hamas**, se sont imposés comme d'importants agents locaux de l'ordre social capitaliste.

Aujourd'hui, rares sont ceux qui contestent le fait que l'ANP agisse en tant que *sous-traitant* de l'État israélien. L'OLP, dirigée par le Fatah, a gagné ce droit après avoir réussi à pacifier ce que l'on appelle la première intifada, et les accords d'Oslo l'ont confirmé. Le rôle du Hamas n'est pas très différent. Depuis 2007, malgré les réticences initiales d'Israël en raison du rapport de force régional avec l'État iranien, sur lequel le Hamas est aligné, et malgré les affrontements armés et la rhétorique féroce déployée par chaque acteur, l'État israélien s'est appuyé sur le Hamas pour gouverner la bande de Gaza,

tandis que l'ANP a continué d'être son larbin en Cisjordanie⁴. La collaboration avec le Hamas n'est jamais allée jusqu'à l'extrême du sous-traitant enthousiaste de Cisjordanie, mais elle a été suffisamment fructueuse pour les deux parties. L'État d'Israël a construit une gigantesque prison à ciel ouvert pour emprisonner le prolétariat, ne s'occupant que de *tondre la pelouse* occasionnellement⁵. Le Hamas s'est chargé de gérer cette prison, tout en maintenant une certaine aura de résistance nécessaire pour contrôler ses prisonniers et éviter de jeter le discrédit sur l'ANP. C'est ainsi que **ce territoire, assiégé par l'État d'Israël, a conservé en son sein les organes de reproduction du capital : gouvernement, police, prisons, écoles, etc.**

C'est ainsi que l'exploitation du prolétariat en Palestine a été gérée pendant près de deux décennies. Malgré les dures confrontations et tensions qui ont marqué cette période, conséquences des antagonismes de classe et des jeux impérialistes, le fait est que cette forme de gestion a réussi à maintenir une certaine stabilité dans cette poudrière depuis 2007. Mais ces dernières années, la situation a pris une tournure inquiétante, menaçant sérieusement de déstabiliser l'ordre dans toute la région. Gaza et la Cisjordanie ont vu des prolétaires s'engager dans des luttes contre leurs conditions de vie insupportables, non seulement en marge du Hamas et de l'ANP, mais parfois en prenant pour cible ces appareils d'État, mettant en péril le contrôle de ces gendarmes locaux.

Tout au long de l'année 2021, en Cisjordanie, poussés par leurs besoins immédiats de survie, de nombreux groupes et militants ont émergé pour combattre les flics de l'État d'Israël et la complicité de l'ANP. Ils ont opéré principalement autour de leur zone de résidence, organisant de nombreuses attaques contre les troupes d'occupation, les checkpoints, résistant aux expulsions dans leurs localités et menant des actions défensives contre les incursions de l'armée dans les camps de réfugiés et autres lieux d'habitation. Nous ne parlons pas d'une pratique nationaliste ou religieuse qui porterait le flambeau d'une stratégie

³ Voir notre texte « Palestine. Une histoire de misère, de massacres et de soulèvements » publié dans cette même revue.

⁴ En conséquence, et au moins jusqu'à l'attaque du 7 octobre, l'État d'Israël s'est activement impliqué dans la fourniture d'un soutien financier au Hamas depuis le Qatar. Ce n'est un secret pour personne qu'une part importante de l'aide économique qui parvient à Gaza provient du Qatar. Les médias bourgeois tels que le New York Times, CNN et d'autres ne cachent pas que les fonds, soit quelque 30 millions de dollars par mois, arrivent à Gaza en espèces par la frontière israélienne, par l'intermédiaire de fonctionnaires israéliens et de l'ONU.

⁵ Sous prétexte d'affaiblir le Hamas, l'armée israélienne a employé à Gaza une tactique appelée « *tondre la pelouse* », qui consistait en fait à effectuer des raids périodiques et à tuer des prolétaires dans le cadre de la répression et de l'« assainissement ».

de libération nationale visant à construire un « véritable État palestinien » qui, soit dit en passant, ne signifierait rien d'autre qu'une variante territoriale pour l'exploitation capitaliste. Au contraire, il s'agit d'une pratique qui naît de la réponse spontanée des prolétaires à l'enfer dans lequel ils vivent, à l'exploitation et à la répression administrées par les flics israéliens, et qui, dans son développement naturel, est amenée à assumer l'organisation de petits groupes armés, de guérillas, pour contrer la dictature militaire du capital. Il est évident qu'ils sont amenés à s'opposer non seulement aux flics qui les tuent, les torturent, les humilient et les soumettent, mais aussi à la complicité de l'ANP.

Ainsi, le développement de ces groupes d'autodéfense, dont les membres sont très jeunes, habitants des villages et des camps de réfugiés, étroitement liés à d'autres prolétaires qui les abritent et les protègent, a dû affronter non seulement l'armée israélienne mais aussi l'ANP, qui travaille main dans la main avec les troupes israéliennes pour liquider ces expressions. Des dizaines de raids ont été organisés par cet appareil bourgeois palestinien pour emprisonner les combattants tout en essayant de les intégrer dans son appareil d'État. Il est courant d'offrir comme alternative à l'emprisonnement, ou pire, au fait de les livrer aux autorités israéliennes, une amnistie et leur intégration dans les rangs des forces de sécurité de l'ANP en échange de la remise de leurs armes. Mais peu d'entre eux ont accepté ce chantage, suscitant une opposition farouche aux hommes de main de l'ANP dans leurs localités.

Ces groupes, en tant que partie intégrante du processus contradictoire d'autonomie de classe, **n'ont pas seulement été confrontés à l'ANP mais se sont démarqués dans leur pratique quotidienne des autres fractions nationalistes et islamistes** qui ont monopolisé la « résistance palestinienne » ces dernières années, comme le Hamas ou le Jihad islamique palestinien. Comme nous l'avons dit, leur pratique sociale n'est subordonnée ni à une cause nationale, ni à la défense de l'État national, ni à la haine religieuse envers les Juifs, ni liée aux besoins de reproduction de l'appareil d'État.

Ce sont les nécessités les plus vitales et matérielles de la vie, de la survie, qui donnent naissance à ces groupes d'action directe, frappant du mieux qu'ils peuvent ceux qui leur imposent les chaînes de classe qu'ils traînent à

chaque instant. C'est pourquoi ils s'organisent en dehors des structures qui déterminent leur activité par des intérêts étrangers aux besoins matériels et qui tentent de canaliser la rage de ces groupes vers l'intérieur de l'État, c'est-à-dire d'en faire la chair à canon d'une guerre entre gestionnaires de l'exploitation.

Naplouse et Jénine ont été les principaux épicentres des groupes armés qui se sont renforcés dans toute la Cisjordanie. Si certains des groupes les plus connus sont la Brigade de Jénine, la Brigade de Tulkarem, la Brigade de Tubas, la Brigade d'Aqbat Jabr, la Brigade de Balata ou la Fosse aux Lions, des dizaines de noyaux se sont consolidés depuis. Il est vrai que les niveaux d'autonomie atteints par les différents groupes vis-à-vis des différentes forces bourgeoises sont très hétérogènes. Certains de leurs membres sont issus de ruptures avec des groupes comme le Hamas, le Jihad, le Fatah ou le Front de libération nationale, ce qui est utilisé par les médias bourgeois pour les amalgamer à ces organisations. Bien sûr, la force du mythe de la libération nationale, la religion ou d'autres idéologies ont une force significative. Ainsi, certains de ces groupes n'expriment pas une rupture claire avec des expressions centristes comme le Hamas. Certains d'entre eux considèrent que, au moins dans leur opposition à l'État israélien, ils font partie du même combat, ce qui est évidemment une limite néfaste qui facilite les amalgames et présente un danger potentiel d'encadrement. Mais il est incontestable que c'est à travers cette myriade de groupes que le prolétariat tente d'organiser la lutte pour ses besoins matériels, en combattant l'armée d'occupation qui le réprime et impose sa soumission à l'exploitation capitaliste.

C'est au sein même de ces groupes, dans leur lutte contre les forces et les idéologies de l'ennemi, dans les ruptures et les clarifications successives qu'ils sont contraints d'opérer, que se joue une part importante du processus d'autonomisation de notre classe et de son basculement d'un côté ou de l'autre.

Comment la défense prolétarienne et l'associationnisme peuvent-ils émerger dans de telles conditions ?

« L'Autorité nationale palestinienne perd peu à peu son emprise sur les classes sociales, en particulier dans le nord de la Cisjordanie, tandis que toute une nouvelle génération de Palestiniens se lève et reprend la lutte à son compte. »⁶

⁶ Abdaljawad Omar, lire également en français l'article « L'Autorité palestinienne parie sur l'inaction » (du même auteur et parmi d'autres articles) : <https://agencemediapalestine.fr/blog/2024/02/27/cisjordanie-retombees-coloniales-du-genocide-a-gaza/>.

➔ RECONNAITRE NOS LUTTES

La reconnaissance de nos luttes et de nos processus d'organisation a toujours été une question difficile et complexe, en raison d'un ensemble de forces et de médiations du capital qui l'entravent. C'est pourquoi cette question est constamment présente dans les discussions de la communauté de lutte. À cet égard, nous disposons d'un critère fondamental et intransigeant, que nous n'abandonnons jamais lorsque nous tentons de reconnaître notre propre lutte et d'analyser les développements sociaux. Notre point de départ essentiel est ce que font les protagonistes et jamais ce qu'ils disent. Nous essayons de saisir la pratique sur le terrain en nous abstrayant totalement des drapeaux, de ce que pensent les protagonistes.

Dans ce premier moment d'analyse, de reconnaissance, nous nous moquons de ce que disent les protagonistes. Nous faisons *la sourde oreille*. On ne s'intéresse qu'à cet aspect essentiel de leur pratique réelle sans prêter attention aux autres : agissent-ils contre l'exploitation qu'ils subissent ? Luttent-ils pour leurs intérêts de classe immédiats, matériels, vitaux ? Affrontent-ils ceux qui exercent et maintiennent leurs conditions d'exploitation ?... On s'en tient au seul critère valable, la pratique matérielle contre l'exploitation (au sens large que l'on donne au contenu de l'exploitation, bien sûr).

Revenons, dans cet esprit, au cas de la Palestine et de la Cisjordanie, que nous avons exposé dans le texte. Regardons ces prolétaires, notamment ces jeunes vivant dans les différents camps de réfugiés et localités assiégées, qui répondent, non pas par des pierres, mais par des armes aux conditions épouvantables dans lesquelles ils vivent. Ils s'engagent dans la lutte contre les flics israéliens qui leur imposent le maintien de ces conditions d'existence, affrontant aussi l'ANP qui soutient ces flics. Dans ce contexte, de nombreux prolétaires s'organisent, se structurent et créent des réseaux de combat et de solidarité dans le but de frapper les gardiens de l'ordre social.

Pour cela, d'ailleurs, ils sont obligés de s'organiser en dehors d'autres groupes comme le Hamas et le Jihad. Pourquoi ? Parce que leur réponse, leur lutte, ne peut pas dépendre des décisions de ces organisations qui décident non pas en fonction des besoins matériels, non pas en fonction de la lutte contre l'exploitation, mais en fonction des besoins de recrutement, de gestion de l'exploitation, d'administration dans le gouvernement... En d'autres termes, en

fonction des besoins particuliers exigés par la reproduction de l'appareil capitaliste dont elles font partie. C'est pourquoi ces groupes prolétaires se sont organisés en dehors de ces appareils (et parfois contre eux). Parce que leurs conditions de vie les poussent à lutter pour leurs besoins matériels, les obligeant à s'organiser en dehors de structures déterminées par des intérêts extérieurs et donc incapables de répondre sur le terrain à leurs besoins urgents. C'est là que se crée l'antagonisme entre les besoins du prolétariat et ceux de la bourgeoisie (et ses tentatives de les canaliser), entre le processus d'organisation du prolétariat et celui de son encadrement. Le processus d'autonomie prolétarienne est en gestation dans cet antagonisme. Voilà pour la base méthodologique qui nous permet de reconnaître nos luttes, de dire si tel ou tel groupe est ou n'est pas l'expression de l'associationnisme prolétarien. A ce stade, il s'agit de déterminer les limites que contiennent ces expressions et ces luttes, de préciser les niveaux d'autonomie atteints. C'est là qu'interviennent d'autres aspects de la pratique sociale, comme les drapeaux, les discours, les idéologies... Ainsi, par exemple, pour revenir à la Palestine, les groupes que nous avons cités ne sont souvent pas très clairs dans leur critique explicite des forces nationalistes et islamiques. Certains en viennent à croire qu'ils sont du même côté que le Hamas ou le Jihad lorsqu'ils luttent contre les flics israéliens, beaucoup se font aussi de grandes illusions sur une Palestine libre, etc. C'est vraiment terrible. C'est la force de la contre-révolution qui agit pour canaliser nos luttes et nos organisations !

La tension entre ces deux éléments de la pratique, entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent, ainsi que le développement de la pratique, expriment les moments du processus d'affirmation et de négation du prolétariat en tant que classe, en tant que force sociale, à la fois dans les épisodes de lutte et dans les expressions organisationnelles. La détermination toujours plus forte de ce qu'ils disent par ce qu'ils font marque le chemin vers l'autonomie de classe, en délimitant toujours plus clairement les intérêts antagonistes qui existent. Inversement, la détermination croissante de ce qu'ils font par ce qu'ils disent prend le chemin inverse, celui de la perte d'autonomie, de la dissolution de ces expressions et de leur intégration dans des fractions du capital.

C'est le cours contradictoire permanent qui caractérise le processus de constitution du prolétariat en classe, et donc en parti. Mais c'est aussi le processus qui se produit dans toute

lutte ou effort d'organisation. Seule une méthodologie analytique qui nous permet de saisir cette réalité complexe, nous permet de discerner – avec toutes les difficultés que nous connaissons – les différents moments que traverse ce processus. C'est-à-dire le mouvement qui va d'un côté à l'autre – affirmation ou négation –, les formes affichées par les uns comme les autres, et enfin de comprendre quelles limites ont permis au processus d'être nié et quelles forces ont poussé en faveur d'un côté ou de l'autre. Non seulement la reconnaissance de nos luttes est en jeu, mais l'équilibre de ces forces antagonistes d'affirmation et de négation nous permet d'aiguiser le couteau de la critique contre les limites qui détruisent notre lutte. ■



À ces groupes s'ajoutent l'extension des actions de ce que l'on appelle les « loups solitaires », des prolétaires qui atteignent une cible de l'État israélien et disparaissent. Bien qu'ils répondent généralement à un petit plan collectif, leur pratique se matérialise individuellement parce qu'elle facilite l'action en ne nécessitant pas une grande organisation ou de grandes ressources. Cela a conduit à la diffusion de cette pratique, car elle est facile à reproduire.

En réponse à cette montée de l'associationnisme prolétarien armé, l'armée israélienne a initié l'opération *Break the Wave* en mars 2022, lançant des raids répressifs sanglants en

Cisjordanie. L'opération se prolonge pendant des mois, avec 1.500 arrestations et des dizaines de morts. Cependant, les rebelles, qui parlent de « *transformer la vague en tsunami* », ne peuvent être brisés. En juillet 2023, Israël renforce son action policière avec l'opération de grande envergure *House and Garden*, en initiant le bombardement de la ville de Jénine et en déployant plus de 1.000 flics. Il s'agit de la plus grande opération militaire menée en Cisjordanie depuis la « seconde intifada » et d'un avant-goût de ce qui va suivre peu après.

Pendant que cela se passait en Cisjordanie, la situation à Gaza n'était guère meilleure pour les gestionnaires de l'exploitation. La propagation de ces groupes armés s'est accompagnée de diverses manifestations contre la misère in-

supportable qui visaient non seulement l'État d'Israël, mais aussi le Hamas. Les manifestations de masse de juillet-août 2023 contre les conditions de vie misérables existantes, au cours desquelles des drapeaux du Hamas ont même été brûlés, comme à Jabalia, ont montré que la situation était prête à exploser à tout moment. Le prolétariat de la bande de Gaza a exprimé sa lassitude de devoir vivre, victime de la famine, dans l'encerclement israélien, alors que certains dirigeants du Hamas vivent gavés dans des hôtels de luxe au Qatar et en Turquie ou disposent de réseaux clientélistes soutenus par des fonds qataris et iraniens.

L'attaque du Hamas du **7 octobre 2023 a changé le cours des événements** en remplaçant l'axe des contradictions par l'intensification de la confrontation inter-bourgeoise⁷. Il est important de comprendre que l'opération *Déluge d'al-Aqsa* et la réponse subséquente de l'armée israélienne se situent objectivement dans la même logique. **La logique des États, du contrôle du territoire et de ses ressources**, en particulier des exploités qui vivent dans la région.

L'action du Hamas du 7 octobre ne s'inscrit évidemment pas dans la lutte prolétarienne contre l'État gendarme de la région, mais dans la confrontation impérialiste. Cependant, le fait

⁷ Nous n'aborderons pas la question de savoir s'il y a eu ou non une certaine passivité volontaire de la part de l'État israélien qui a permis l'instrumentalisation de l'opération du Hamas. Nous pensons que cette question n'est pas pertinente pour notre propos. Notons simplement que des informations ont filtré selon lesquelles les autorités israéliennes auraient décidé de ne rien faire alors que les services secrets israéliens suivaient en détail les mouvements du Hamas. La nuit précédant l'attaque, une réunion d'urgence des hauts responsables militaires s'est tenue pour discuter de l'attitude à adopter face aux mouvements suspects observés ces jours-là, et a finalement exclu toute action.

que cette confrontation soit présentée par le Hamas comme une opposition à l'État d'Israël, ainsi que les limites programmatiques et organisationnelles mentionnées ci-dessus, créent des conditions favorables à l'encadrement inter-bourgeois. De larges secteurs de prolétaires identifient leur propre lutte contre l'État gendarme avec la lutte du Hamas. Il existe une tendance à définir l'État d'Israël comme un ennemi commun, ce qui permet au Hamas et à d'autres fractions locales de jouer la carte nationale contre l'envahisseur. Réprimés et persécutés par le même État, au nom du même récit, les conditions nécessaires sont réunies pour générer une communauté d'intérêt fictive qui voile et remplace les frontières de classe réelles et enferme la perspective d'émancipation dans la logique des États. C'est fondamentalement la manière dont le Hamas a contrôlé une partie du prolétariat en Palestine depuis de nombreuses années, et qu'il a poussée jusqu'à ses ultimes conséquences avec l'attentat du 7 octobre afin d'enrayer la perte de crédibilité qu'il subissait et les processus de rupture que de nombreux groupes esquissaient. Ainsi, l'attentat du 7 octobre, tant dans sa forme et son contenu que dans la perspective objective sur laquelle il s'appuyait, attaquait le processus d'autonomie du prolétariat et se positionnait comme un aiguillon de la guerre impérialiste. Rien d'autre ne pouvait être attendu. On ne pouvait rien attendre d'autre d'un appareil d'État qui, voyant sa force sociale s'éroder après presque deux décennies de gestion, de prise en charge des fonctions gouvernementales, de répression de diverses protestations, ainsi que de retenue vis-à-vis de l'État d'Israël, s'est trouvé à la croisée des chemins. Il est dangereux de maintenir le *statu quo*, car cela implique le démantèlement de la base idéologique qui soutient sa force sociale. Le seul moyen de retrouver l'hégémonie politique perdue était de *frapper un grand coup* contre Israël. Détourner l'attention avec « l'ennemi extérieur », comme le dit la bible de la contre-insurrection. Des différends politiques existaient depuis longtemps au sein du Hamas et l'organisation s'était préparée à emprunter différentes voies. Mais la question devait être tranchée, pratiquement, sur le terrain. Et c'est ce qui s'est passé. L'attentat du 7 octobre 2023 a surpris plus d'un dirigeant du Hamas dans leur chambre au Qatar, mais il s'inscrivait dans la logique d'un organe d'État qui se nourrit de l'idéologie de la « libération nationale ».

L'État israélien, quant à lui, a pu utiliser cette attaque pour déclencher une guerre de gendarmerie brutale contre les prolétaires de Gaza, de

Cisjordanie et du Liban qui déstabilisent l'ordre social depuis quelques années et qui sont aussi un obstacle dans la chaîne de production de valeur.

RECUL DU PROLETARIAT ET ALIGNEMENT IMPERIALISTE

De la même manière que les fractions les plus déterminées du prolétariat cherchent à diriger la lutte contre le capital dans son ensemble, et donc contre toutes les fractions bourgeoises, il est clair que des secteurs lucides de la bourgeoisie cherchent à canaliser les luttes qui remettent en cause l'ordre social dans une guerre entre fractions et alternatives bourgeoises. Malgré le risque évident que comportait l'action du 7 octobre, le Hamas a été déterminé par cette logique et semble avoir réussi. Si, militairement, sa structure armée a été affaiblie, cela n'a pas été le cas au niveau politique, remplaçant le mécontentement antérieur et paralysant les processus de rupture, entraînant derrière lui de nombreuses expressions prolétariennes dans le cadre d'un front national contre Israël. Avec l'extension des opérations militaires israéliennes au Liban et à d'autres pays de la région, ce front « anti-israélien » a pris une autre ampleur, menaçant d'une guerre impérialiste toute la région.

Dans ce jeu vorace de la guerre impérialiste, **les intérêts du prolétariat ont été balayés, écrasés par une partie de chasse militaire.** Tout d'abord, à travers la guerre de gendarmerie qui, dans le sang et le feu, a massacré et fait reculer notre classe, incapable de répondre sur son propre terrain, tant en raison des limites locales que nous avons soulignées précédemment qu'en raison du rapport de force existant au niveau international. Deuxièmement, grâce à la repolarisation inter-bourgeoise qui a accompagné ce bain de sang, la bourgeoisie a pu soumettre les exploités à ses disputes en se tournant vers une guerre de fronts dont la conséquence directe pour notre classe est d'endurer en vain son extermination dans une guerre menée avec rage par ses ennemis, en subissant les pires sacrifices pour satisfaire les intérêts des différents fonctionnaires du capital.

Pour le Hamas, l'enjeu est clair : renforcer son rôle de gestionnaire de l'État palestinien en exigeant une plus grande autonomie de cet État vis-à-vis d'Israël. Dans ses négociations diplomatiques internationales, le Hamas capitalise politiquement sur l'extermination développée par Israël. Il présente son projet territorial

comme le meilleur moyen de gérer la reproduction de ce pôle de misère et accepte même les frontières établies par l'ONU.

Mais Israël a un autre plan. En tant que gendarme, son premier objectif c'est d'en finir une fois pour toutes avec le foyer de tension qu'est la bande de Gaza. Pour cela, il a non seulement commencé un massacre contre le prolétariat, mais il a rendu le territoire inhabitable en le démolissant, avec l'idée de pousser ceux qui veulent survivre dans le désert égyptien, où le contrôle de ce point chaud serait plus efficace pour les gardiens de l'ordre en impliquant directement cet autre État. Pour simplifier les choses et éviter la lourdeur des négociations avec l'Égypte, le ministre israélien du patrimoine est allé jusqu'à suggérer de larguer une bombe atomique sur Gaza.



En ce qui concerne la Cisjordanie, l'objectif, après le siège des poches subversives comme Jénine, c'est d'annexer définitivement ce territoire afin de satisfaire les besoins expansionnistes du sionisme et de renforcer encore la cohésion interne de son État, mais pour cela il faut expulser ses habitants vers la Jordanie. L'ANP, par l'intermédiaire des forces de police du Fatah, a collaboré étroitement avec les troupes israéliennes dans cet objectif.

Dès le début, cependant, les yeux d'Israël se sont portés bien au-delà de la Palestine. Il a profité de la situation créée après le 7 octobre pour déclencher un brasier de destruction qu'il voudrait pousser jusqu'à ses ultimes conséquences et remodeler la carte du Moyen-Orient. Après avoir établi sa puissance militaire à Gaza et en Cisjordanie, les troupes

israéliennes ont poursuivi leur action au Sud-Liban, étendant leurs attaques à l'ensemble de son territoire, y compris à Beyrouth et aux régions du Nord. Les nombreuses attaques quotidiennes ont fait des dizaines de morts chaque jour, incendié des maisons et des bâtiments, aggravé la dévastation du territoire et forcé le déplacement massif de ses habitants.

L'avancée des troupes israéliennes s'est accompagnée de ripostes du Hezbollah et de quelques échanges d'hostilités avec l'Iran. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les bombardements ont atteint la Syrie, tandis que l'armée israélienne étend son emprise sur le plateau du Golan, dans le but de contrôler la situation sur ce territoire après la décomposition de l'armée du régime baasiste. Il ne fait aucun doute que la guerre impérialiste tend à progresser dans la région et, si elle continue à se développer, elle continuera à ajouter de nouveaux acteurs qui s'aligneront sur l'un des blocs en cours de définition.

Il est évident que c'est autour d'Israël et de l'Iran que la rivalité impérialiste dans la région s'est historiquement articulée et que les fronts de consolidation tournent. L'État israélien serait prêt à lancer une confrontation directe avec l'Iran et à s'assurer le contrôle de ce territoire pour sa fraction, mais il dépend directement des États-Unis, et accessoirement de la Grande-Bretagne et de l'UE, pour pouvoir agir de la sorte. Malgré la rhétorique et les contradictions exprimées par certains de ces pays, rien n'indique jusqu'à présent que

le soutien économique et militaire diminuera, mais il n'y a pas non plus les garanties nécessaires pour engager cette action contre l'Iran. Cependant, Israël n'a cessé de resserrer l'étau avec des opérations telles que les Beepers, l'offensive au Liban, l'attentat contre Haniyara à Téhéran et la frappe contre l'ambassade iranienne à Damas. Il ne fait aucun doute qu'Israël élabore la logistique et les décisions en collaboration avec les États-Unis, en recevant les armes et le soutien militaire nécessaires, tels que les escadrons de chasse mobilisés par les nombreuses bases américaines dans la région. Cependant, il n'y aura pas d'offensive majeure sur cet État sans un plus grand consensus interne avec les puissances occidentales.

Pour sa part, l'Iran est prudent, d'où la modération de ses attaques directes, même si elles ne peuvent être qualifiées de symboliques. Il préfère soutenir indéfiniment une guerre d'usure par le biais de ses proxys. Le Hamas et le Hezbollah, ainsi que d'autres États de ce que l'on appelle « l'axe de la résistance », bien qu'ils aient leurs propres intérêts, sont des pièces que Téhéran utilise dans son jeu contre Israël. C'est précisément cette guerre d'usure qui lui a permis de maintenir son gouvernement pendant des décennies face à ses prolétaires, en se présentant comme une force « anti-impérialiste ». D'où son intérêt à maintenir l'équilibre actuel.

D'autres forces capitalistes internationales telles que la Chine et la Russie, bien que leurs intérêts généraux soient alignés derrière l'Iran, sont restées dans l'expectative. Il en va de même pour la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Égypte qui, quoi qu'elles déclarent, ne feront pas de choix clair à moins que le conflit ne s'aggrave. Cela montre que l'alignement impérialiste n'est pas encore suffisamment stable.

Indépendamment des trêves convenues dans les hostilités, la brutale guerre de gendarmerie a réussi à neutraliser la lutte prolétarienne dans les endroits où elle s'est développée et à mettre au premier plan la lutte entre les marchands de l'exploitation, entraînant de larges secteurs des exploités à s'aligner sur les fronts construits par leurs ennemis, ce qui conduit inévitablement le prolétariat à la tombe. Ainsi, au-delà du développement de la rivalité impérialiste et des intérêts particuliers en jeu, c'est la bourgeoisie dans son ensemble qui tire le principal bénéfice de l'assujettissement et du massacre du prolétariat dans sa guerre. L'évolution actuelle a conduit le prolétariat à abandonner sa lutte de classe, la lutte contre « sa propre » bourgeoisie, à subir la catastrophe de la guerre et à en porter tout le poids sur les épaules.

QUELQUES REPONSES PROLETARIENNES PERTINENTES

Le succès de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat est toujours provisoire. La dynamique de l'exploitation capitaliste fait renaître avec insistance le prolétariat de ses

cendres, surtout en temps de guerre impérialiste. L'histoire nous montre des centaines d'exemples où les exploités se massacrent entre eux sous les drapeaux nationaux de la bourgeoisie. Mais elle nous montre aussi une bonne poignée d'expériences où, dans les situations les plus graves, dans les conditions les plus insupportables de la guerre impérialiste, dans la souffrance intrinsèque à la chair à canon, éclatent des actes désespérés qui allument l'étincelle de la résurgence du prolétariat en tant que force sociale.

Comme toujours, **le rapport de force international détermine la réponse du prolétariat mondial**, mais en même temps, ce rapport de force varie en fonction de l'action même dans laquelle le prolétariat est projeté par l'aggravation de ses conditions matérielles de vie. En ce sens, notre classe a généré des



réactions à l'horreur de la guerre impérialiste au Moyen-Orient, non seulement dans les endroits qui ont directement souffert de la tragédie, mais aussi dans le reste du monde.

A Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est, au Liban ou en Jordanie, des manifestations et des grèves coordonnées ont eu lieu pour dénoncer le massacre impérialiste et la famine programmée. Dans ces épisodes, il faut noter qu'à Gaza, malgré la situation difficile, il y a eu plusieurs jours de manifestations contre le Hamas, notamment dans la ville de Rafah, qui, si elles se généralisent, pourraient ouvrir une brèche dans le cadre inter-bourgeois.

Dans le reste du monde, la réaction du prolétariat s'est articulée autour de manifestations et de protestations dans de nombreux pays, en particulier le mouvement qui est apparu en Amérique du Nord et en Europe, avec des

mobilisations sur les campus. Il y a également eu quelques épisodes de travailleurs en Europe refusant de charger du matériel de guerre pour Israël, des marches et, à certaines occasions, des émeutes et des actes de sabotage. La responsabilité du prolétariat vivant dans ces régions est énorme et sa réponse fondamentale. Cependant, malgré la pertinence de ces réactions, elles restent marginales et **n'ont pas encore acquis une force sociale pertinente qui conduirait à une action décisive contre « notre propre » État, contre « notre propre » bourgeoisie, qui jetterait les bases d'un défaitisme révolutionnaire.** Les plaintes, les lamentations, le symbolisme, les appels aux États, la « solution à deux États » et la croyance en la diplomatie internationale dominant de fait les mobilisations, limitant leur propre action. Cela permet aux forces historiques de la social-démocratie (le gauchisme « anti-impérialiste ») d'en prendre la tête. Mais nous ne doutons pas que les contradictions sociales continueront à s'aiguiser en raison de l'horizon noir que le capitalisme déploie, favorisant la rupture de la paix sociale dans ces régions et la délimitation avec ces forces de l'ennemi.

L'État d'Israël lui-même, dont la cohésion exceptionnelle a été historiquement façonnée et confirmée dans sa spécificité d'État sioniste, avec une complicité de ses prolétaires rarement vue dans l'histoire du capitalisme, a vu l'horreur permanente mettre à jour ces contradictions. S'il y a toujours eu des poches d'opposition à l'unité nationale, comme les *refuzniks* et les objecteurs, qui refusent de servir dans l'armée, ou certaines organisations de mères qui refusent la conscription de leurs enfants, le fait est que ces expressions ont toujours été marginales. Seule la montée en puissance de la lutte prolétarienne en Palestine a aiguisé les antagonismes, mettant à l'ordre du jour la pratique du défaitisme révolutionnaire, produisant des problèmes de discipline dans l'armée, comme lors de ce qu'il est convenu d'appeler la première intifada.

Les déploiements actuels de troupes et l'horreur croissante de la guerre n'ont pas fait exception. Certaines données suggèrent que la cohésion nationale, si essentielle dans cet État, commence à subir quelques revers. D'une part,

il y a eu une augmentation marquée de l'absentéisme et des désertions dans l'armée. Le premier mois de mobilisation après l'attaque du Hamas a enregistré 2.000 déserteurs, ce qui a contraint l'État à renforcer sa législation. Le chef de l'armée israélienne, Herzi Halevi, a exprimé son inquiétude : « Si nous ne sommes pas une armée forte et cohérente, si les meilleurs ne servent pas dans les forces armées, nous ne serons plus en mesure d'exister en tant que pays dans la région. » A la fin du mois de novembre 2024, loin de se ralentir, cette tendance a continué à s'amplifier de manière inquiétante, avec une réticence croissante des réservistes à retourner dans l'horreur de la ligne de front⁸. L'État a donc été contraint, dès le mois d'août 2024, de faire appel aux *haredim*, les juifs ultra-orthodoxes exemptés du service militaire obligatoire. C'est totalement insuffisant, comme le montre la mesure exceptionnelle de la part du racisme sioniste de commencer la conscription de masse des *Falashas* (*juifs éthiopiens*). Il y a également eu des protestations et des manifestations contre la guerre, exigeant la cessation des opérations militaires. Au cours des derniers mois, des barages routiers ont été érigés et de petits groupes se sont organisés pour s'infiltrer à Gaza et en Cisjordanie afin de servir de « boucliers humains » et de créer des obstacles aux offensives israéliennes. Certains groupes de parents d'otages ont même organisé des manifestations contre la guerre. Dans le même temps, l'émigration, dans un État qui forge son unité et sa force sur l'immigration de citoyens d'origine juive, a rebondi en 2024 pour atteindre 40.000 citoyens, avec plus d'un million de visas enregistrés à l'étranger.

Il est vrai que ces réactions comportent des contradictions importantes, qu'elles sont limitées et qu'elles ont un poids citoyen très prononcé qui ne dénonce généralement pas l'essence sioniste de l'État israélien. Mais il n'en demeure pas moins que **la cohésion interne de l'État israélien n'est pas au mieux**, ce qui est sans doute un facteur de blocage de son avancée militaire. Si, après l'attaque du 7 octobre, cette cohésion semblait totale, l'horreur de la guerre crée des fissures au sein de son armée et de ses prolétaires, ceux qui jusqu'à présent louaient et pratiquaient le *Palestinian-*

⁸ Les chiffres ont manifestement été dissimulés et il est très difficile, à l'heure actuelle, de trouver des données claires. *Yedioth Ahronoth*, le journal israélien le plus largement diffusé, a rapporté qu'« un citoyen [non arabe] sur trois, tenu de s'enrôler, n'a pas effectué son service militaire, 15% ont abandonné leur service et ne sont pas entrés dans la réserve. Le nombre de bénéficiaires d'exemptions médicales et de santé mentale est passé de 4% à 8% avant l'enrôlement... » Parallèlement, des associations comme *Yesh Gvul* (Assez c'est assez) ou *Refuse* (www.refuser.org) ont publié de nombreux témoignages et informations sur le refus de la mobilisation actuelle tels que des lettres de prison, des désertions sur le terrain et des textes de déserteurs.

bashing ou même « la chasse aux Palestiniens ». On n'en est pas encore au point de voir les soldats israéliens retourner leurs armes contre leurs propres officiers, mais on assiste au moment où le refus de former les rangs commence à menacer leur stabilité, ce qui est loin d'être anecdotique dans une armée qui était jusqu'à récemment la plus soudée et la plus disciplinée de la planète.

ÉBAUCHE DE PERSPECTIVES

Il est clair que les réactions au massacre du capital, telles que nous les avons esquissées dans la section précédente, sont incapables de renverser le cours des choses, du moins pour l'instant. Il est également vrai que l'aggravation mondiale de la catastrophe capitaliste sur l'ensemble de la planète exacerbe les antagonismes de classe et ébranlent les mécanismes qui amortissent les réactions des exploités.

Dans la spirale de la guerre dans laquelle le monde est plongé, chaque classe est poussée à agir en fonction de ses propres besoins matériels. Il se peut que demain la bourgeoisie propose une trêve dans le massacre au Moyen-Orient suite aux négociations bourgeoises ouvertes depuis des mois, ou en raison de la perte de cohésion de l'État d'Israël, ou des réponses du prolétariat, ou simplement parce que le carnage et la dévastation qu'elle a réussi à matérialiser sont suffisants pour atteindre l'objectif de *changer la face* du Moyen-Orient. Néanmoins, même en combinant tous ces facteurs, les difficultés actuelles de valorisation exigent de la bourgeoisie plus de guerre, plus de destruction, plus d'exploitation et plus d'extermination, car c'est le seul moyen de continuer à reproduire cette société et sa propre existence en tant que classe dominante. C'est leur seule perspective pour le Moyen-Orient et le monde.⁹

La bourgeoisie prépare par la guerre et les traités de paix des affrontements toujours plus dévastateurs. Ce n'est que par la destruction, le massacre systématique et les efforts de guerre successifs, que cette classe peut s'attaquer aux problèmes de dévalorisation qui grèvent le taux de profit. Ou, en d'autres termes, **c'est en faisant la guerre au prolétariat, en plongeant son existence dans la catastrophe de cette société, qu'elle peut continuer à fonctionner.**

Cette perspective est liée à la capacité d'y soumettre le prolétariat, d'attirer les prolétaires à la défense de la nation, des États, du peuple. Du moins une grande partie d'entre eux. Sans cette prémisse, la guerre impérialiste ne peut se cristalliser, car ce ne sont évidemment pas les bourgeois qui vont s'entretuer sur le champ de bataille. Même la guerre de gendarmerie, dans laquelle l'armée d'un pays est mobilisée pour rétablir l'ordre social dans un autre pays, exige des niveaux significatifs de complicité de la part des prolétaires vivant dans le pays mobilisé et dans les autres puissances capitalistes du monde. L'exemple de l'État d'Israël par rapport aux luttes dans les territoires occupés et voisins est atroce.

La complicité et l'assujettissement du prolétariat sont le résultat d'un rapport objectif entre les forces existantes qui intègre la structuration et la conscience de deux forces opposées. Le processus de reproduction sociale favorise un ensemble d'idéologies que la bourgeoisie tente d'établir au sein du prolétariat, ce qui permet sa négation en tant que classe, en tant que force antagoniste, et son adhésion à l'une des fractions bourgeoises. À un certain point, cette adhésion lui permet non seulement de conduire le prolétariat à l'abattoir de la guerre impérialiste, mais aussi d'être un agent actif dans la répression des luttes de sa propre classe. D'où l'importance historique des idéologies en tant que force matérielle dans la relation sociale capitaliste pour faire basculer le rapport de force du côté de la bourgeoisie. Nous en souffrons tous les jours.

En tout cas, dans cette question de complicité, le prolétariat n'est pas simplement un objet manipulé, une victime de la toute-puissance du capital, mais **le prolétariat a sa part de responsabilité** dans une situation qui s'installe et perdure. Contrairement aux vues du matérialisme vulgaire qui établit des catégories et transforme la matière en matière inerte, il est nécessaire de mettre en évidence cette réalité pour ne pas perdre de vue la responsabilité du prolétariat dans le processus de sa propre négation en tant que force révolutionnaire, dans son intégration à la contre-révolution. Cela dit, si le soutien au sionisme ou à d'autres gendarmes, USA en tête, c'est évidemment une défense des intérêts du capitalisme mondial, il n'en est pas moins vrai que ceux qui vocifèrent aujourd'hui pour la cause de la « Palestine libre », et défendent une guerre contre

⁹ Au moment où nous revoyions le texte pour publication, une trêve conclue entre le Hamas et l'État israélien à Gaza était rendue publique alors que l'armée israélienne intensifiait ses opérations en Cisjordanie.

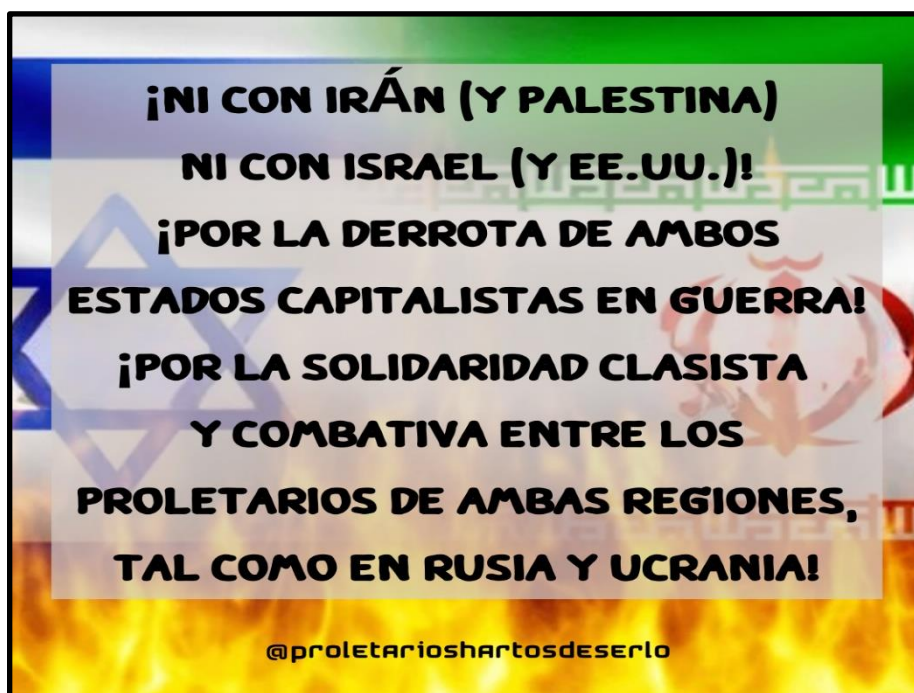
l'État d'Israël basée sur la logique des États arabes, ou ceux qui appellent à une nouvelle paix criminelle entre États qui prépare le terrain pour des années d'asservissement et d'austérité ou pour une nouvelle saignée, adhèrent à l'effort de guerre que la bourgeoisie développe contre le prolétariat mondial. Soumises à différentes idéologies (nationalisme, libération nationale, « anti-impérialisme », « anticolonialisme », moindre mal...), ces pratiques servent à maintenir le prolétariat lié à ses conditions d'exploitation et à l'intégrer dans une politique de complicité avec les fractions capitalistes. Sous l'identité israélienne, palestinienne, musulmane, juive, sous les étiquettes « anti-impérialiste », progressiste, « anticolonialiste »... notre condition d'exploité est reproduite de manière voilée et nous sommes amenés à nous entretuer.

Face à cette perspective de guerre, la perspective révolutionnaire du prolétariat existe comme pratique antagoniste, une pratique de négation de la guerre et de la paix capitalistes et, inévitablement, comme la négation du capital, ce qui implique d'affronter les idéologies et les forces qui affaiblissent cette négation. Il est vrai que, comme nous l'avons dit plus haut, cette perspective est encore faible, en partie parce que les chaînes idéologiques du capital ne sont souvent pas brisées. Mais le sacrifice, les coups et l'horreur dans lesquels notre classe continuera d'être plongée constituent des éléments d'extension et de renforcement de la lutte, d'affaiblissement des facteurs qui soutiennent les idéologies, ce que nous pouvons

voir dans certains exemples de résistance à la guerre en Ukraine.

Dans cette conjoncture mondiale, les minorités révolutionnaires ne sont ni des chroniqueurs annonçant le développement des antagonismes, attendant patiemment de l'extérieur des événements des « conditions favorables », ni des illuminés qui interviennent, eux aussi de l'extérieur du mouvement, pour éclairer les ténèbres. Au contraire, elles sont une partie active et un moment de la perspective prolétarienne qui agit volontairement et consciemment pour son aboutissement.

C'est là que nous nous reconnaissons avec les groupes et les militants révolutionnaires dans la lutte contre les limites qui nous emprisonnent, dans le cadre du processus de leur dépassement, de la rupture révolutionnaire, en assumant la défense intransigeante de la perspective communiste, quels que soient les résultats immédiats. Il n'y a pas de possibilité de développement de la révolution sans l'organisation internationale et la centralisation de la pratique sociale de la rupture avec les conditions existantes, de la lutte contre les limites et les idéologies qui nous affaiblissent, de la dénonciation de toutes les fractions bourgeoises, de la lutte contre « notre propre » bourgeoisie dans les différentes parties du monde. En Palestine, au Moyen-Orient, en Ukraine, au Yémen... et partout sur la planète, notre communauté de lutte nous pousse à nous affirmer comme une force unie pour la destruction du capitalisme. ★



➡ **NI AVEC L'IRAN (ET LA PALESTINE) NI AVEC ISRAËL (ET LES USA) !**

➡ **POUR LA DEFAITE DES DEUX ÉTATS CAPITALISTES EN GUERRE !**

➡ **POUR UNE SOLIDARITE DE CLASSE ET MILITANTE ENTRE LES PROLETAIRES DES DEUX REGIONS, COMME EN RUSSIE ET EN UKRAINE !**

Ces slogans expriment aujourd'hui la position invariante des communistes internationalistes face à cette guerre et à toutes les autres guerres capitalistes : le *défaitisme révolutionnaire* et l'*internationalisme prolétarien*. Pourquoi ?

- ❶ Parce que la guerre capitaliste est toujours menée contre le prolétariat : en l'occurrence, si aujourd'hui l'État bourgeois d'Iran attaque le territoire dominé par l'État bourgeois d'Israël, c'est avant tout pour soumettre le prolétariat militant de la région iranienne elle-même ; plus précisément, pour justifier la répression de ses luttes contre l'exploitation (par exemple dans le secteur du pétrole et de la santé) et le conduire à la boucherie guerrière « pour la défense de la patrie ». Il en va de même pour le prolétariat de la région israélienne qui refuse de participer à la guerre de ses patrons assassins et de tuer ses frères de classe de l'autre côté de la frontière (ceux qu'on appelle les *refuseniks*) ; ainsi que pour le prolétariat de la région palestinienne qui proteste contre le gouvernement bourgeois, affameur et répressif de l'Autorité nationale palestinienne et du Hamas. En fin de compte, dans toute guerre capitaliste, le seul gagnant c'est la bourgeoisie et les seuls perdants sont les prolétaires de n'importe quel pays, puisqu'en réalité il ne s'agit pas d'un conflit entre nations, mais d'un conflit de classes qui prend une dimension internationale.
- ❷ Parce que les États se font la guerre pour accumuler plus de capital, de territoire et de pouvoir : en l'occurrence, si aujourd'hui l'État de la bourgeoisie des ayatollahs d'Iran (partenaire de la Chine) et l'État de la bourgeoisie sioniste d'Israël (partenaire des États-Unis) se disputent militairement et politiquement le territoire dominé par leur subordonné, la bourgeoisie islamiste de Palestine (et du Liban), c'est pour le contrôle de la force de travail, du pétrole et du gaz, des centres industriels, des ports, etc. de l'ensemble de la zone géographique du marché mondial appelée Moyen-Orient. Ils se font également la guerre et l'utilisent comme une soupape de sécurité à la crise capitaliste ou à la baisse du taux de profit et à la dévalorisation mondiale, en réactivant l'industrie et le commerce des armes, en distribuant et en investissant la plus-value extraite des travailleurs. C'est le moteur économique de toute guerre impérialiste. Et cette guerre ne fait pas exception, avec le facteur aggravant qu'elle pourrait se transformer en une guerre nucléaire à grande échelle.
- ❸ Parce qu'être en faveur de l'un ou l'autre État capitaliste en guerre, c'est tomber dans le piège des faux camps, du nationalisme, du sentimentalisme, de la confusion et de l'opportunisme. Ce piège est favorisé par les médias de désinformation de masse qui, pour ne rien arranger, ont fait de la guerre une chose « normale » et même une distraction par rapport aux autres catastrophes quotidiennes. C'est se placer sur le terrain de la bourgeoisie et de la social-démocratie. C'est une position anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire qui doit être dénoncée et combattue comme telle, notamment contre les gauches variées [et avariées ! NdT] du Capital. L'« anti-impérialisme » et la « libération nationale » ont en réalité toujours été des appendices de la guerre impérialiste et du capitalisme d'État (les mal nommés « pays communistes »). Au contraire, nous, prolétaires, n'avons pas de patrie et nous, communistes, luttons toujours pour les intérêts de notre classe mondiale contre et au-delà des intérêts de tout État, nation, « peuple », religion, etc.
- ❹ Parce que sous le capitalisme, il n'y a pas de « guerre juste » ou de « guerre sainte » entre les nations. La seule « guerre juste » qui puisse exister c'est la *guerre de classe mondiale* pour abolir le capitalisme, la guerre et la société de classe elle-même, c'est-à-dire pour *transformer la guerre impérialiste en révolution communiste internationale*. Il est évident que de nombreux

désastres, guerres, révoltes et insurrections sont à venir avant que nous n'atteignons ce point de non-retour. Mais ce n'est pas moins vrai ou nécessaire en cette époque de catastrophe économique, sociale, écologique et, pour couronner le tout, de menace imminente d'une guerre nucléaire. Par conséquent, *Communisme ou Extinction*.

- ⑤ Parce que, malgré la contre-révolution mondiale qui règne encore, maintenir avec intransigeance la position du *défaitisme révolutionnaire* et de l'*internationalisme prolétarien* est une pratique nécessaire, défensive et clarifiante à la fois contre le terrorisme des États capitalistes en guerre et contre l'opportunisme confusionniste des gauches du Capital qui les soutiennent. Une pratique défensive jusqu'à ce que le prolétariat mondial soit en mesure de passer à l'offensive révolutionnaire et de renvoyer tous les États, marchés, patries, guerres et classes dans les poubelles de l'histoire. Les prolétaires en uniforme et sans uniforme des régions russes et ukrainiennes qui retournent aujourd'hui leurs armes contre leurs chefs militaires, qui désertent « leurs propres » armées, qui protestent contre « leurs propres » États et qui organisent des réseaux internationalistes de solidarité avec les déserteurs, sont l'exemple concret et actuel du défaitisme révolutionnaire. L'exemple à suivre par les prolétaires du Moyen-Orient et des autres régions du monde déchirées par la guerre. ★

Proletarios Hartos de Serlo ★ Région équatorienne, octobre 2024

NI TSAHAL NI ARTESH

NOUS SOUTENONS NOS TROUPES... LORSQU'ELLES BUTENT LEURS OFFICIERS !

Voilà plus de 20 mois que le bain de sang massif a débuté à Gaza. La campagne d'extermination similaire à la liquidation du ghetto de Varsovie bat son plein. Bombes « intelligentes », bombes « non guidées », phosphore blanc, gaz neurotoxiques, exécutions sommaires, marches de la mort, tortures, viols... Des systèmes contrôlés par l'intelligence artificielle comme *Lavender* et *Where's daddy?* – un algorithme conçu pour localiser les membres supposés du Hamas lorsqu'ils sont chez eux avec leur famille – choisissent les cibles pour que les opérateurs de drones militaires réduisent en poussière tout le bâtiment où ils se trouvent. La famine et les épidémies de choléra et de poliomyélite délibérément provoquées par Israël achèvent le travail dans les ruines extrêmement surpeuplées de la bande de Gaza, au nom des rêves de développement capitaliste futur, une fois que les prolétaires excédentaires gênants et encombrants auront été éliminés. Comme le chantent des enfants israéliens dans l'hymne

d'extermination baptisé de manière orwellienne « chanson de l'amitié » – « ... nous retournerons labourer nos champs... ».

Mais outre les champs fertiles, ces chimères comprennent aussi de luxueuses stations balnéaires pour Trump, l'exploration de gisements de gaz pour ENI et le train à grande vitesse de Tel-Aviv au Caire pour Siemens. Bien sûr, il sera difficile de réaliser ce paradis capitaliste dans une zone jonchée d'explosifs, profondément empoisonnée par l'amiante des bâtiments détruits, les métaux lourds, le phosphore blanc, l'uranium appauvri... et avec des nappes phréatiques remplies d'eau de mer que l'armée israélienne y a délibérément injectée.

Entre-temps, des milliers de morts et des dizaines de milliers de soldats estropiés portant l'uniforme israélien ont déjà rejoint les victimes du massacre du 7 octobre et bien d'autres sont à venir, car les fractions bourgeoises dirigées respectivement par l'Iran et

les États-Unis s'efforcent d'entraîner les prolétaires vivant sur leurs territoires/pelouses dans ce carnage. Israël, où l'unicité de la guerre capitaliste et de la paix capitaliste a toujours été évidente, est déjà en train de devenir un « théâtre » majeur de l'incarnation de la catastrophe militaire mondiale.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, tous ces préparatifs militaires commencent à porter leurs fruits empoisonnés puisque le 13 juin, Israël a lancé son attaque prévue de longue date contre les installations nucléaires iraniennes, et que les bombes, les missiles et les drones causent des ravages dans les villes iraniennes et israéliennes. Pendant ce temps, les porte-avions de la marine américaine encerclent l'Iran et se positionnent en mer Rouge contre les Houthis, et les bases de l'armée américaine dans le golfe Persique sont en état d'alerte, tout comme les armées de nombreux autres pays de la région. Trump se prépare à bombarder l'Iran ; Khamenei se prépare à frapper les bases de l'armée américaine.

Au cours des derniers mois, cependant, le nombre de refuzniks et de déserteurs en Israël, autrefois peu élevé, a commencé à augmenter. Jusqu'à présent, des centaines de réservistes ont publiquement refusé de servir dans l'armée, refusant de participer au massacre des prolétaires de Gaza par l'État israélien et le dénonçant, quitte à aller en prison. Alors que 100.000 réservistes, soit environ un tiers de l'ensemble des réservistes, ne se sont tout simplement pas présentés. Il y a également des « rumeurs » de *fragging* qui se produisent déjà au sein de Tsahal...

La propagande de nos ennemis bourgeois tente de minimiser l'importance de ce mouvement afin de cacher les fissures croissantes dans l'unité nationale interclassiste israélienne.

Ils insistent sur le fait que les protagonistes de ces actions ne se soucient pas vraiment des Palestiniens et que leur refus est « seulement » dû au fait qu'ils sont épuisés, qu'ils ne veulent pas mourir ou être estropiés ou parce qu'ils sont renvoyés de leur boulot chaque fois qu'ils sont appelés sous les drapeaux et qu'ils se retrouvent sans ressources dans un contexte de hausse vertigineuse du coût de la vie. Comme si cette situation n'avait rien en commun avec la réalité matérielle de la lutte pour les intérêts de notre ennemi de classe !

Ce n'est rien d'autre qu'une autre de leurs tentatives pour nous empêcher de

reconnaître que ce qui nous unit de part et d'autre de la ligne de tranchée, c'est notre position en tant que classe exploitée, en tant que force de travail mobilisée ou éliminée selon les besoins de nos maîtres capitalistes ! Pour nous empêcher de nous voir, de part et d'autre de la ligne des tranchées, comme des frères et des sœurs dans la lutte des classes !

Depuis le mois de mai, il y a eu plusieurs marches de protestation anti-guerre vers la frontière de Gaza, dont l'une s'est terminée en baston avec l'organisation *Tzav 9* – une pourriture nationaliste qui est venue bloquer l'entrée de nourriture à Gaza. Parmi les manifestants qui réclament « le cessez-le-feu » et la libération des otages du Hamas, la prise de conscience des horreurs qui se déroulent à Gaza se répand également.

Dans le même temps, les prolétaires affamés de Gaza ont organisé récemment plusieurs manifestations de colère, comme ils l'ont fait à maintes reprises avant le 7 octobre, en dépit de ce que les propagandistes bourgeois nous diront, prolétaires qui appelaient à l'arrêt du bain de sang, qui exigeaient de la nourriture et dénonçaient à la fois les bouchers de l'État israélien et les Kapos du Hamas ! Bien entendu, les faux amis du prolétariat du camp de la « libération nationale palestinienne » dénoncent ces manifestants comme les « traîtres » d'une « cinquième colonne ».

Quant à l'Iran, au cours des derniers mois, une nouvelle vague de grèves militantes des travailleurs du pétrole, des camionneurs et des enseignants a éclaté dans de nombreuses régions du pays, tandis que la colère prolétarienne et le désir de vengeance contre la bourgeoisie pour la répression brutale des mouvements de la dernière décennie sont toujours en ébullition sous la surface. Des mouvements qui, dans leurs moments les plus forts, ont vu une partie des soldats de l'armée et même certains membres de la milice Basij changer de camp et rejoindre les manifestations. Et n'oublions pas que les soldats iraniens savent comment s'organiser, comment refuser les ordres, comment désertir, comment retourner leurs armes contre leurs officiers – comme ils l'ont montré pendant ce qu'on appelle la guerre Iran-Irak !

Le programme bourgeois est toujours le même :

– Massacrer des prolétaires à Gaza et en Cisjordanie... La volonté de l'État israélien de massacrer n'importe qui suivant la « doctrine

Hannibal » comme l'ont montré les tirs de mitrailleuses des hélicoptères militaires le 7 octobre.

- Envoyer des prolétaires tuer d'autres prolétaires ou mourir à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie ou ailleurs... pour les intérêts du Capital et de son État...
- L'exploitation sans fin et la spirale de la misère dans la région du Moyen-Orient et en Israël même...

Le prolétariat n'a pas d'autre choix que de riposter et de développer sa propre perspective, la pratique du défaitisme révolutionnaire :

- Le prolétariat se bat contre sa propre bourgeoisie, contre les forces bourgeoises qui l'exploitent et le répriment directement. Ainsi, le prolétariat de Gaza proteste contre le Hamas et contre l'État israélien, tandis que les prolétaires israéliens manifestent contre leur gouvernement.

Nous pouvons observer une résistance de classe croissante contre la guerre à Gaza et en Cisjordanie, en Israël, sous la forme d'innombrables manifestations et émeutes dans le monde entier, sous la forme de travailleurs en grève refusant de fournir des armes à Israël...

- Des grèves ouvrières se sont récemment développées dans la région du Moyen-Orient – en Turquie, en Iran et en Israël même...

– Toutes ces actions constituent organiquement une attaque contre la domination bourgeoise dans son ensemble. Exprimer sa solidarité avec le prolétariat du « Moyen-Orient », c'est combattre « notre propre » bourgeoisie ici et maintenant.

Développons-les plus avant :

- **Les prolétaires en uniforme de l'État d'Israël et de l'État d'Iran doivent enfoncer le dernier clou dans le cercueil du mythe bourgeois de « l'unité nationale juive » et de « la révolution islamique » – et s'inspirer des soldats**

américains au Vietnam et récemment des soldats russes et ukrainiens et retourner leurs armes contre leurs « propres » officiers et exploiters et leurs sbires !

Chaque crevure galonnée de Tsahal, chaque politicien israélien, propagandiste militaire, à la solde du gouvernement, chaque opérateur de drone loyal ou pilote d'avion de chasse désireux de continuer à détruire Gaza, chaque tortionnaire de prison militaire, chaque flic militaire chargé de l'application de la conscription... mérite de craindre pour sa vie...

Chaque infrastructure militaire ou gouvernementale, bureau, entrepôt... mérite d'être la cible de sabotage, d'occupation, de pillage... et réduit en cendres...

Contre tous les idéologues bourgeois – qu'il s'agisse de « Hasbara » ou des « Libérateurs nationaux de la Palestine » ou encore de « l'Axe de la résistance » – nous devons mettre en avant la perspective du prolétariat en tant que classe mondiale unie par ses intérêts, quels que soient l'uniforme, la nationalité, la couleur... Nous devons résister à toutes les tentatives bourgeoises de nous entraîner dans des massacres, de nous transformer en chair à canon, de nous imposer des sacrifices d'économie de guerre...

Déserteurs et refuzniks d'Israël, résistez à l'emprisonnement les armes à la main !

Prolétaires d'Israël, camarades – la seule alternative à la catastrophe capitaliste actuelle c'est de vous soulever et de mener l'insurrection contre l'État avec vos frères et sœurs prolétaires palestiniens, arabes, iraniens, turcs, américains, européens... !

21 juin 2025

**NOUS SOUTENONS LES TROUPES ISRAËLIENNES, IRANIENNES, ET AMÉRICAINES...
LORSQU'ELLES BUTENT LEURS OFFICIERS !**

CONTRE LA GUERRE CAPITALISTE ET CONTRE LA PAIX CAPITALISTE...

NOUS OPPOSONS L'INSURRECTION PROLÉTAIRIENNE MONDIALE POUR LE COMMUNISME !

FROM TEL-AVIV TO TEHRAN



**NO WAR
BUT CLASS WAR**

PALESTINE. UNE HISTOIRE DE MISÈRE, DE MASSACRES ET DE SOULÈVEMENTS

« Mais à Gaza, en Cisjordanie, au Liban ou ailleurs, quand des camps dans lesquels ils ont été si généreusement (!) parqués, les dits « réfugiés palestiniens » (qui viennent autant de la Palestine, de la Syrie, d'Irak... d'Afghanistan ou encore du Pakistan) commencent à lancer leurs cris de révolte, à s'insurger contre les conditions de vie effroyables qui leur sont imposées, c'est bien de la lutte d'une classe qu'il s'agit, d'une classe dont la condition de prolétaire est là plus exacerbée qu'ailleurs, mais d'une classe mondiale qui se retrouve dans tous les camps de concentration du monde capitaliste, que ce soit les camps de la mort, les prisons et leurs palais de justice dominant les quartiers ouvriers, les parcs à bestiaux si joliment appelés « foyers pour travailleurs immigrés », les bidons-villes ou encore nos bagnes de travail communément appelés usines, entreprises... quand on n'est pas encore relégué dans le camp des surplus. »¹

GCI. Revue *Communisme* n°26 (février 1988)

La riche tradition de lutte de cette partie de la planète appelée Palestine est enracinée dans le processus de prolétarianisation qui a commencé au XVI^e siècle sous l'Empire ottoman, véritable force impérialiste et pôle d'accumulation du capital dans la région du Moyen-Orient. Le développement historique du capitalisme a conduit à ce que des couches de plus en plus larges de la population soient dépossédées, déportées, expulsées, enfermées dans des camps sous contrôle militaire permanent, quand elles n'étaient pas tout simplement massacrées.

Notre but n'est pas de passer en revue les nombreuses luttes qui se sont opposées à ce processus, qui ont évidemment une continuité historique avec les luttes actuelles, ni d'en faire une évaluation approfondie, mais pour les besoins du présent texte – reconnaître nos propres luttes et les processus d'encadrement – nous nous contentons d'une brève incursion dans les deux grands soulèvements qui ont eu lieu depuis la création de l'État israélien, ainsi que dans les

processus d'encadrement et de pacification que la bourgeoisie a mis en œuvre pour maîtriser nos luttes.

Comme le lecteur le constatera, **nous nous éloignons des puissantes versions nationales de l'histoire que représentent le sionisme et le nationalisme palestinien.** Bien qu'il s'agisse de deux versions différentes de l'histoire nationale de ce territoire, elles ont toutes deux des axes communs qui les structurent et qui sont prédominants dans toute l'historiographie bourgeoise². Le premier axe repose sur une conception supra-historique de la nation à laquelle les événements historiques sont assimilés [subsumés] pour construire l'identité nationale. Le second est le caractère civilisateur (capitaliste) sur lequel s'articule cette nation. Du point de vue sioniste, la nation israélienne est conçue comme une « *civilisation occidentale luttant contre les sauvages arabes* ». Le point de vue nationaliste palestinien, dans sa « *forme d'opposition à la civilisation occidentale* », est basé sur des conceptions et des pratiques qui émanent de cette même civilisation, telles que l'autodétermination et le droit. Il s'agit essentiellement d'une réécriture de l'histoire par la classe dirigeante afin d'enterrer l'histoire de la lutte des exploités et des opprimés, d'extirper la perspective révolutionnaire et de les soumettre à l'unité nationale, de les apprivoiser et de prendre en charge l'administration [la gestion] de leur exploitation, en les entraînant au besoin à s'entretenir pour des intérêts étrangers aux leurs dans la guerre impérialiste menée par les maîtres du monde.

Les conditions de vie brutales du prolétariat dans cette partie du monde ont généré une riche tradition de lutte contre l'État, alors que dans le même temps, le capitalisme mondial a déployé une série d'agents pour réprimer, canaliser et gérer cette source de déstabilisation sociale et l'intégrer dans les circuits du marché international. En général, la classe dominante cherche à dissimuler cette histoire de lutte sous les

¹ Article « Cisjordanie, Gaza, Jérusalem... En réponse à la lutte des prolétaires, ce que prépare la bourgeoisie (une fois de plus) : le massacre ! »

² Nous ne traiterons pas ici des positions qui considèrent que les formes de production au Moyen-Orient et en Asie étaient majoritairement féodales jusqu'au 20^e siècle. Nous dirons seulement en passant que c'est la vision dominante de la social-démocratie depuis son origine et qu'elle est basée sur une conception eurocentriste et ouvriériste du capitalisme, ainsi que sur une compréhension nationale du développement du capital.

drapeaux nationaux de la bourgeoisie, ce qui estompe avant tout les contradictions de classe sur le terrain. On occulte l'essentiel, c'est-à-dire les rapports d'exploitation directs, les dynamiques antithétiques qu'ils génèrent et les formes de gestion qu'ils requièrent pour se développer.

Le contenu communiste de la lutte générée dans la zone géographique appelée Palestine a été constamment ignoré sous les filtres médiateurs de la bourgeoisie. Son assimilation constante à la lutte pour le mythe de la libération nationale et à l'aspiration à un État palestinien, ou à la défense de l'islam contre le judaïsme, a servi de cordon sanitaire pour rendre difficile la réappropriation par le prolétariat mondial de sa propre lutte.

Cela ne veut pas dire que ces forces sociales sont une simple invention créée de toutes pièces et qu'elles n'existent pas sur le terrain. Au contraire, ces forces sont bien réelles et représentent un rempart de nos ennemis pour nous écraser. La lutte de notre classe est toujours imprégnée des idéologies dominantes du milieu dans lequel elle surgit, mais ce n'est pas sur la base de ces idéologies ou sur la base de ce que pensent les protagonistes



que nous nous reconnaissons dans nos luttes, sinon sur la base de la pratique réelle qui se matérialise à la surface, indépendamment des bannières. Cela n'enlève rien à l'effet réel que ces bannières et idéologies contiennent en tant que limites qui étouffent notre lutte, en tant que concrétisations d'une dynamique sociale qui influence les classes sociales. Mais il en a toujours été ainsi, et seul le développement des contradictions et des confrontations (en tenant compte du rapport de force international) contient la possibilité d'ébranler ces idéologies.

Dès lors, toute analyse historique des luttes en Palestine qui ne met pas en son centre l'antagonisme de classe est condamnée, que ses auteurs le veuillent ou non, à s'enfermer dans l'impasse des contradictions inter-bourgeoises et à servir la dictature du taux de profit. Notre point de départ n'est donc pas le peuple palestinien, cette abstraction – totalement réelle – qui efface les contradictions de classe, ni les grands

commerçants palestiniens, ni les autorités qui profitent du commerce du ciment, ni la police palestinienne qui tabasse les rebelles, etc. mais le prolétariat vivant sur le territoire appelé Palestine. Il en va de même pour le peuple juif. Nous partons du prolétariat vivant dans ces territoires, de la défense de ses intérêts matériels, ce qui nous place directement dans la lutte du prolétariat de la région contre son exploitation, contre ses exploiteurs, contre son État, au-delà des bannières idéologiques qui obscurcissent le mouvement réel.

Cela ne veut pas dire que nous participons de la complicité du prolétariat « juif » avec « son » État, avec « son » armée. Cela ne signifie pas non plus que nous diminuons le moins du monde la responsabilité de ce prolétariat dans la répression. C'est précisément cette cohésion nationale et cette intégration du prolétariat sous le sionisme juif qui sous-tendent les niveaux de répression sans précédent de cet État

gendarme et qui donnent l'initiative de la lutte au prolétariat de Palestine. La

« fameuse » fraternisation passe inévitablement par le développement de la lutte du prolétariat en Palestine contre « son propre »

État, dans son

attaque contre les flics, contre les répresseurs directs qui se personnifient en larbins d'Israël, qui dicte aussi les formes de gestion de son exploitation et la participation de « sous-traitants » comme l'ANP et le Hamas. **C'est dans la lutte prolétarienne contre l'armée d'occupation et ses collaborateurs que s'articule la décomposition de cette armée et les débuts réels de la fraternisation.** En dehors de ce contexte, on entre pleinement dans le domaine de l'idéalisme et de l'ignorance absolue de ce que représentent l'État d'Israël et ses forces de répression.

Dans les analyses dominantes de la Palestine, ni la bourgeoisie ni le prolétariat n'apparaissent comme ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme des forces vives incarnant la contradiction fondamentale entre la dictature de la valeur et la dictature des besoins humains. Cette contradiction, présente dans les différentes sphères sociales, depuis le réveille-matin qui nous envoie au

travail jusqu'à la guerre dans les tranchées, s'exprime dans un rapport de classe qui est déterminé par l'exacerbation même de cette contradiction, germe de son propre dépassement. Le prolétariat est le matériau social d'où émergera la révolution, porteur du projet communiste par le rôle que lui imposent dictatorialement les nécessités de valorisation et le lien de son intérêt « égoïste » immédiat avec l'intérêt supérieur de l'humanité tout entière à se libérer de la dictature du capital pour la satisfaction de ses besoins³. Loin d'être une construction métaphysique injectée de l'extérieur dans la « question palestinienne », cette réalité contradictoire est au cœur de ce qui se passe dans cette partie du monde.

NAISSANCE DE L'ÉTAT D'ISRAËL

L'histoire de la naissance de l'État d'Israël n'est pas exempte de mythes et de falsifications. L'historiographie sioniste dominante dissimule précisément le processus d'affirmation de cet État en tant que gendarme du capitalisme mondial au Moyen-Orient. La dénonciation et la persécution comme antisémite de toute remise en cause de cette historiographie est implacable. Nous n'y reviendrons pas en profondeur, mais nous nous contenterons de rappeler que le partage de la Palestine entre Juifs et Arabes par l'ONU, ainsi que les justifications sur lesquelles cet État s'est consolidé après la fin de la soi-disant Seconde Guerre mondiale, étaient une mascarade. La seule réalité est que l'armée britannique, après avoir clairement démontré que son rôle était dépassé, surtout après la révolte prolétarienne de 1936, a cédé son rôle de gendarme en 1948 à la *Haganah*, une organisation militaire qui a promu le programme sioniste de l'État juif en Israël et a défendu les colonies que ce programme établissait⁴. Cette force militaire a déjà prouvé son efficacité dans le maintien de l'ordre dans la région et préfigure la future armée israélienne.

Avant de quitter la Palestine, l'armée britannique a formé la *Haganah* lors de l'écrasement

de la révolte de 1936 (les *Notrim* et les *Special Night Squads* étaient des corps de la *Haganah* aguerris à la collaboration répressive avec les flics britanniques) : plus de 5.000 insurgés tués, près de 10.000 emprisonnés dans des camps de concentration, d'innombrables déportés, torturés, violés et quelque 2.000 maisons démolies. L'écrasement de la révolte est un avant-goût de ce qui se passera en 1948, lorsque la *Haganah*, après le départ de l'armée britannique, se constituera officiellement en armée d'Israël et réorganisera l'État en Palestine autour d'elle.

Lorsque le partage de la Palestine fut approuvé à l'ONU, les soi-disant Israéliens avaient déjà déployé militairement leur puissance et préparé un plan de terreur, d'extermination et d'écrasement de toute résistance, n'envisageant qu'un partage en fonction des besoins de l'État naissant. Le *plan Daleth*, exécuté en mars 1948 par le haut commandement de la *Haganah*, est l'exécution d'un projet terroriste de réorganisation du territoire palestinien. Il consistait non seulement en une expulsion massive de la population non juive, mais aussi en un massacre planifié. De mars à septembre 1948, plus de cinquante villages ont été détruits et une douzaine de grands quartiers urbains ont été totalement évacués. Les massacres, les viols, ainsi que l'incarcération massive dans des camps de concentration pour forcer de nombreux prolétaires de plus de 10 ans à travailler, ont également entraîné une fuite massive des prolétaires⁵.

La guerre « israélo-arabe » de 1948-1949 était, comme toutes les guerres inter-bourgeoises, une guerre contre le prolétariat. Dans cette confrontation armée, c'est le massacre planifié contre le prolétariat de la région qui a été mis en œuvre. La défaite si facilement infligée par l'État d'Israël aux sept armées qui marchaient sur la Palestine depuis l'Égypte, l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Syrie, le Yémen, la Transjordanie et le Liban ne s'explique pas simplement par la supériorité technique et militaire des premiers, mais parce que les États arabes avaient

³ L'essence humaine contenue dans le prolétariat est donnée précisément par cette question et non par un humanisme idéaliste. Pour la première fois dans l'histoire, les intérêts particuliers d'une classe sociale sont la manifestation des intérêts généraux de l'humanité. Le prolétariat est déterminé par ses propres conditions de reproduction à nier toutes les classes, y compris lui-même, et il est donc la première classe exploitée de l'histoire à réunir les conditions pour la réalisation du communisme comme projet valable pour l'ensemble de l'humanité, comme projet universel d'affirmation de la communauté humaine.

⁴ Depuis longtemps, d'importantes sommes de capitaux internationaux, administrées principalement par la Banque anglo-palestinienne et le Fonds national juif, ont financé la colonisation et l'immigration juives en Palestine afin de réaliser le projet sioniste.

⁵ Le terme *Nakba* (catastrophe) est utilisé pour définir ces événements par nombre de ceux qui ont vécu le processus brutal de massacre et de pillage. Cependant, ce terme a toujours suscité des désaccords, car il ne fait pas référence à qui est responsable et à l'origine de la catastrophe. Pour nous, il est clair qu'il s'agit d'une *nakba capitaliste*, la *nakba* capitaliste en Palestine. Elle est l'expression des besoins de reproduction de cette société sur ce territoire.

déjà accepté cette réorganisation territoriale⁶, ainsi que les conséquences pour les habitants de ces régions.

Bien entendu, ils n'ont même pas fait beaucoup d'efforts pour défendre les localités brutalement attaquées. Leurs actions servaient avant tout à mettre en scène un spectacle d'opposition et à éviter le mécontentement de leurs propres prolétaires. Dans certains cas, elles ont également servi à annexer des territoires palestiniens. Ce qui ne fait aucun doute, c'est qu'à cause de cette guerre, le prolétariat d'origine arabe a été massivement exterminé et expulsé. À l'exception de la Syrie et de la Transjordanie, les autres armées n'ont été que des expéditions militaires sans aucune coordination ni plan d'ensemble – ce qui ne veut pas dire que les prolétaires n'ont pas été utilisés comme chair à canon. Aujourd'hui, nous savons aussi en détail ce qui était évident : l'État de Transjordanie et Israël s'étaient déjà mis d'accord sur le partage du territoire. À la fin de la guerre, la Transjordanie a annexé une partie arabe du découpage de la

Palestine (la Cisjordanie), changeant le nom de son État en Jordanie. La ville de Jérusalem est également divisée, le secteur oriental passant aux mains de la Jordanie, tandis qu'Israël occupe l'ouest. 700.000 prolétaires sont contraints à l'exil, principalement en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban, en Syrie et en Jordanie. La plupart de cette marée humaine était perçue comme une communauté potentiellement subversive – et elle l'était ! – et a été confinée dans des camps de réfugiés où ses souffrances se sont prolongées. Les États jordanien et libanais ont été particulièrement cohérents dans leur politique à l'égard des réfugiés, qui ont été surveillés et placés sous contrôle militaire.

Il est clair que tous les exilés n'étaient pas des prolétaires, mais qu'une petite partie de la bourgeoisie, comme les célèbres familles Nashibi, Husayni et Khalidis, a également été forcée d'émigrer. Bien sûr, leur exil sera beaucoup plus confortable que celui des sordides camps de réfugiés. La plupart d'entre eux ont non seulement réussi à quitter la Palestine avant la mise en œuvre du *plan Dalet*, mais ont prospéré en exil, établissant leurs entreprises financières, territoriales et commerciales. Ces « notables palestiniens », comme on les appelle communément, seront les principaux acteurs de la constitution du « mouvement nationaliste palestinien » pour la défense de leurs intérêts économiques.

Les 150.000 prolétaires d'origine arabe qui ont réussi à rester à l'intérieur des frontières d'Israël ont été expulsés de leurs maisons, contrôlés militairement et mis à l'écart de toute ingérence dans l'État juif afin de protéger la cohésion interne du sionisme. La politique de confiscation des terres et la création de nouvelles colonies juives ont fait de



ces personnes des *réfugiés de l'intérieur*, supportant des conditions de vie qui n'ont rien à envier à celles des camps de réfugiés.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le projet historique du sionisme de constituer un État juif en Palestine a été accepté et développé par les fractions hégémoniques du capitalisme mondial. La particularité de l'État sioniste, fondé sur une forte cohésion interne, produite par un nettoyage de ses habitants et une sélection restreinte de ceux-ci au moyen d'une politique d'immigration et d'installation dans des zones identifiées comme vitales pour l'existence même d'Israël, lui permet d'exercer sa délicate fonction internationale avec le soutien et le

⁶ L'État syrien est peut-être, à notre connaissance, le seul d'entre eux à ne pas avoir accepté ce partage.

consentement nécessaires de sa population. Sa propre constitution est de nature à minimiser les remises en cause internes de l'implacable politique terroriste de l'État, ce qui mettrait en péril son rôle de gendarme⁷. Cette particularité du sionisme est ce qui l'a promu comme un acteur approprié pour défendre les intérêts de ces fractions au Moyen-Orient et pour être le gardien de l'ordre dans la région avec la complicité de ses prolétaires.

C'est ainsi qu'est né l'État d'Israël. **Alors que l'histoire officielle raconte dans les moindres détails l'extermination des Juifs par l'État national-socialiste allemand, elle reste prudemment silencieuse sur l'extermination organisée par l'État juif naissant contre le prolétariat en Palestine.**

La *guerre des six jours* de 1967 a bouclé la boucle, apportant la preuve indiscutable de la puissance militaire de cet État et mettant fin aux doutes qui pouvaient exister dans la bourgeoisie mondiale quant à sa capacité dans la région. Par la suite, l'État d'Israël a imposé une réorganisation des territoires afin d'améliorer sa position dans la région par un nouveau déplacement de population. En plus des territoires définis en 1948, il a occupé militairement les zones restantes de la Palestine qu'il avait partagées avec la Jordanie (la Cisjordanie et Jérusalem-Est), la bande de Gaza (qui avait été occupée par l'Égypte), le plateau du Golan en Syrie et la péninsule du Sinaï en Égypte. Ces zones sont connues sous le nom de « territoires occupés ».

LA PREMIERE INTIFADA

Ce que l'on appelle la première intifada a pris de court l'État israélien et surtout l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Aucun d'entre eux n'avait prévu les possibilités d'un soulèvement d'une telle ampleur, capable de remettre en cause l'ordre dans la région. Tout a commencé dans le camp de réfugiés de Jabala, en réaction à l'assassinat de quatre ouvriers par l'armée israélienne. Après les funérailles, le lendemain, le poste de police a été attaqué et lorsque les camions militaires sont arrivés, les étudiants se sont rassemblés, les ont encerclés et ont commencé à leur jeter des pierres. Ce sera le début d'une des plus longues et des plus importantes révoltes de la région.

L'intifada qui a débuté fin 1987, loin de sortir de nulle part, a catalysé les antagonismes sociaux aiguisés au cours de deux décennies d'étranglement militaire et de confrontation quotidienne avec les flics israéliens, prenant la forme d'un soulèvement qui s'est poursuivi jusqu'à la fin de 1989, sous la forme de protestations de masse, d'émeutes, de grèves, de non-paiement d'impôts, de boycotts, de sabotages et de manifestations. L'image de jeunes prolétaires jetant des pierres sur l'une des armées les mieux équipées au monde est devenue le symbole de la lutte du prolétariat mondial.

Si les enfants ont joué un rôle fondamental dans l'intifada, les femmes n'ont pas été en reste, elles qui ont pris leur place dans la confrontation aux côtés du reste de leur classe. Elles ont été présentes dans toutes les phases et tous les aspects du soulèvement : jets de pierres, organisation d'actions, de grèves et de sabotages, direction de jardins communautaires et de réseaux de distribution de nourriture. Rien d'exceptionnel, car c'est ce qui se passe généralement dans la plupart des révoltes des exploités. Leur action se confond avec le reste du prolétariat, se manifestant comme un seul et même être, une seule et même communauté de lutte. Si nous le notons avec insistance dans les divers matériaux où nous traitons des révoltes de notre classe, ce n'est pas pour en faire quelque chose de spécifique, mais pour venir à bout de la dissimulation systématique par nos ennemis de la façon dont la révolte fait voler en éclats (évidemment non sans contradictions et obstacles qui ne peuvent être résolus que dans le développement même de notre communauté de lutte) le rôle et les divisions imposés par le capital parmi les exploités.

D'autre part, comme lors de la révolte de 1936, le soulèvement avait son vecteur d'avant-garde dans les campagnes. Au cours des premiers mois, les actions suivent la même méthodologie : lapidation des flics israéliens expulsés des villages, sabotage des voies d'accès à Israël pour rendre plus difficile le chemin vers le travail depuis les territoires occupés et, enfin, organisation de la résistance au retour des flics. La réponse de l'armée israélienne pour la réoccupation militaire du village a consisté à lancer des gaz lacrymogènes et à charger la population. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les

⁷ Cela explique l'assujettissement général du prolétariat « juif », sa modeste opposition historique et la puissance qu'acquiert l'unité nationale dans ce territoire. Nous voulons ainsi souligner comment les contradictions de classe internes sont amorties et comment la complicité de ce prolétariat se matérialise. Néanmoins, les contradictions de classe ne peuvent être complètement éliminées et tendent à se développer sous une forme ou une autre, refaisant surface de temps à autre, ou s'exprimant dans des rejets minoritaires mais exemplaires de l'État, à travers des objecteurs et des insoumis à l'armée (les *refuzniks*), des actions contre le « mur de la honte », et ainsi de suite.

balles en acier recouvertes de caoutchouc faussent leur apparition.

Le mouvement a rapidement acquis une présence dans toutes les sphères de la vie, ce qui a conduit à l'émergence de structures organisationnelles telles que les Comités Populaires, qui se sont étendus des camps de réfugiés aux quartiers, aux villages et aux villes des territoires de Gaza et de Cisjordanie, prenant en charge l'organisation d'une grande variété de tâches : actions et attaques contre l'ennemi, planning des grèves, réseau de cachettes pour les persécutés, soutien aux prisonniers et à leurs familles, diffusion de tracts indiquant les cibles à attaquer, discussions sur l'orientation de la lutte, création de jardins potagers et de ressources de base pour la consommation communautaire, organisation du non-paiement des impôts⁸, éducation communautaire...

Comme tout organe prolétarien né dans ces conditions, les Comités ont été traversés par des contradictions de classe, exprimant une lutte en leur propre sein. Leur caractère prolétarien a été marqué par le développement même de la lutte, définissant les niveaux d'autonomie de notre classe. Une étude détaillée du mouvement peut prouver que le soulèvement s'est affirmé en défendant sans compromis les intérêts immédiats des prolétaires dans tous les territoires occupés jusqu'à ce que ces organes commencent à être dirigés par des intérêts extérieurs à notre classe, vers la fin de l'année 1988. Les organisations de notre ennemi ont finalement pris le dessus dans la direction de ces organes jusqu'à former l'UNLU (Commandement unifié de l'intifada)⁹, ce qui a constitué un saut qualitatif vers la fermeture de la perspective révolutionnaire. Dès lors, le mouvement a entamé une lente descente, main dans la main avec l'OLP.



L'État israélien a réagi en mobilisant 80.000 soldats et en menant des opérations horribles. Les FDI et le *Shabak* ont répondu à l'intifada par des arrestations massives, la torture des détenus pendant les interrogatoires, des passages à tabac et des humiliations dans les villages, des assassinats, le confinement des villages empêchant toute entrée ou sortie pendant des jours, la démolition des maisons, la coupure de l'électricité et de l'eau, la construction de clôtures autour des camps de réfugiés, et ainsi de suite. Cependant, l'État d'Israël s'inquiète de l'attitude de ses soldats car, bien que le soulèvement de 1936 présente de nombreuses similitudes, l'armée israélienne n'a jamais été confrontée à une telle situation en tant qu'armée autonome, et la stabilité du Moyen-Orient est en jeu. Amram

Mitzna, commandant du commandement central israélien pendant l'intifada, a reconnu son malaise :

« Les enfants, les femmes et, bien sûr, les jeunes ont manifesté leur mépris envers nos forces armées et de très nombreuses personnes ont participé à ce tu-

multe, à ces cris, à ces jets de pierres et parfois de cocktails Molotov. Nous ne pouvons pas utiliser toute notre puissance militaire, mais nous ne pouvons pas les laisser contrôler les routes principales menant aux villes ou aux villages. Le plus grand défi a été de former nos soldats à réagir à cette situation. [...] La plupart des soldats n'appartenaient pas à l'armée régulière. »

En effet, des contradictions de classe ont été ressenties au sein de l'armée israélienne en raison de la force de l'intifada. Des centaines de réservistes ont refusé de servir dans les territoires occupés et il y a eu des désertions dans les centres de détention. Des organisations comme *Yesh Gvul* (Assez c'est assez), qui ont une certaine tradition de lutte contre la

⁸ La consigne centrale autour de laquelle le non-paiement des impôts était organisé était « nous refusons de donner de l'argent à Israël pour qu'il construise une armée plus puissante afin de nous opprimer ».

⁹ Les principales organisations qui ont finalement dominé les Comités et formé l'UNLU étaient le [Fatah](#), le [Front populaire de libération de la Palestine](#), le [Front démocratique pour la libération de la Palestine](#) et le Parti « communiste » palestinien.

conscription dans l'armée israélienne, ont organisé des actions collectives de refus sous le slogan : « *Nous refusons de participer à la répression du soulèvement et de l'insurrection dans les territoires occupés* ». Dans le cadre de ce rejet, des manifestations se sont développées pour refuser toute forme de service militaire, une base sur laquelle le mouvement des *refuzniks* se développera des années plus tard. C'est l'exemple de la matérialisation du défaitisme révolutionnaire en Palestine, porté par la lutte du prolétariat contre l'armée d'occupation, base sur laquelle sa décomposition est possible.

L'intérêt de l'État israélien pour cette question était évident, comme l'a raconté le commandant cité plus haut, et le ministre de l'intérieur se devait d'envoyer un message direct aux soldats :

« *J'ai tout de suite compris que les soldats allaient interpréter le message du ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, qu'ils ont entendu dire [à la télévision et à la radio], comme un comportement qu'il ne voulait pas qu'ils adoptent [indécision et insubordination]. Il avait peur, il était inquiet. Les soldats regardaient la télévision et écoutaient la radio. Et la chaîne de commandement, au lieu d'aller du ministre de la défense aux chefs d'état-major, puis aux commandants, aux chefs de bataillon, aux chefs de section, jusqu'aux soldats, cette chaîne de commandement est directement passée de la télévision aux soldats.* »

Les encouragements frémissants de Rabin à son armée, selon lesquels il fallait « *briser les bras et les jambes des manifestants* » palestiniens, ont fini par l'emporter. L'armée a pu surmonter la menace de décomposition en se montrant intransigeante face aux interrogations, ce qui lui a permis de porter un coup brutal à l'intifada¹⁰. Passages à tabac, arrestations, tortures, assassinats, démolitions de maisons, déportations, etc. Le bilan répressif extrait des sources officielles fait état de 1.300 morts, 120.000 blessés et 600.000 emprisonnés.

Alors que l'armée israélienne affaiblit l'intifada par la terreur, l'OLP la mine de l'intérieur. La bourgeoisie internationale a compris qu'un retour à la situation antérieure était impossible, que la pacification de la région nécessitait un nouveau scénario pour dompter l'intifada. C'est là qu'intervient le parrainage de l'OLP par les États-Unis, qui n'épargnent aucun soutien

financier international et établissent une collaboration étroite avec l'ONU. La tâche n'est pas facile car l'intifada a été lancée et s'est développée en dehors de l'OLP. Yitzhak Rabin reconnaît que « *les troubles reflètent la tension qui couve dans les territoires administrés depuis 20 ans et ne sont pas le résultat des appels à la violence de l'OLP* ». Il convient de rappeler que tant Yasser Arafat que le reste de la direction étaient en exil en Tunisie depuis le début des années 1980 et avaient dénigré le mouvement, estimant qu'il s'épuiserait en quelques jours, ce qui a été rapidement démenti.

Lorsque l'intifada a atteint sa première année, l'influence de cet organisme était encore symbolique. Cependant, l'enracinement de l'UNLU en tant que direction officielle de l'intifada a été le pont qui a permis à l'OLP et à son programme d'étendre ses tentacules à travers le mouvement et d'assumer sa représentation internationale¹¹. En 1990, l'OLP montrait suffisamment de signes qu'il contrôlait la situation pour que les accords de paix contre le prolétariat ne soient pas retardés. Les négociations secrètes entre l'État israélien et l'OLP se sont accélérées. Les fiançailles secrètes se termineront quelques années plus tard lors d'un mariage en grande pompe dans les jardins du gardien de l'ordre mondial. **La relecture spectaculaire de l'histoire nous montre que l'intifada née dans un camp de réfugiés de Gaza s'est achevée par une poignée de main entre Rabin et Arafat sur la pelouse de la Maison Blanche.** D'un pôle de misère et de subversion au palais du gendarme du monde. C'est à l'historien seul qu'il revient de mettre en cohérence les événements entre ces deux épisodes et leur dénouement final. C'est ainsi que l'on réécrit l'histoire !

ACCORDS D'OSLO

Après des mois de négociations secrètes et quelques manifestations publiques pour sonder les réactions comme la Conférence de Madrid, le 13 septembre 1993, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat se sont serré la main sur la pelouse de la Maison Blanche, sous les applaudissements euphoriques de Bill Clinton. L'intifada avait démontré les difficultés de l'armée israélienne à maintenir l'ordre social et avait nécessité l'intervention de

¹⁰ Ces brèches ont atteint le territoire productif d'Israël où des protestations ont eu lieu. Dans des endroits comme Kadarim, certains prolétaires ont réussi à saboter la chaîne de production de balles en acier recouvertes de caoutchouc destinées à réprimer l'intifada.

¹¹ À la mi-novembre 1988, l'OLP a publié la « Déclaration d'indépendance » comme programme national de canalisation des manifestations.

l'OLP pour la décimer, ce qui la plaçait aux yeux de la bourgeoisie internationale comme un agent indispensable au maintien de l'ordre dans la région. **Le spectacle de la Maison Blanche a été le point culminant d'un processus de négociations en coulisses qui a permis de réorganiser l'État en Palestine.** Les accords d'Oslo, bien que certains aspects concrets ne se soient pas matérialisés, ont ratifié une division des rôles pour la gestion du prolétariat.

Les conséquences immédiates de ces accords ont été la mise en œuvre d'une politique territoriale calquée sur l'apartheid sud-africain. Le territoire palestinien a été organisé en une sorte de bantoustans en Cisjordanie, coupée de la bande de Gaza. Les forces israéliennes ont abandonné la ville de Gaza et le reste des zones urbaines de la bande, ainsi que la Cisjordanie et Jéricho, qui ont été laissées aux mains de l'OLP, transformée en une toute nouvelle Autorité nationale palestinienne, tout en conservant ses enclaves militaires et le contrôle des colonies. Les zones sous « protectorat palestinien » seraient définies comme la zone A, les villes palestiniennes et leurs environs ; la zone B, entre les enclaves palestiniennes et les colonies serait une zone commune ; et la zone C, les colonies, serait sous le contrôle de l'armée israélienne. Le tout organisé par un système de barrages routiers et de barrières militaires déployés sur l'ensemble du territoire.

La fonction de l'ANP a été limitée au strict nécessaire dans son rôle contre-insurrectionnel de pacification et de contrôle social du prolétariat, prenant en charge les fonctions de répression interne (police) et de services. Fondamentalement, l'ANP devient l'exécutant local de l'État israélien, bien que sa rhétorique soit évidemment différente et que l'État israélien lui-même

lui confère une image d'opposition pour soutenir sa propre existence. L'État palestinien – car c'est ainsi que cet État s'est manifesté, indépendamment de la reconnaissance internationale et du degré d'autonomie par rapport à Israël – est donc constitué comme une subdivision de l'État israélien pour gérer la Palestine, et les prolétaires verront bientôt que cet organe sert les intérêts de l'État israélien. Le petit gendarme ira de pair avec le grand gendarme, même si de réelles contradictions apparaissent parfois entre eux, qui sont reléguées au second plan lorsqu'il s'agit d'écraser le prolétariat.

« Nous avons assisté à la construction d'un mur d'apartheid de 700 km, coupant les voisins et les amis des membres de leur famille ou de leurs arbres fruitiers. Nous avons assisté à la

fragmentation et à l'enfermement de nos villes, entourées de postes de contrôle militaires. Et nous avons vu la croissance exponentielle des colonies juives et des routes séparées qui font de chaque trajet en voiture



une entreprise dangereuse.

Ce soi-disant 'processus de paix' – avec des accords intérimaires qui n'étaient censés durer que cinq ans – a effectivement donné carte blanche à Israël pour poursuivre son contrôle et son expansion coloniale tout en imposant une domination raciste d'apartheid sur les Palestiniens. »¹²

Par conséquent, depuis la signature des accords d'Oslo, la politique de confiscation des terres a continué à se développer, les colonies se sont multipliées et les opérations militaires se sont poursuivies comme si de rien n'était. Mais ce n'est pas tout. L'État palestinien a développé sans surprise l'activité inhérente à ces matérialisations du capital. Les membres de l'OLP arrivés de Tunisie¹³, transformés en Autorité nationale palestinienne, ont revêtu les galons du pouvoir

¹² Inès Abdel Razek, directrice plaidoyer de l'*Institut palestinien pour la diplomatie publique*. La valeur de cette déclaration, faite plusieurs années après la première intifada, est qu'elle émane d'un organisme qui n'est pas du tout opposé à l'existence de l'ANP, ce qui peut donner une idée de ce que la majorité du prolétariat pense de cet organisme bourgeois et du processus de paix. [texte complet en français : <https://www.france-palestine.org/Je-fais-partie-de-la-generation-d-Oslo-qui-a-ete-elevee-dans-le-mensonge-de-la>]

¹³ Alors que ces fonctionnaires du capital allaient vivre en Palestine pour y exercer leurs fonctions, le gros des réfugiés continuait à être ignoré et à vivre dans des conditions épouvantables après 1948. Rappelons que le retour des réfugiés en Palestine était la bannière que l'OLP avait historiquement brandie pour constituer sa force sociale.

et construit la nouvelle administration de l'État avec des membres de confiance. Politiciens, police, répression, prisons, collaboration étroite avec l'armée israélienne, afflux de capitaux, développement économique de la bourgeoisie palestinienne locale, commerce, soumission du prolétariat à l'exploitation, etc. Un avant-goût de **l'État palestinien idéal : plus de la même chose, mais avec le drapeau palestinien flottant dans les villes et les villages.**

Sous le slogan de « *ne pas faire de concessions, ni tolérer d'atteinte à l'unité nationale* », l'ANP n'a pas hésité à persécuter et à écraser tout contestataire ou militant qui osait remettre en cause le processus de paix. C'est bien là sa fonction centrale, être une société de sécurité engagée par l'État israélien pour assurer la dictature du taux de profit dans le cadre du scénario terroriste et sans fin du processus de paix. Fondamentalement, l'objectif était de limiter les contacts directs avec les forces de l'État israélien dans la vie quotidienne, à l'exception des points de contrôle militaires. Les gardiens de l'ordre ont compris qu'un flic local est préférable à une armée d'occupation clairement perçue comme un organe de répression.

Il est clair que l'État palestinien devait continuer à jouer la carte de « l'ennemi juif » pour continuer à jouir d'une certaine réputation auprès de ses prolétaires, pour maintenir l'unité nationale et la paix des cimetières. Mais si le prolétariat ne se faisait guère d'illusions sur le processus de paix, au fur et à mesure que celui-ci se développait et se mettait en place, il devenait plus clair que la situation non seulement se perpétuait, mais s'aggravait. **Le processus de paix était le nouveau moyen de développer la gestion de leur exploitation.** L'énorme valeur ajoutée générée par la paix d'Oslo a fait se frotter les mains des secteurs de la bourgeoisie israélienne et palestinienne, dont les poches recevaient de splendides profits au prix de niveaux d'exploitation exceptionnels provoqués par la baisse des salaires due à l'existence d'une force de travail surnuméraire. Il n'est pas nécessaire de faire beaucoup de recherches pour découvrir que le développement économique de la Palestine après les accords d'Oslo, en particulier en Cisjordanie, a conduit à l'épanouissement de secteurs sous-traitants de la bourgeoisie palestinienne qui ont profité des conditions particulières des territoires occupés¹⁴.

Pour sa part, le prolétariat a souffert de la privation de produits de première nécessité comme l'eau potable. À Gaza, l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète, l'État d'Israël monopolise le contrôle de l'approvisionnement en eau en en détournant plus de 40% vers la population minoritaire des colonies, tandis que les robinets des prolétaires de la bande sont alimentés par l'eau salée de la mer.

LA SECONDE INTIFADA

Le spectacle du processus de paix comme gestion de l'exploitation du prolétariat en Palestine a continué à produire de nouveaux épisodes tels que Camp David, où l'ANP a exigé sa récompense pour le travail de pacification réalisé au cours de ces années, en prétendant accroître son importance dans la région, ce qui devait prendre la forme d'une plus grande autonomie pour exercer la gestion des territoires occupés. Cette demande allait à l'encontre des plans de la fraction représentant l'État d'Israël, qui considérait une telle concession comme un affaiblissement de son pouvoir dans la région, avec un potentiel de déstabilisation sociale.

Israël a toutes les raisons d'être inquiet. Depuis des années, l'agitation de la rue avait repris dans les territoires occupés avec une augmentation des protestations, des manifestations et des attaques contre les flics¹⁵. L'ANP a mené une guerre contre l'agitation en lâchant la bride à ses sbires policiers qui, en étroite collaboration avec le *Shabak* (police secrète israélienne), ont tenté de maintenir la stabilité ; non seulement la tension a continué à monter, mais qui plus est les prolétaires ont alors pointé l'ANP comme un pion de l'État israélien.

L'attitude de l'ANP a clairement montré qu'elle ne souhaitait aucune forme de protestation sociale. La campagne de répression qu'elle a menée dans les semaines précédant ce que l'on a appelé la seconde intifada n'a laissé aucun doute quant à son rôle. Erekat, le bras droit d'Arafat, l'avait fait savoir aux dirigeants de la police peu après l'arrivée de leur chef du sommet de Camp David :

« *Camp David a échoué, leur a déclaré M. Erekat, mais ce qui a été réalisé jusqu'à présent doit être préservé. Les négociations se poursuivent et il y a des chances qu'elles aboutissent. Dans les semaines à venir, vous devez éviter*

¹⁴ De même que nous parlons de sous-traitant au niveau de l'ordre social, nous utilisons ici ce terme dans son concept économique commun, à titre de simplification. Fondamentalement, il s'agit de la distribution du butin généré par l'exploitation, alloué sur la base de la position, de la force et de l'importance que chaque bourgeois assume dans le processus d'exploitation du prolétariat.

¹⁵ L'intifada dite des prisonniers a été un épisode particulièrement important.

toute friction qui pourrait conduire à une confrontation violente. Faites passer le message à vos subordonnés. »¹⁶

Cela n'a pas suffi. Malgré les efforts obstinés pour réprimer l'agitation sociale, en octobre 2000, le prolétariat vivant dans les territoires occupés s'est soulevé en masse en réponse à la répression des manifestations contre la visite de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées. La répression brutale employée par les forces de répression dans les jours suivants, ouvrant le feu

assurée que ses organes répressifs ne se révoltent pas en utilisant tous ses fonds pour payer la police¹⁷. Mais le mouvement leur est passé dessus. Même la milice armée de l'OLP, *Tanzim*, a été ébranlée sous les contradictions de classe qui ont submergé les territoires occupés. Le mécontentement à l'égard de la politique de l'ANP s'est répandu au sein de cette organisation, ce qui explique que de nombreux prolétaires qui en faisaient partie ont rompu les rangs et participé aux manifestations. C'est l'une des explications du niveau élevé d'armement des manifestants.

Dans les premières semaines, le mouvement a pris une tournure massive, non seulement dans les territoires occupés, mais aussi à l'intérieur des frontières d'Israël, en particulier dans le nord. Là, au cours du mois d'octobre, il y a eu des jours d'affrontements violents avec la police, avec plusieurs grèves, y compris la grève générale du 1er octobre. Au cours de ces journées, la police israélienne a fait usage d'armes à feu contre les manifestants qui ont répondu par des armes à feu et des cocktails Molotov. Précisément, l'utilisation systématique d'armes à feu, de chars et d'hélicoptères tirant sur les manifestations, avec de nombreux morts et blessés, notamment des enfants, ainsi que le règlement particulier contre-insurrectionnel auquel l'armée israélienne était parvenue après les accords d'Oslo, ont contraint les prolétaires à limiter ces actions ouvertes, qui étaient devenues suicidaires. Ainsi, si les affrontements entre manifestants lanceurs de pierres et soldats resteront une caractéristique de l'intifada, ils



sur des manifestants non armés en Galilée, à Jaffa, à Haïfa et à Umm al-Fafem, a porté la révolte à l'intérieur même d'Israël.

Évidemment, une fois que l'intifada a éclaté, Arafat a essayé d'en tirer un capital politique, d'autant plus que l'échec des négociations avait réhabilité l'image de l'ANP aux yeux de certains secteurs prolétariens. L'ANP organise le Haut Comité national et islamique pour tenter de contrôler la contestation et de l'utiliser comme une force dans ses négociations. Elle s'est également

prendront au fil des semaines une place marginale.

C'est alors que de nombreux groupes armés sont apparus partout dans les territoires occupés, menant des attaques de guérilla contre les check-points israéliens, tant aux frontières des villes qu'aux postes de contrôle situés sur les routes des colonies. Leur tactique préférée était de frapper et de disparaître. La plupart de ces groupes étaient issus des *Tanzim*, dont les membres non seulement refusaient d'obéir aux

¹⁶ Malbrunot, Georges, *Des pierres aux fusils. Les secrets de l'Intifada*.

¹⁷ Pendant cette seconde intifada, la police palestinienne était le seul secteur à recevoir ses salaires de l'administration.

ordres de leurs supérieurs, mais mettaient leurs infrastructures et leurs armes au service de la révolte. Il s'agissait d'une véritable décomposition en règle. Si une lecture superficielle montre l'ANP et ses forces militaires à la tête de l'intifada, ou en tout cas, certaines « contradictions de gestion du parti » (opposition interne aux « Tunisiens »), la réalité a suivi un autre scénario. Le corps armé de cet organe bourgeois a passé outre les ordres des supérieurs et s'est placé à l'avant-garde de la lutte du prolétariat.

Arafat et ses dirigeants se sont retrouvés entre le marteau et l'enclume. D'une part, ils devaient montrer à la bourgeoisie mondiale qu'ils avaient un certain contrôle sur l'intifada, non seulement pour l'utiliser politiquement, mais aussi pour éviter d'être discrédités à leurs yeux dans leur rôle de gestionnaire national. Cela les a empêchés de dénoncer ouvertement les sec-

la révolte et en initiant le décollage de l'encadrement inter-bourgeois. Le premier est l'irruption en mars 2001, cinq mois après le début de l'intifada, du Hamas et du Djihad islamique avec leurs attentats suicides. Le second est l'augmentation qualitative de la répression de la révolte par l'armée israélienne, justifiée comme une réponse à ces attaques. Les bombardements de localités par des avions de chasse F16 ont commencé. Mais ce sont les attentats du 11 septembre 2001 à New York qui ont donné carte blanche à l'État israélien : des avions de chasse, appuyés par des hélicoptères, des chars et des snipers ont ravagé pendant une semaine des villages, des camps de réfugiés et des villes (Jéricho, Qalqiliya, Tulkarem, la banlieue de Bethléem...). L'opération militaire d'éradication des « terroristes islamiques », qui inclut l'ordre de Sharon d'abattre tout suspect qui s'approcherait



teurs incontrôlés des *Tanzim* en s'investissant dans la recomposition du corps. D'autre part, ils devaient agir contre les secteurs les plus résolus de l'intifada s'ils ne voulaient pas être tôt ou tard démasqués et attaqués. L'exemple, parmi tant d'autres, du leader des médias palestiniens Hisham Mikki, liquidé par un groupe de guérilleros, a été pris très au sérieux.

Le Comité des forces nationales et islamiques a été un échec. L'ANP a tenté de lui faire jouer le rôle que l'UNLU avait joué lors de la première intifada, mais a été totalement marginalisé. Ni le calendrier d'actions qu'il proposait, ni ses boycotts n'ont été pris en compte par le mouvement. Les groupes de guérilla ont ignoré le calendrier et les lignes directrices fixés par ce Comité pour poursuivre leurs propres objectifs.

Ce qu'Arafat n'a pas pu faire, deux facteurs étroitement liés le feront en portant un coup à

des postes frontières des territoires occupés ou des check-points, assure le recul de la révolte et son écrasement immédiat.

Les incursions militaires se généralisent. Rafah, qu'Arafat lui-même qualifiait d'ingouvernable, est anéantie. Parallèlement, des dizaines d'autres localités sont criblées de balles. Dans ce processus de liquidation, la Brigade des Martyrs d'al-Aqsa, organisation liée au Fatah et créée quelques mois plus tôt pour faire face à la décomposition des *Tanzim*, prend de l'importance avec le retrait du mouvement. Les restes du mouvement armé du prolétariat y seront intégrés, constituant une sorte d'« armée de libération nationale » qui liquidera la lutte de notre classe. Le mouvement prolétarien se dégonfle et cède à la confrontation impérialiste.

Dans ce contexte, il s'agissait pour l'État israélien de réorganiser la Palestine et

d'empêcher d'autres soulèvements du prolétariat. La nécessité de restructurer l'ANP, en commençant par Arafat, était déjà décidée. Les confrontations armées, les alliances, les négociations et autres épisodes qui se sont déroulés depuis lors sur le sol palestinien ont été déterminés, à quelques exceptions près, à imposer ces restructurations. Ce qui était en jeu dès lors n'était plus la lutte du prolétariat contre « sa propre » bourgeoisie, présentée sous la forme de l'armée d'occupation et de fractions de la bourgeoisie locale palestinienne tentant de détourner cette lutte vers des formes de gestion de l'exploitation.

Dans cette lutte inter-bourgeoise, Arafat a utilisé toutes sortes d'actes pour empêcher sa succession, jusqu'à la parodie. Le scandale de la « Commission sur Jénine », dans laquelle Arafat avait obtenu la levée du siège de la Mouqata'a [QG de l'ANP à Ramallah] par l'armée israélienne en échange du silence sur le massacre du camp de réfugiés de Jénine, a atteint la parodie et l'absurde avec le « procès de la Mouqata'a ». Tout porte à croire que l'État israélien lui-même avait veillé à dégrader l'image publique d'Arafat pour faciliter son remplacement.¹⁸

Ce processus de guerre impérialiste et de réorganisation de l'ordre social au Moyen-Orient – qui s'inscrivait à l'époque dans une action plus large, incluant l'action américaine en Afghanistan et en Irak – a duré plusieurs années, et comprenait bien sûr le démantèlement de toutes les infrastructures que les groupes prolétariens et les guérillas avaient construites, et le châtimement des camps de réfugiés et des localités accusées de les cacher. Les prolétaires ont tenté de résister pour sauver leur peau, avec des épisodes de combats importants comme ceux de Jénine ou de Naplouse, mais l'armée israélienne avait été parfaitement entraînée à ce genre d'opération, disposant de cartes détaillées des villes et des camps de réfugiés, des maisons à attaquer et à démolir.¹⁹

La fin de ce processus de restructuration peut être datée de 2005. À cette date, la fraction internationale autour d'Israël était consciente que ces zones rasées, aux habitations et infrastructures dévastées, au taux de chômage dépassant

les 70%, ne cesseraient jamais d'être une source de misère et, plus inquiétant encore, d'instabilité et de subversion. La solution consistait à transformer Gaza et la Cisjordanie en deux prisons à ciel ouvert. L'État d'Israël a retiré ses troupes des territoires occupés, ainsi que des colonies de la bande de Gaza. Le fameux mur de séparation est construit entre la Cisjordanie et le territoire israélien (un mur qui comprend des fossés, des barbelés, des défenses électrifiées, des tours de guet, des capteurs électroniques, des caméras à vision thermique, des caméras vidéo, des drones, des tours de tireurs d'élite et des routes pour les voitures de patrouille...), imposant des frontières au gré des besoins de l'État israélien, qui, avec les fils électrifiés et les tours de guet entourant la bande de Gaza, **transforment l'État palestinien en deux camps de prisonniers de l'État israélien.**

Il restait à désigner les gardiens de ces immenses prisons. Seuls l'ANP et le Hamas sont des prétendants sérieux. Le Hamas se développait à mesure que l'ANP se montrait, de plus en plus crûment, la marionnette d'Israël et de la Maison Blanche. Il n'est pas dans notre intérêt de décrire la lutte dans laquelle ces forces bourgeoises se sont engagées, il est seulement intéressant de noter que toutes deux ont fini par se partager la gestion des territoires palestiniens : Gaza est passée sous la coupe du Hamas et la Cisjordanie sous celle de l'ANP. L'État israélien s'est limité à des opérations de répression sanglantes de temps à autre pour assurer le contrôle de la région, tout en continuant à étendre les colonies comme expression du renforcement de l'État sioniste. Le contrôle social se maintient ainsi en Palestine, malgré les tensions et les épisodes successifs de lutte qui ont continué à se produire, jusqu'en 2021, date à laquelle une nouvelle vague de luttes et de groupes réapparaît en Cisjordanie, annonçant que la fin de cette forme de gestion des exploités est proche. L'attentat du Hamas du 7 octobre 2023 et l'opération de gendarmerie de l'État d'Israël qui s'ensuivit, avec les conséquences choquantes que l'on sait, l'ont confirmé. ★

¹⁸ Croyez-le ou non, alors que la Mouqata'a était encerclée par l'armée israélienne, un procès improvisé s'est tenu à l'intérieur contre des prisonniers arrêtés par les services de renseignement palestiniens. Il s'agissait de membres du Front populaire de libération de la Palestine accusés d'avoir exécuté quelques mois plus tôt un membre détesté de l'État israélien. Un chef de la sécurité de la Mouqata'a s'est déguisé en juge tandis qu'un officier de police a joué le rôle d'avocat de la défense. Ils ont été condamnés à 18 ans de prison.

¹⁹ Les unités spéciales de cette armée avaient été formées pendant des années à la contre-guérilla dans le désert du Néguev, où elles construisaient des camps de réfugiés fictifs et des villes palestiniennes. De plus, les chefs de cette armée avaient étudié en profondeur l'expérience historique des armées bourgeoises face à la guérilla, disposant d'un point de référence inestimable : l'assaut de l'armée nationale-socialiste contre le ghetto de Varsovie.

Le court extrait ci-dessous est tiré d'un texte intitulé « *Free Palestine, vraiment ?* » qui a circulé en interne parmi des camarades et qui sera publié prochainement. Si nous l'avons retenu pour publication, c'est d'abord parce qu'il a le mérite de situer la colonisation en dehors du cadre traditionnel de la gauche. Un cadre qui occulte non seulement ce qu'a été historiquement le colonialisme, mais surtout les nombreuses luttes qui se sont déroulées contre la société capitaliste dans les colonies.

Le cadre dont nous parlons comprend le colonialisme comme une question déterminée par des rapports de domination différents des rapports de classe. On parle de domination entre nations, races, civilisations, cultures, etc. On nous montre l'Européen blanc imposant sa civilisation au reste des êtres humains, d'où la caricature selon laquelle le capitalisme se serait répandu de l'Europe vers le reste du monde. Bien entendu, cette lecture de l'histoire prend pour source les idées mêmes que les puissances colonisatrices européennes ont diffusées pour mener à bien le processus de colonisation.

Par conséquent, elle occulte le fait que ce processus s'est également développé dans les territoires des puissances coloniales, en attaquant de front les modes de vie communautaires, en expropriant les terres, les forêts, en imposant des enclosures, des expulsions, en persécutant les vagabonds, en brûlant les « sorcières » et les « hérétiques », etc. On cache aussi que le prolétariat naissant en Europe, en Amérique, en Asie et en Afrique a su utiliser la mobilisation coloniale pour diffuser le rejet d'une société fondée sur l'exploitation, en portant ses proclamations, ses émeutes et ses révoltes sur les quais, les navires, les plantations et même les champs de bataille. Si certains marins sont de fidèles serviteurs du développement mercantile, beaucoup d'autres forment une communauté de résistance aux conditions et à la discipline imposées par les marchands et les autorités navales. Les tavernes près des quais – tout comme les cales des navires, les ateliers, les chapelles ou les prisons – n'étaient pas seulement des lieux de soulagement, d'aliénation ou de destruction, mais aussi des espaces de fraternisation et

de conspiration contre l'État. Les serveuses, les bonnes, les serviteurs et les prostituées, ainsi que d'autres catégories, dont les personnes âgées et les enfants, s'opposent à la conscription forcée et mènent des insurrections, comme celle de 1741 à New York.

Il convient de rappeler que ce cadre idéologique de notre ennemi a servi, dans un premier temps, à la défense de la vieille idéologie colonialiste et à la cohésion des prolétaires de la métropole. Alors que des millions d'êtres humains étaient emprisonnés, torturés et massacrés à travers le monde, les différentes expressions de la social-démocratie parlaient de la mission historique des nations civilisées face à la sauvagerie.

Le degré de pénétration de cette idéologie était si profond que certaines des sections les plus militantes du prolétariat de ces régions s'y soumettaient. Marx lui-même oscillait à cet égard jusqu'à ce qu'il soumette à la critique sa propre vision développementaliste de l'histoire, rompant avec l'apologie de la productivité technique du travail et du développement linéaire et inéluctable des forces productives¹. Rappelons aussi, alors que nous vivons actuellement une vague de luttes en Nouvelle-Calédonie réprimée par l'État français, le soutien regrettable à la répression apporté à l'époque par de nombreux *communards* déportés dans cette colonie.

Plus tard, au XXe siècle, les partis sociaux-démocrates installés à la tête de l'État ont directement mis en œuvre cette politique colonialiste de civilisation afin d'exercer « *le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie* »². La social-démocratie exalte cette œuvre civilisatrice qui prolonge le progrès et le développement pour « jeter les bases du socialisme » : « (...) *la nation française en lutte contre les trusts (...) ne pourra qu'apporter la démocratie à ces populations coloniales* »³. Le colonialisme et l'extermination massive d'êtres humains pendant des siècles avaient donc leur justification historique.

D'autre part, le processus de colonisation a généré, dès le XVIIIe siècle, des dynamiques

¹ Voir sa correspondance avec les *populistes russes* et les brouillons « Notes sur Kovalevsky » et « Brouillon d'un article sur le livre de Friedrich List » où il met à mal l'idéologie développementaliste, progressiste et euro-centriste.

² Déclaration de Léon Blum, président du gouvernement du Front populaire français, dans l'hémicycle en 1925.

³ Henri Lozeray, député du P" C" F dans les Cahiers du Communisme, 1945.

d'accumulation qui ont permis que l'œuvre civilisatrice, avec ses progrès et le développement des forces productives (indissociables, ne l'oublions pas, de la répression et de l'extermination), se poursuive en de nombreux endroits sans la présence directe de l'armée coloniale, présence qui a provoqué d'énormes tensions et luttes. Une succession de déclarations d'indépendance sous le label « anticolonial » a tenté de canaliser les véritables luttes de notre classe contre le colonialisme.

A la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle, certaines fractions de la social-démocratie brandissent déjà l'étendard de l'idéologie « anticoloniale » et proclament la mythologie de la « libération nationale ». Loin de briser le cadre idéologique dont nous parlions, ils l'utilisent pour développer l'autre camp. Les mêmes termes, les mêmes concepts, la même vieille compréhension, mais inversée. Lénine était l'un de ses plus ardents défenseurs : « Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays 'avancés'. » (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ») La Troisième Internationale est rapidement devenue le catalyseur non pas des luttes prolétariennes dans les colonies, mais des intérêts des bourgeoisies locales dans le cadre de la « libération des nations opprimées ».

En conclusion, le cadre traditionnel de la gauche a cultivé à la fois l'idéologie colonisatrice

et « anti-colonisatrice » sous la même rhétorique euro-centriste de la colonisation, voilant le contenu réel de ce processus : un processus du marché mondial dans lequel les différents pôles d'accumulation du capital cherchent à s'approprier les ressources et les forces productives de la planète afin de les intégrer dans leurs circuits.

Il n'est pas anecdotique de situer le colonialisme dans le marché mondial, pas plus qu'il n'est anecdotique de rappeler que c'est dans cet écosystème qu'émerge le capitalisme et que se dissout toute communauté autre que celle de l'argent. Cette compréhension du caractère mondial du capital ébranle précisément l'idéologie euro-centriste qui fait du modèle européen un « capitalisme pur », qui assimile grande industrie et capital, qui défend un développement linéaire des forces productives, qui identifie le prolétariat aux ouvriers de la grande industrie (blancs, bien sûr)...

La compréhension profonde du colonialisme, forgée par la lutte historique du prolétariat mondial, en particulier par les luttes dans les colonies, nous permet de nous démarquer des bastions de la contre-révolution qui ont soutenu le colonialisme, la libération nationale – jusqu'aux théories modernes de la décolonisation – et nous permet surtout de reconnaître nos luttes, le caractère unitaire du prolétariat, de ses conditions d'exploitation et de la lutte contre celle-ci, quel que soit l'endroit où elles se produisent. ★

LE COLONIALISME ET SES CRITIQUES

Historiquement, la colonisation est indissociable de l'essor du commerce mondial, lui-même indissociable du pillage et de la guerre. Cette colonisation a été le fait d'entreprises mêlant intérêts privés et nationaux, impérialistes, qui tous y ont trouvé matière à accroître leur puissance, tout en matérialisant inexorablement la mondialité du marché et de la concurrence capitaliste. Le biais systématique de la vision en termes de « peuples » nie l'antagonisme de classe à l'œuvre dans les sociétés colonisatrices comme, le cas échéant, dans les sociétés colonisées. Lorsque

celles-ci étaient déjà des sociétés de classe (comme l'empire inca, face aux colons espagnols), le colonisateur s'est toujours servi de la structure oppressive existante pour soumettre les classes exploitées, souvent par des alliances opportunistes, en jouant les uns contre les autres avant de s'inféoder les classes dirigeantes indigènes ou de s'en débarrasser. Face à des communautés indigènes non organisées en classes, quand il ne s'agissait pas seulement d'installer un comptoir commercial mais de conquérir des terres, les méthodes sont invariablement : spoliation, exode forcé, asservissement et/ou massacre,

au besoin avec la collaboration d'esclavagistes locaux préexistants.¹ Une remarque enfin, sur un vaste sujet que nous ne développerons pas ici : la *décolonisation* est et a toujours été un mythe, un terme du lexique des colons : au-delà des changements de gestionnaires, un pays ou une région colonisés resteront toujours marqués socialement et économiquement par l'empreinte de la colonisation et donc la condition de notre classe également.

Au-delà de ces faits, ce qui a fondamentalement colonisé le monde, en opposition à la production matérielle visant la subsistance, c'est l'échange

¹ Pour être précis, on peut distinguer trois types de colonies, qui peuvent bien entendu se combiner en formes hybrides : *simple comptoir* (en ne perdant pas de vue les bouleversements économiques et sociaux induits par l'échange, autour des routes tracées à partir du comptoir), *colonie pénitentiaire* et enfin *colonie de peuplement* (*settler colonialism*), qu'il s'agisse dans ce dernier cas de soumettre la population existante à l'exploitation (et à la mortalité qui l'accompagne) ou de la remplacer purement et simplement en la repoussant hors de ses terres, en la massacrant.

marchand et ce violemment, par la guerre mais aussi par le bouleversement des rapports sociaux induits par l'échange puis par l'argent (qui tend à dissoudre et remplacer toute communauté antérieure) et enfin par le salariat (y compris l'auto-entreprenariat de la misère), qui porte la dépossession et l'aliénation à un niveau jamais atteint précédemment.

De surcroît, tout État-Nation s'est constitué par une brutale colonisation à l'intérieur de ses propres frontières, contre tout ce qui tendait à se soustraire à son emprise et aux impératifs économiques, idéologiques et disciplinaires qu'il incarne, pour les besoins du capital. Les méthodes et l'idéologie coloniales (racistes, sexistes, déshumanisantes) ont en retour, dans les pays colonisateurs, profité à la police acharnée contre les « ennemis intérieurs », les incontrôlables, les marginaux, les réfractaires... Plus largement, au fil du développement et du progrès capitalistes ont été menées des politiques de reconfiguration de l'espace, des terres comme du tissu urbain en expansion continue, des déplacements, des relégations, des réquisitions, des dévastations et autres expositions aux nuisances industrielles. Toutes les luttes sur ce terrain visant une certaine autonomie de classe font partie du mouvement communiste d'abolition des conditions existantes, de la lutte prolétarienne.

Encore aujourd'hui, on peut dire que l'État continue à faire œuvre de civilisation et de colonisation contre tous les aspects de la vie qui pourraient échapper à la marchandise et au flicage, maîtres-mots qui guident aussi la gestion de la migration et du marché du travail. À cela, comme à l'impérialisme ou à la guerre, aucun État (fut-il « populaire », « libre »...) n'apportera jamais l'amorce d'une solution ou d'un contrepoids, puisque cela constitue son essence même. Opposer un État « libre et souverain » à

un État « colonial », c'est un leurre pour nous détourner de notre lutte qui, enfonçons le clou, n'a fondamentalement pas de patrie.

Cet internationalisme s'est exprimé dans l'histoire par la critique du colonialisme, du racisme et par la critique du point de vue colonial, occidental sur le monde. Bien entendu, la critique révolutionnaire n'a de loin pas été toujours cohérente et conséquente sur ce sujet pourtant essentiel, ce qu'il serait intéressant d'approfondir. Les divisions au sein du prolétariat ne disparaissent pas par magie au cours des processus de rupture, fussent-ils drastiques, avec l'ordre bourgeois. Les luttes des populations colonisées ont généralement été dénaturées ou invisibilisées.² En revanche, dès le début de la colonisation et au fil des siècles ont émergé notablement, depuis les régions et pays colonisés, diverses expressions d'une critique radicale de la vision du monde coloniale et occidental-centrée, en tant que point de vue de la classe dominante naturalisant son statut, hiérarchisant l'humanité et considérant son œuvre civilisatrice comme par nature bienfaisante et justifiant toutes les atrocités. Cette même critique s'est appliquée par la suite à la perpétuation matérielle, économique, militaire, politique, sociale et idéologique de l'entreprise coloniale et capitaliste, bien au-delà des indépendances nationales qui sont intervenues selon des calendriers différents d'un continent à l'autre.

Du côté académique et globalement social-démocrate, aux *études postcoloniales* des années 1970 a succédé la pensée *décoloniale*, développée à partir de la fin des années 1990 principalement dans le milieu académique aux États-Unis sous l'impulsion de chercheurs d'origine latino-américaine organisés dans le « *groupe Modernité/Colonialité* ». Loin

d'être le fer-de-lance de la critique du colonialisme, nous voyons plutôt dans ces courants une version intégrable et acceptable de celle-ci, son accaparement dans un cadre social-démocrate, avec tout ce que cela implique de floutage des démarcations essentielles, d'avec l'État, la nation, le peuple... La vision du monde et de l'histoire opposant non pas la perpétuation du monde marchand à son abolition mais les forces colonialistes (le « *Nord global* »), assimilées à une Europe ou un Occident monolithique, immuable et indifférencié, aux forces de « libération » (en activité dans le « *Sud global* ») autorise évidemment divers biais (culturaliste notamment, jusque dans la conception même du capitalisme) et de multiples fronts. Le contenu même de cette « libération » se trouve réduit aux sempiternelles tâches démocratiques bourgeoises en version autochtone. Enfin, l'idéologie décoloniale a parfois poussé l'aventure jusqu'au naufrage dans les eaux politiques les plus poissonneuses de la représentation électorale des exploités historiquement issus de l'immigration.

C'est en tout cas sur un terrain de désorientation politique et de fragmentation typiquement post-moderne de la critique en une dissection sans fin des « dominations » et des « oppressions », doublée d'une confiance aveugle envers les points de vue dits « situés », que l'idéologie dans ses versions postcoloniale et décoloniale fascine et recrute. A nous de nous réapproprier collectivement ce qui peut l'être des recherches sur des pans méconnus ou falsifiés de l'histoire capitaliste et de nos luttes sans nous soumettre pour autant à leur cadre lorsque celui-ci est confiné à des revendications progressistes de rééquilibrage politique ou économique, d'autodétermination des peuples et non d'émancipation révolutionnaire mondiale.

² En témoigne par exemple le cas emblématique de Louise Michel, qui au cours de sa déportation en Nouvelle-Calédonie rencontra des compagnons d'infortune provenant d'Algérie où ils avaient été condamnés comme résistants par les autorités coloniales françaises. Elle manifesta ensuite sa solidarité vis-à-vis de la révolte kanake de 1878, attitude qui n'a pas été partagée par tous ses camarades de lutte et de détention.

À PROPOS DES PROLETAIRES INTERNATIONALISTES

Présentation de la revue n°1 de Revolución, avril 2022

Proletarios Internacionalistas est un processus organisationnel qui tend à centraliser la pratique internationaliste de structures et de camarades de différentes parties du monde. Nous ne pouvons pas préciser exactement où commence et où finit ce processus, car l'associationnisme propre à notre classe contient une telle richesse et une telle complexité, de tels niveaux de structuration, de participation collective, qu'ils brisent le schéma statique de l'organisation typique de cette société et de son formalisme rigide.

Cela ne signifie pas que ce processus organisationnel soit diffus, informel ou dépourvu d'exemples clairs de structuration. Au contraire, si quelque chose caractérise notre démarche, c'est de lutter pour affirmer un pôle de centralisation avec des niveaux formels de structuration, pour aider à la constitution d'un corps organique qui exprime le besoin du prolétariat de se constituer en classe révolutionnaire pour balayer ce monde insupportable. Cependant, au cours de la longue histoire de PI, nous avons toujours eu de sérieuses difficultés pour assurer une centralisation efficace. Et qu'on nous comprenne bien. La centralisation dont nous parlons n'est pas celle du dirigeant léniniste, ni celle du démocrate qui tente d'unir ce qui est séparé sur la base de critères qui, en dernière instance, ne font rien d'autre que reproduire le modèle organisationnel de la société bourgeoise. Bien sûr, ce type d'organisations qui suivent les normes de cette société et qui n'ont pas grand-chose à voir avec la révolution, même si elles s'en revendiquent, ne connaissent pas les problèmes et les difficultés dont nous souffrons constamment, comme souffre nécessairement toute tentative d'organisation révolutionnaire.

Quand nous parlons de centralisation dans l'associationnisme prolétarien, nous voulons dire quelque chose d'autre, nous nous référons à la centralisation organique. Chaque particule agit en tant que partie d'une totalité et cette totalité recherche et cristallise des organes de centralisation à différents niveaux. Alors que dans la société bourgeoise il s'agit toujours de savoir comment s'organiser, parce qu'il faut réguler la guerre de tous contre tous, dans le pôle qui lutte pour abolir

cette société, dans le pôle révolutionnaire, bien qu'on ne soit pas hors de l'influence de cette société puisqu'on provient de celle-ci, les choses se posent différemment parce que tout naît du même intérêt, de la même nécessité : la nécessité d'abolir la condition prolétarienne, la nécessité de transformation sociale, de révolution, de communisme, d'anarchie. Au contraire, il s'agit d'organiser les tâches que cet intérêt, cette nécessité impose. C'est dans l'organisation de ces tâches – déterminées par la révolution sociale et qui posent l'immédiat et l'historique de manière unitaire – que le prolétariat se dote d'organes de centralisation à différents niveaux, de structures, de groupes, tant formels qu'informels, le tout sur la base de ce qu'exigent la lutte, la conjoncture et la force que notre classe est capable d'affirmer. C'est dans ce processus d'organisation que nous situons notre action comme faisant partie de l'effort de notre classe pour s'organiser.¹

Malgré cette réalité unitaire du prolétariat, déterminée par ses intérêts et ses besoins, le processus associatif du prolétariat, ainsi que l'affirmation de son centralisme organique et ses efforts pour se doter d'organes, se heurtent à de grands obstacles et rencontrent beaucoup de difficultés. Il existe une autre réalité qui pousse le prolétariat à se fragmenter, à se faire concurrence, à être animé par d'autres intérêts et besoins. En effet, de même que lorsque le prolétariat lutte et tend à s'affirmer en tant que classe, il esquisse dans une plus ou moins grande mesure ce caractère unitaire, il existe aussi dans son être d'autres déterminations contradictoires qui conduisent notre classe à nier cette affirmation. La concurrence, l'atomisation, la réification à laquelle sa propre vie d'exploité le conduit ainsi que les idéologies qui en émanent sont des forces matérielles du capital sous lesquelles la vie des exploités se développe et forgent des chaînes rigides que nous traînons avec nous dans chaque lutte contre cette société, dans chaque effort que nous menons pour organiser notre lutte. C'est cette réalité contradictoire du prolétariat qui le pousse d'une part à lutter pour abolir les conditions existantes et à s'affirmer comme classe révolutionnaire, comme prolétaire,

¹ Notre intention n'est pas de décrire dans ce bref exposé notre pratique organisationnelle, mais de donner quelques indices simples de notre pratique, sachant combien il est difficile aujourd'hui de se faire comprendre en raison de la confusion créée par des conceptions et des idéologies telles que le léninisme, le bordigisme, le démocratisme, etc.

mais d'autre part il y a une force gravitationnelle qui le pousse à se nier comme tel et à agir en faveur du maintien de sa propre exploitation. La communauté de lutte contre le capital se développe dans ce scénario contradictoire d'affirmation et de négation du sujet de la révolution et représente le seul endroit où les conditions existent pour combattre les forces qui nous lient à cette société et imposer un processus révolutionnaire.

En tant que *Proletarios Internacionalistas*, nous consacrons nos efforts, nos passions et nos vies afin que cette communauté de lutte s'organise, se structure et s'affirme comme une force capable de renverser cette société. Évidemment, nous ne voulons pas dire qu'elle doit être centralisée (formellement) sous l'appellation de PI, mais simplement qu'elle doit être centralisée sous des positions révolutionnaires. PI est simplement l'une des formes sous lesquelles le prolétariat a impulsé ce processus. Apparue au début des années 1990, en pleine guerre du Golfe, comme expression de la pratique centralisée d'une poignée de minorités révolutionnaires, notre processus organisationnel a connu des hauts et des bas depuis sa naissance.² Après la défaite de l'insurrection en Irak et la dispersion de certains militants, l'activité de PI a considérablement diminué jusqu'au début de l'année 2000, lorsqu'il renaît avec une énergie nouvelle grâce à l'impulsion de jeunes générations de prolétaires qui, avec d'anciennes structures et d'anciens militants, ont décidé de donner une continuité à ce processus organisationnel.

Depuis lors, nous avons mis au premier plan toute une série de tâches que nous considérons comme centrales pour le regroupement et la centralisation mondiale, telles que la production de matériel d'action directe internationale, l'élaboration de bilans de luttes, les réunions de camarades de différentes parties du monde, la correspondance, les discussions et les projets communs avec des militants dispersés, les analyses critiques des conjonctures ou les critiques des limites et des idéologies qui affaiblissent la lutte de notre classe. Les matériaux, nés de réflexions et de discussions collectives, ont été publiés sous forme de tracts, d'autocollants, d'affiches, de brochures, de revues ou de livres, selon leur objectif et leur contenu. Une grande partie des matériaux est restée en circulation « interne », car divers facteurs nous ont incités à ne pas les publier, sans que cela n'enlève rien à leur utilité, mais on les a pris en compte

dans des publications ultérieures, des discussions, des échanges, dans des regroupements... Nous avons également assumé comme centrales d'autres tâches fondamentales telles que la participation à des structures et des luttes concrètes, dans un environnement plus proche. Tout cela dans le cadre de nos petites forces et capacités, aspect crucial qui a toujours limité considérablement la portée de notre activité.

Ce sont nos activités centrales depuis le début, avec des moments d'activité accrue suivis de moments moins prolifiques. Entre autres parce que les différents camarades et structures qui composent PI assument d'autres activités à d'autres niveaux, dans d'autres groupes et secteurs de notre communauté de lutte. Évidemment, tout cela est inséparable et correspond à la même lutte, à la même activité, à la même communauté de lutte, qui a une portée beaucoup plus grande, qui se concrétise et se cristallise de différentes manières. Les organisations dont nous, prolétaires, nous nous dotons, depuis celles qui surgissent à un moment donné pour telle ou telle nécessité matérielle jusqu'à celles qui se consolident au fil du temps dans la lutte pour la révolution, ne sont que des moments, des épisodes dans lesquels s'exprime la pratique.

Toutes ces brèves explications montrent clairement que notre organisation et la conception que nous avons de l'organisation sont aux antipodes de la conception dominante. Nous rejetons le *groupisme*, le prosélytisme, la défense des sigles ou du formalisme, le culte du chef, le démocratisme et le sectarisme typiques des organisations qui suivent le modèle de cette société. Ce qui nous intéresse, c'est la pratique et l'organisation de notre classe afin de mettre fin à sa condition et de balayer la bourgeoisie, l'État et le capital. Dans ce processus, les véritables organisations de notre classe vont et viennent, elles apparaissent et disparaissent sous des noms différents ; certaines subissent des dérives qui les conduisent à abandonner leurs origines révolutionnaires... Mais elles nous laissent toutes un héritage indispensable, une trajectoire historique que notre classe reprend pour tenter de purger les limites qu'elles expriment toutes nécessairement. Bien sûr, dans tout ce processus, ce qui est vraiment important c'est la tentative du prolétariat de se constituer en tant que force révolutionnaire unitaire, qui est sa réalité en tant que classe historique mondiale.

² C'est le défaitisme révolutionnaire qui s'est développé en Irak au début des années 1990 et qui a conduit à la décomposition de l'armée irakienne, suscitant un processus insurrectionnel, qui a conduit certaines minorités de différentes régions du monde à améliorer leur organisation et leurs niveaux de centralisation pour tenter de briser le cordon sanitaire imposé par la bourgeoisie. *Proletarios Internacionalistas* est né dans ce contexte.

Beaucoup d'entre ceux qui nous connaissent depuis longtemps seront étonnés qu'après tant d'années, nous lancions une publication régulière comme la présente revue, et nous pensons qu'une brève explication de la raison de cette démarche est nécessaire.

Parmi les tâches centrales que nous assumons depuis la naissance de *Proletarios Internacionalistas*, il n'a jamais été nécessaire de matérialiser un organe central sous la forme d'une publication. Pour nous, il y avait des expressions qui cristallisaient déjà cette tentative de notre communauté de lutte de constituer un organe central et les différentes structures qui composaient PI ont assumé ces expressions comme étant les leurs, en y participant, en les impulsant, en les diffusant et en les renforçant. Cependant, au cours des deux ou trois dernières années, des changements importants sont intervenus, qui ont modifié certains de nos besoins et nous ont finalement poussés à produire la présente publication.

Le plus important, c'est la dérive programmatique imposée au sein du Groupe Communiste Internationaliste et matérialisée dans la revue *Comunismo*, numéro 68 [en espagnol], qui a généré une polémique et une discussion internationale qui a mis à mal toutes nos structures, celles du GCI et bien d'autres dans notre communauté de lutte.

Pour nous, la revue *Comunismo* du Groupe Communiste Internationaliste [ainsi que la revue *Communisme* en français], ainsi que d'autres publications existantes, dans une mesure plus ou moins grande et

indépendamment de leurs limites, ont assumé cette tendance et cette perspective de constituer un organe central, aussi limitée que puisse être sa force actuelle et conjoncturelle. C'est vrai, nous considérons tant le GCI que la revue *Comunismo/Communisme* comme une expression fondamentale de notre communauté de lutte, et en ce sens ils faisaient partie de notre être, de notre lutte, de notre classe, du riche processus organisationnel du prolétariat, et c'est ainsi que nous le vivions et l'assumions.

Comme c'est le cas pour de nombreuses autres expressions de notre communauté de lutte. En ce sens, nous avons subi ce processus comme ce qu'il était, un processus

propre et spécifique à une expression historique de notre classe telle que le GCI. La polémique a été assumée et développée au sein d'une série d'organes militants et nous avons lutté pour affirmer les positions révolutionnaires face

à ce que la plupart d'entre nous considéraient comme un abandon des piliers de la révolution. Avec la parution du dernier numéro de la revue *Comunismo*, ce que nous appelons une « dérive fétichiste » s'est matérialisée, et nous ne pouvons pas prédire aujourd'hui si les positions des prochaines revues seront une continuation de la dérive du numéro 68 ou si le groupe reviendra à ses positions communistes historiques [même si la revue numéro 69 est encore pire que la précédente].¹



¹ Lors de la publication de notre revue en espagnol *Revolución* n°1 en avril 2022, nous avons décidé d'y inclure un large extrait d'un texte issu des discussions enflammées de l'époque, qui résume les critiques fondamentales de cette dérive. Outre la critique d'un aspect fondamental, comme le fait de publier unilatéralement un texte plein de polarisations et sur lequel il n'y a pas d'accord fondamental, on critique la conception subjectiviste de la réalité, le changement supposé de la nature du capital, la nouvelle conception du capital financier, la nouvelle terminologie avec des concepts tels que « peuple », « élite financière »... des positions qui impliquent des changements au niveau programmatique et dans les tâches de la révolution.

Le GCI, en tant qu'organisation du prolétariat, avait tendance à centraliser à différents niveaux des militants de différentes parties du monde, en plusieurs langues. Malgré le fait que dans le « milieu parisien » et dans l'idéologie euro-raciste du milieu « ultra-gauche » (et chez les falsificateurs), le GCI soit défini comme une scission du CCI (ce que le groupe n'a jamais pris la peine de démentir, entre autres parce qu'il ne s'est jamais soucié de ce que ces milieux disaient de lui, et encore moins de se défendre publiquement), la vérité est que le GCI était l'un des rares groupes encore existants et dont l'origine provenait de la centralisation de militants de différentes parties du monde, notamment d'une poignée d'exilés arrivés en Europe et ayant participé aux luttes des années 70. Au cours de ce processus de formation, des militants qui avaient rompu avec d'autres organisations (comme des ex-militants du CCI) l'ont rejoint. Dans son développement, le GCI s'est organisé à partir de ces expressions centrales, qui se sont renforcées et ont généré d'autres structures, ainsi qu'un réseau militant avec lequel ont été menées des activités considérées comme centrales. La revue *Comunismo* 64 "Comunidad de lucha y Partido" [Communauté de lutte et Parti] exprime clairement cette réalité de l'associationnisme prolétarien à ses différents niveaux et tâches. Ce qui est certain, c'est que dans sa vie le GCI a connu des moments de force et de faiblesse, de force quantitative et de recul... pour un grand nombre de raisons (répression, abandon, ruptures...), mais il a toujours maintenu sa force de frappe : le qualitatif, la force programmatique. Depuis plusieurs années, le GCI s'était affaibli en interne, amplifiant certains vices organisationnels qui se sont révélés dans toute leur crudité lors de la crise et de la rupture consécutive à la publication de la revue *Comunismo* 68. La particularité de cette crise est aussi que c'est la première fois que ceux qui ont déterminé la pratique du GCI deviennent ceux qui ont rompu avec les propres bases programmatiques du groupe.

La déclaration de pandémie qui a suivi peu de temps après, avec les mesures que l'on sait, a rendu extrêmement difficile le développement de cette polémique et l'affirmation de la rupture sur le terrain des tâches et de l'organisation. Il y a eu une énorme dispersion des structures et des camarades, la polémique s'est embourbée, certaines relations ont été perturbées, et en certains endroits la discussion n'a pas pu se développer dans les termes requis pour clarifier les choses. Dans cette situation, certains ont décidé de « suivre leur propre voie », d'autres camarades « épuisés » qui, pendant des années et même des décennies, avaient été au centre de l'activité, ne donnaient plus de nouvelles, le localisme s'est installé chez d'autres. A cela s'ajoutent des incompréhensions entre structures et des différences de critères lorsqu'il s'agit de reprendre l'activité et d'affirmer clairement la rupture avec la « dérive ». Pour couronner le tout, certaines structures avec lesquelles nous avons rompu ont décidé de continuer à utiliser la signature de PI sur leurs matériaux, malgré le fait qu'ils reflètent une rupture avec les positions programmatiques fondamentales de PI. De par la nature historique même de PI, nous ne pouvons pas refuser à ces structures et à nos anciens camarades de continuer à utiliser cette signature, même si cela peut nous déranger qu'ils entretiennent une certaine confusion. Au final, tout cela a eu un effet boule de neige et a balayé notre processus organisationnel.

La situation était telle que la difficulté de regrouper les structures se présentait à chaque étape, retardant/paralysant le processus ainsi que notre propre activité internationaliste, remettant en question notre propre existence organisationnelle.

Finalement, après une lutte à contre-courant et minoritaire, avec ses allers et retours, une poignée de camarades a décidé de faire un pas en avant, sans attendre d'autres discussions et décisions dans telle ou telle structure ou instance, et de dégager quelques éléments fondamentaux pour réorganiser les tâches que nous considérons comme essentielles dans la lutte contre le capital et pour l'affirmation de la révolution. Dans un tel moment de paralysie et d'indécision, de déstructuration, c'est toujours un petit nombre qui pousse en avant, qui affirme le terrain de classe. C'est ainsi qu'un petit noyau de camarades s'est engagé à assumer une série de tâches centrales et à lutter contre la dispersion.

C'est dans le cadre de ces tâches que s'inscrit la présente publication avec laquelle nous voulons contribuer activement au processus de constitution du prolétariat en tant que force révolutionnaire. Voici quelques-uns des axes et des tâches qu'une revue comme celle-ci entend assumer pour contribuer à cet effort de notre classe :

- **Réappropriation historique et programmatique.** Le programme du prolétariat est une question pratique, émanant des déterminations pratiques du prolétariat et qui, sous de multiples formes et moments, se sont exprimées dans un processus historique riche et contradictoire sous forme de textes, de thèses, mais aussi et surtout d'affirmations pratiques, de luttes... Pour nous, il est essentiel de nous réapproprier notre

propre programme en reprenant tout l'arsenal révolutionnaire de notre classe, tant dans ses luttes historiques que dans les textes des camarades du passé, en l'approfondissant dans le feu du présent. S'il y a une constante dans la lutte des classes de ces dernières décennies, c'est qu'en tant que classe nous reproduisons inlassablement les mêmes limites, les mêmes erreurs, les mêmes faiblesses qu'hier ou qu'il y a 100 ou 200 ans. Malgré les leçons que nous avons tirées de la lutte historique contre le capital et que nous avons approfondies dans des affirmations programmatiques, inscrites non seulement dans le sang et la chair de nos ancêtres, mais aussi dans les précieux bilans, thèses et écrits des groupes révolutionnaires et des militants du passé, le prolétariat est incapable de se réapproprier cette réalité qui lui appartient en propre. Dans chaque lutte, dans chaque combat, cette limite se reproduit, privant notre classe d'une orientation claire, faisant de la lutte des classes un interminable déjà-vu où le prolétariat se retrouve constamment au tapis, ou plutôt, astiquant ses chaînes. Cette caractéristique, accentuée par les temps qui courent, pousse des secteurs du prolétariat à tirer les leçons du passé, à dépoussiérer les livres des générations précédentes de révolutionnaires afin de briser ce cercle. Dans ce sens, notre revue donnera la priorité à cette nécessité.



"de l'arme de la critique à la critique par les armes" - Karl Marx

- **Approfondir la critique radicale**, c'est-à-dire depuis la racine, du capital et de ses multiples aspects. La défaite historique du prolétariat dans sa tentative d'abolir le capitalisme est toujours due, en dernière instance, à son incapacité à porter sa critique jusqu'à ses conséquences ultimes. Lorsque l'arme de la critique et la critique par les armes sont paralysées par l'immensité de leurs des tâches, cela doit être souligné comme une faiblesse. Ne pas aller au fond de la critique de l'argent, de l'État, du travail, ne pas s'opposer complètement à telle ou telle idéologie, etc. signifie laisser en place les matérialisations fondamentales du capital sur lesquelles il bâtit tout son organisme. La social-démocratie est précisément la cristallisation des faiblesses et des limites du prolétariat en une force contre-révolutionnaire qui permet de neutraliser la lutte prolétarienne. Il est vrai que pour aller au fond des choses, le prolétariat a besoin de la défaite, des erreurs, du bilan de sa défaite pour confirmer, clarifier et préciser des déterminations essentielles qu'il avait déjà découvertes dans sa propre vie. Les grands épisodes historiques de la lutte prolétarienne, consommés dans des défaites douloureuses, ont une grande valeur précisément pour cette raison. La Commune de Paris ou le processus révolutionnaire en Russie en 1917 ont permis d'approfondir la critique de l'État et du politicisme, la défaite en Allemagne a montré qu'il n'y a pas de « forme organisationnelle enfin découverte », l'insurrection en Espagne a validé que toute gestion qui ne détruit pas la logique du marché reproduit l'exploitation... C'est ainsi que le prolétariat se constitue en classe révolutionnaire dans tout un processus où le prolétariat assume son être comme sujet historique mondial. De ce point de vue, la défaite est une partie vitale et constitutive de la victoire. Mais seulement si les leçons qui émanent de ces défaites se constituent en directives d'action pour les luttes futures. Par conséquent, non seulement nous devons nous réapproprier le passé, dresser un bilan sur nos forces et nos faiblesses, mais nous devons aussi approfondir notre critique des éléments qui nous ont conduits à la défaite afin de les combattre à la racine.
- **Encourager la discussion programmatique** au sein du prolétariat, en particulier parmi les minorités révolutionnaires. S'il y a

une chose qui caractérise notre époque, c'est le peu de discussions programmatiques. La critique camarade, un outil fondamental de discussion dans notre communauté de lutte, est presque en voie de disparition. Son importance n'est ni utilisée ni comprise. Certains ne l'utilisent pas parce qu'ils ont peur de ses répercussions, c'est-à-dire les conséquences possibles de cette critique, comme l'éloignement entre camarades, les ruptures, etc. D'autres conçoivent la critique camarade de manière sectaire et s'ils reçoivent une critique, cela signifie une attaque d'un groupe contre un autre, de familles idéologiques, sans comprendre que la vraie critique camarade et révolutionnaire représente une discussion au sein de notre communauté de lutte, et non une lutte entre groupes ou individus... Il est vrai qu'il y a différentes manières de matérialiser cette critique et cette discussion camarade, qu'il y a des moments où elle est mal ciblée, mal posée ou elle peut susciter un malaise entre camarades à cause de ses formes. Cela doit être amélioré, mais il ne faut pas oublier que ce qui est fondamental, c'est le contenu de la discussion, même si parfois ces questions déforment le contenu lui-même. Ce qui est clair pour nous, c'est qu'en même temps qu'être camarade, il faut être intransigeant dans la critique de ce que l'on considère comme des positions contre-révolutionnaires, dans la critique des idéologies, etc. qui se sont traduites par un coût social gigantesque au cours de l'histoire et nous ne sommes pas prêts à oublier ce coût et ces camarades qui sont tombés. Se soustraire à une telle intransigeance face à ces positions, c'est fouler aux pieds la véritable camaraderie. Cela dit, nous tenons à préciser que les critiques et les discussions entre camarades visent précisément à cela, et sont destinées aux camarades avec lesquels nous continuons à militer malgré l'apparition de certaines différences. En dehors de cela, nous refusons de discuter, de débattre. Avec l'ennemi et ses collaborateurs, il n'y a de place que pour la critique dévastatrice, destructrice et pour la confrontation.

- **Analyse de l'actualité.** Pour nous, il est fondamental d'analyser et de critiquer la situation actuelle. Tant des luttes qui ont lieu et qui doivent être diffusées, analysées, discutées... que d'autres aspects de l'actualité qu'il est important de traiter dans la mesure

où ils affectent à des degrés divers le cours de la lutte prolétarienne, comme la répression, les actions menées par la bourgeoisie qui entraînent une dégradation des conditions de vie des prolétaires, etc. Bien sûr, ici, l'importance de l'organisation et de la collaboration des camarades et des militants des endroits où ces éléments se développent est évidente, surtout lorsqu'ils se situent au niveau régional.

- **Diffuser les matériaux de notre communauté de lutte.**

Parmi le contenu de notre revue, nous accorderons une importance particulière aux matériaux, actuels et passés, produits par d'autres camarades et expressions de notre communauté de lutte, en leur fournissant un espace dans la revue. A la fois pour renforcer la diffusion de matériaux déjà en circulation, et pour diffuser les textes et analyses produits par des camarades proches en vue de leur publication dans la revue. Pour nous, il s'agit que cette publication acquière ce caractère collectif, de classe.

Il est évident que tous ces axes et tâches que nous plaçons au centre de la publication, ainsi que d'autres qui en découlent, sont interdépendants et se nourrissent les uns des autres. Leur singulière décomposition obéit plutôt à un besoin d'exposition qui ne remet pas en cause

leur réel caractère unitaire tel qu'il se reflète dans les textes mêmes qui composeront la revue Révolution tout au long de son existence.

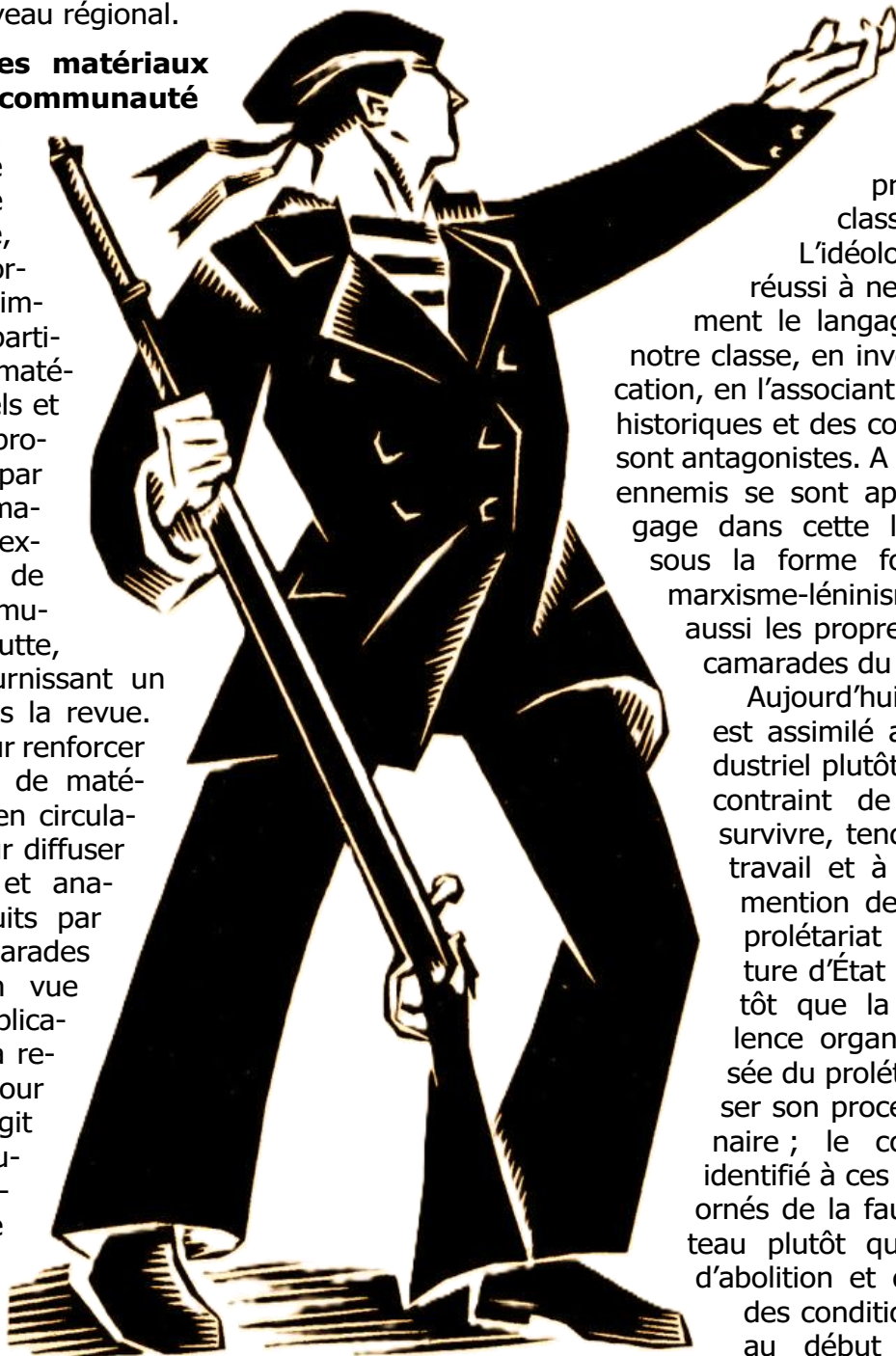
Comme il est d'usage dans nos matériaux, le lecteur pourra constater que nous ne cédon pas au langage à la mode, que notre façon de communiquer s'exprime encore dans une terminologie qui, pour beaucoup, est devenue vieille, pour d'autres in-

compréhensible, et pour la majorité, elle est perçue selon l'empreinte de la classe dominante.

L'idéologie dominante a réussi à neutraliser socialement le langage historique de notre classe, en inversant sa signification, en l'associant à des processus historiques et des conceptions qui lui sont antagonistes. A tel point que nos ennemis se sont appropriés ce langage dans cette logique inversée sous la forme fondamentale du marxisme-léninisme en utilisant aussi les propres limites de nos camarades du passé.

Aujourd'hui, le prolétaire est assimilé au travailleur industriel plutôt qu'au sujet qui, contraint de travailler pour survivre, tend à s'opposer au travail et à son monde ; la mention de la dictature du prolétariat évoque la dictature d'État bolchevique plutôt que la nécessaire violence organisée et centralisée du prolétariat pour imposer son processus révolutionnaire ; le communisme est identifié à ces camps de travail ornés de la faucille et du marteau plutôt qu'au mouvement d'abolition et de dépassement des conditions existantes et au début d'une communauté humaine sans classes,

sans État, sans travail. Le terme même de révolution qui donne son nom à notre revue s'est tellement banalisé qu'il est massivement utilisé dans les ventes commerciales pour promouvoir un nouveau produit. C'est ainsi que le capital tente de phagocyter tout ce qui le menace. Cependant, nous ne



pouvons pas entrer dans le jeu sans fin qui consiste à changer de langage en fonction de l'idéologie dominante, ou de ce que chaque lecteur peut penser, ou simplement pour nous différencier de toutes sortes de sectes et d'idéologies gauchistes. Cela reviendrait à occulter l'histoire de la lutte des classes, ses protagonistes et leur héritage et à entraver notre propre identité historique. Nous savons que c'est la défaite historique du prolétariat qui permet à la bourgeoisie de jouer à tous ces jeux, et nous savons aussi que la réémergence du prolétariat et son affirmation en tant que classe les renversera lorsqu'il se réconciliera avec lui-même. Dans son affirmation historique, le prolétariat se reconnaît comme une classe révolutionnaire, il reconnaît sa propre pratique, son propre langage et ses ennemis. C'est pourquoi nous plaçons la pratique sociale de notre classe comme un élément crucial, indépendamment de la façon dont les protagonistes s'expriment. En conclusion, nous savons que toute cette question soulève des problèmes, mais ceux-ci ne sont pas résolus dans le domaine des mots, mais dans celui de la praxis.

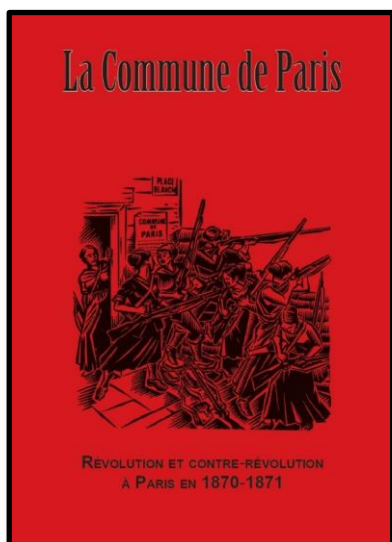
Pour conclure cette brève présentation dans laquelle nous avons voulu expliquer la raison

de la publication et l'état actuel de PI, nous voudrions encourager les camarades et les groupes qui lisent cette publication et la ressentent comme étant la leur, à y participer, y collaborer, à la diffuser, la reproduire, la critiquer, la discuter... Une revue comme celle-ci ne peut être qu'une expression collective qui déborde les structures mêmes qui l'animent.

Cette revue est née de la lutte, du combat pour la vie humaine. Si sa modeste contribution, produit de nos forces limitées, ne nous démoralise pas, c'est parce qu'elle est liée et fusionnée avec l'effort gigantesque de tous les exploités et opprimés de l'histoire pour abolir leur condition misérable. Parce qu'elle est l'expression d'une classe qui est obligée de briser les chaînes qui l'assujettissent à cette société si elle veut sortir des ténèbres qui l'affligent, une classe qui contient dans son être même l'abolition de toutes les classes, de tous les États, de toutes les nations, de toutes les formes d'oppression, de l'argent, du travail, de la marchandise... bref, une classe qui contient dans son être la destruction de la société capitaliste, le communisme, l'affirmation de l'être humain. ★



NOS LIVRES

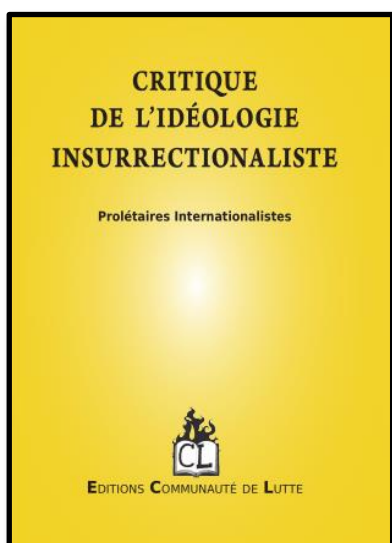


Dans l'imposant affrontement de classe qui s'est déroulé en France en 1870-1871 et qui avait Paris pour centre de gravitation, nous trouvons dans son développement toute une série d'enseignements indispensables en matière de révolution et de contre-révolution. Le prolétariat a dû affronter tous et chacun des éléments de la contre-révolution qui sont encore à l'œuvre aujourd'hui : guerre impérialiste, repolarisation en camps bourgeois, changements formels d'État (empire pour république), changements de gouvernement, parlementarisme « révolutionnaire », nationalisme, communalisme...

Il est entendu qu'organiser en force matérielle les leçons de cette lutte, en saisissant à la fois les positions de force qui ont conduit le prolétariat à ébranler la domination de la bourgeoisie, et les idéologies, les faiblesses, les erreurs qui l'ont finalement conduit à la défaite, est une question fondamentale pour le triomphe de la révolution sociale.

La « racaille des banlieues », terminologie que la bourgeoisie française a toujours employée contre le prolétariat en lutte, cette « racaille », donc, réveilla à l'automne 2005 la guerre sociale, qui avait fini par faire partie des reliques gardées au fond d'une malle de la république française. Devant une telle audace, les sociaux-démocrates de tout poil n'ont pas tardé à montrer leur vrai visage, en étalant de la merde sur le mouvement. C'était une révolte en règle qui menaçait, avec des tendances insurrectionnelles, de rompre la paix sociale dans toute la France.

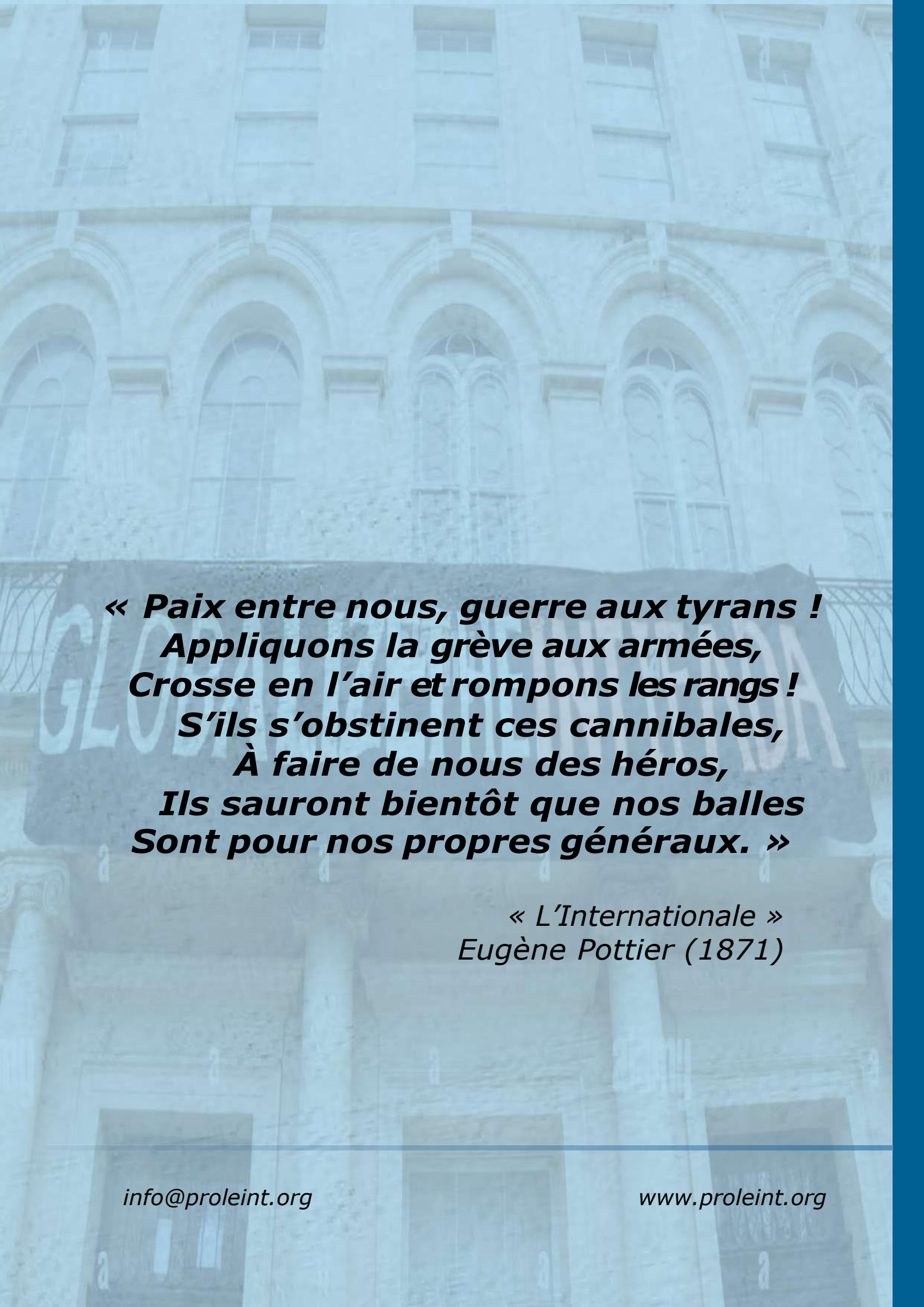
Au fil de ce livre, nous affrontons le mépris et les mensonges des défenseurs du monde marchand, mais aussi de beaucoup de ceux qui prétendent le combattre. En même temps, nous soulignons les forces et les faiblesses qui se sont matérialisées, nous tirons des leçons et diffusons du matériel peu connu de la révolte dans le seul but de nous réapproprier notre propre expérience et d'en tirer des lignes directrices pour les luttes futures qui se déroulent déjà.



Le terme « insurrectionnaliste » fait référence, dans toute son acception historique, au parti de l'insurrection. En ce sens, nous sommes, sans l'ombre d'un doute, insurrectionnalistes, tout comme l'est en dernière instance le prolétariat lorsqu'il se constitue en classe pour détruire le capitalisme. Toutefois, ces dernières années s'est propagée une mode particulière qui consiste à s'autoproclamer insurrectionnaliste, à titre individuel ou bien en tant que groupe, et qui puise ses références dans une idéologie qui a surgi ces dernières décennies.

Tout au long de ce livre, nous avons essayé de mettre en évidence comment les positions fondamentales de l'idéologie insurrectionnaliste – sa conception des classes, de l'organisation, de l'individu, de l'insurrection, de ce qu'il faut faire – loin de défendre et de représenter la pratique insurrectionnelle du prolétariat, est un obstacle dans le processus de reconstruction du mouvement révolutionnaire.

[Plus de matériel sur notre site web](#)



**« Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux. »**

**« L'Internationale »
Eugène Pottier (1871)**